

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

---

# LA PENSÉE POLITIQUE ET MORALE DES CISRHÉNANS

THÈSE  
COMPLÉMENTAIRE  
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE PAR  
JACQUES DROZ  
*Agrégé de l'Université*

---

PARIS  
FERNAND SORLOT

1940







**LA PENSÉE POLITIQUE  
ET MORALE  
DES CISRHÉNANS**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

---

# LA PENSÉE POLITIQUE ET MORALE DES CISRHÉNANS

THÈSE  
COMPLÉMENTAIRE  
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE PAR  
JACQUES DROZ  
*Agrégé de l'Université*

---

PARIS  
FERNAND SORLOT  
1940



A mon Maître GEORGES LEFEBVRE

*en respectueux et reconnaissant hommage.*

J. D.



## PRÉFACE

J'ai été amené à écrire cet ouvrage en étudiant l'histoire du libéralisme rhénan avant 1848 (1). J'ai discerné l'importance que les libéraux allemands des premières générations attachaient aux questions morales, l'influence exercée sur eux par la philosophie de Kant : ils ont eu en effet une certaine tendance à revendiquer la liberté politique non comme un droit, mais comme une charge qui créerait aux citoyens des devoirs nouveaux, des responsabilités accrues, et qui les lierait plus solidement que l'obéissance passive au service de l'Etat. Or l'origine de ce mouvement d'idées doit être recherchée dans les dernières décades du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est en effet du point de vue moral que les « Cisrhénans » ont jugé la Révolution française : nourris de Kant, ils ont espéré en devenant français faire bénéficier leur nouvelle patrie de cette morale de l'Impératif catégorique dont ils étaient eux-mêmes des admirateurs. Un certain « moralisme » commande leurs réactions politiques. Il restera, à mon sens, l'un des traits fondamentaux du libéralisme allemand avant 1848.

Cet ouvrage est une contribution à l'histoire de la pensée politique allemande pendant la Révolution française. Il se limite donc à une étude de doctrine. J'ai cru cependant devoir consacrer une Introduction assez longue à l'historique du mouvement cisrhénan, afin de replacer dans leur milieu les hommes dont j'étudie la pensée, et de retracer leur action positive. Cette Introduction, comme d'ailleurs les chapitres suivants, s'appuie sur la magnifique collection des *Quellen zur Geschichte des*

(1) J. Droz : *Le Libéralisme Rhénan* (1815-1848) (Paris, Sorlot, 1940).

*Rheinlandes im Zeitalter der französischen Revolution*, dont Joseph Hansen, Directeur honoraire des Archives de Cologne, a poursuivi pendant plus de vingt ans la compilation, et à laquelle je renvoie une fois pour toutes le lecteur. Ce recueil de Sources apporte sur l'histoire révolutionnaire des pays rhénans des vues souvent nouvelles.

Mon travail personnel a été de rechercher et de dépouiller dans les bibliothèques rhénanes — celles de Cologne et de Trèves sont les plus riches — les journaux, revues et livres qui ont surgi sur le Rhin à l'époque du mouvement cisrhéan. Le nom de Joseph Görres est connu du public français. Mais cet ouvrage révélera, dans l'entourage de Görres, d'autres écrivains non moins curieux, surtout ce Christian Sommer qui, inspiré par Fichte après l'avoir été par Kant, a écrit un petit traité : *Les bases d'un Etat parfait*, tableau d'un Etat « totalitaire » où toutes les énergies individuelles sont étroitement soumises à l'intérêt d'une communauté socialiste et rigoriste. Bien que publié en 1802 seulement, ce livre appartient encore à l'ère révolutionnaire par la confiance que témoigne l'auteur aux vertus de l'éducation civique agissant sur des esprits raisonnables et bien intentionnés.

La guerre de 1939 m'a empêché d'apporter à cette thèse certaines précisions que j'eusse estimé souhaitables. J'espère malgré tout qu'elle éclairera l'un des problèmes qui touchent le plus étroitement la politique française et qui risquent à chaque instant de redevenir actuels : le problème rhéan.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### SOURCES

L'ensemble de cette étude s'appuie sur la publication récente des Sources de l'histoire rhénane à l'époque de la Révolution française :

J. HANSEN : *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der französischen Revolution 1780-1801*, 4 Bände (Bonn, Hanstein, 1931-1938 ; in-4°), éditées par les soins de la Société d'histoire rhénane.

L'auteur a poursuivi pendant vingt ans ses recherches aux Archives nationales de Paris, Berlin, Darmstadt, Karlsruhe, Stuttgart et Vienne ; dans les Archives municipales et épiscopales des grandes villes rhénanes, dans les Bibliothèques de Berlin, Cologne, Bonn, Mayence, Trèves et Francfort principalement. Il a fait précéder chacun des quatre volumes d'une Introduction qui permet de se reconnaître aisément au milieu de ces innombrables documents. Il n'a pas négligé de publier des extraits importants des revues et journaux rhénans de l'époque révolutionnaire : il a été ainsi possible d'étudier les principaux mouvements d'idées qui se sont développés sur le Rhin en ce temps.

Les tomes III et IV, qui couvrent la période 1794-1801, ont permis de décrire la pensée politique et morale des Cisrhénans. Hansen s'est d'ailleurs efforcé d'en donner un tableau d'ensemble dans l'Introduction au tome IV, p. 54\* et suivantes.

### I. — REVUES ET JOURNAUX CISRHÉNANS

#### *A Aix-la-Chapelle :*

*Aachener Zuschauer* (1791-1798), publié par Dautzenberg (exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne).

*A Bonn :*

*Bonner Intelligenzblatt* (28 juin 1795-7 juillet 1796), publié par Geich (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Bonn).

*Bonner Dekadenschrift* (7 août-3 novembre 1795), publié par Geich (exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Bonn).

*Freund der Freiheit* (4 novembre 1797-13 mai 1798), publié par Geich (exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne).

*Astraea* (juillet-novembre 1798), publié par Geich (exemplaire incomplet des Archives de la Ville de Bonn).

*A Bingen :*

*Politische Unterhaltungen am linken Rheinufer* (22 juin-31 décembre 1797), publié par Metternich (quelques numéros conservés aux Archives d'Etat à Vienne et à la Bibliothèque de l'Université de Bonn).

*A Coblenz :*

*Das rothe Blatt, eine Dekadenschrift* (février-octobre 1798), publié par Görres (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

*Der Rübezahl, eine Monatschrift* (octobre 1798-juillet 1799), publié par Görres (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Dortmund).

Le texte intégral de ces deux revues a été reproduit, accompagné d'un commentaire, dans *Görres Gesammelteschriften*, I, p. 65-548.

*Der Bewohner des Westrheins* (29 octobre 1799-31 décembre 1800), publié par F. Lassaulx et J. N. Becker (exemplaire incomplet de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

*A Cologne :*

*Der Pharos für Aeonen* (1794), publié par Geich (exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne).

*Brutus, oder der Tyrannenfeind* (mai-décembre 1795), publié par Biergans et continué à Aix-la-Chapelle, puis à Cologne sous le titre *Brutus der Freie* (février-mai 1796) (exemplaires de la Bibliothèque de l'Université de Cologne).

*Der Kölnische Volksfreund, eine Dekadenschrift* (novembre 1795), publié par Hanf (exemplaire incomplet de la Bibliothèque de Bonn).

*Der Beobachter im Ruhrdepartement* (22 septembre 1798-), publié par Reinhard (exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne).

*Der Patriot* (juillet 1799-octobre 1799), publié par Sommer (exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne).

*A Crefeld :*

*Politische und literarische Iris am Niederrhein* (1<sup>er</sup> janvier 1799-27 juin 1800), publié par Schüller (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Crefeld).

*A Mayence :*

*Neue politische Unterhaltungen am linken Rheinufer* (21 janvier 1798-mai 1798), publié par Metternich (quelques numéros conservés aux Archives historiques de la Ville de Cologne).

*Der Beobachter vom Donnersberg* (20 mai 1798-20 décembre 1801), publié par F. Lehne (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

*A Trèves :*

*Journal für das Saardepartement* (mars 1798-mai 1799), publié par Haan (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

*Patriotische Beiträge, eine Monatschrift* (septembre 1798-?), publié par Hetzrodt (exemplaire incomplet de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

*Der Beobachter an der Saar* (21 décembre 1798-17 mai 1799), publié par Hetzrodt (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

*Politische Zeitung im Saardepartement* (22 juin- 15 septembre 1799), publié par Hetzrodt (exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Trèves).

## II. — TRAITÉS POLITIQUES, PAMPHLETS ET DISCOURS

## ŒUVRES DE GÖRRES :

*Die Mitglieder der cisrhenanischen Föderation in Koblenz an ihre Mitbürger, ein Plakatdruck* (Koblenz, novembre 1797).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Bonn. Texte reproduit dans *Görres Gesammelteschriften*, I, p. 8-10.

*Der allgemeine Frieden, ein Ideal* (Koblenz, janvier 1798).

Nombreux exemplaires. Texte reproduit dans *Görres Gesammelteschriften*, I, p. 11-63.

*Resultate meiner Sendung nach Paris in Brumaire des 8. Jahres* (Koblenz, mai 1800).

Exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Coblenz. Texte reproduit dans *Görres Gesammelteschriften*, I, p. 549-608.

## ŒUVRES DE BIERGANS :

*Über Freiheit. Dem Vaterlande gewidmet. Im 3. Jahre der einigen und unzerteilbaren französischen Republik* (S. L., avril 1795).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne.

## ŒUVRES DE GEICH :

*Souverainitätserklärung des Volkes zwischen Maas, Rhein und Mosel. Plakatdruck* (Bonn, novembre 1797).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Bonn.

## ŒUVRES DE SOMMER :

*Gott ist unser Gesetzgeber, oder das Reich der Gerechtigkeit und Güte, der Tugend und Glückseligkeit. Ein elementar Gesetzbuch* (Köln, 1795).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne.

*An die Bewohner der Stadt Köln a. Rh. und die benachbarten Dörfer* (Köln, août 1797).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne.

*Konstitution für die Stadt Köln. Den stadtkölnischen Bürger zur Prüfung vorgelegt* (Kön, novembre 1797).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne.

*Grundlage zu einem vollkommenen Staat* (Köln, Rommerskirchen, 1802).

Exemplaire de la Bibliothèque de l'Université de Cologne. Un autre exemplaire se trouve à la Bibliothèque nationale de Paris, sous la cote \*E 2786.

## ŒUVRES DE STAMMEL (anonyme) :

*Franz von Sickingen, eine Geschichte aus dem 16. Jahrhundert* (Frankfort et Leipzig, 1794).

Exemplaire de la Bibliothèque de la Ville de Trèves.

Ne sont citées ici que les œuvres pouvant contribuer à la connaissance de la doctrine politique et morale des Cisrhénans. Il n'est pas possible de citer intégralement les innombrables brochures et pamphlets qu'a suscités entre 1795 et 1801 le mouvement cisrhénan. Il sera fait allusion accidentellement à certains d'entre eux au cours de cet ouvrage. Le lecteur en trouvera la mention complète aux tomes III et IV des *Quellen*, publié par Hansen. Pour se diriger dans cette recherche, le lecteur se reportera : tome III, p. 30\* sq. : tome IV, p. 40\* sq. des deux Introductions.

Quand aux nombreux discours prononcés par les Cisrhénans, soit dans les Sociétés populaires, soit à l'occasion des cérémonies patriotiques ou décadaires, ils ont été souvent imprimés par la suite sous forme de brochures. On retrouvera d'ailleurs le texte de plusieurs de ces discours dans les revues ou journaux ci-dessus mentionnés. Hansen en a établi la liste au tome IV de ses *Quellen* ; cf notamment p. 44\* sq. de son Introduction.

## OUVRAGES CRITIQUES

### I. — ÉTUDES GÉNÉRALES SUR L'HISTOIRE ALLEMANDE PENDANT LA RÉVOLUTION

- K. TH. HEIGEL. — Deutsche Geschichte vom Tode Friedrich des Grossen bis zur Auflösung des deutschen Reiches, 2 vol. (Stuttgart, Cotta, 1899-1911 ; in-8°).
- A. SOREL. — L'Europe et la Révolution française, tomes IV et V (Paris, Plon, 1895 sq. ; in-8°).
- G. P. GOOCH. — Germany and the french Revolution (London, Longmans, 1927 ; in-8°).
- A. STERN. — Der Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben (Stuttgart, Cotta, 1928 ; in-8°).

### II. — ÉTUDES SUR L'HISTOIRE DES PAYS RHÉNANS PENDANT LA RÉVOLUTION

- C. TH. PERTHES. — Politische Zustände und Personen in Deutschland zur Zeit der französischen Herrschaft (Gotha, Perthes, 1862, 2 vol. in-8°).

Ne renferme que très peu de renseignements sur le mouvement cisrhénan.

- A. RAMBAUD. — Les Français sur le Rhin, 1792-1804 (Paris, Perrin, 1875 ; in-16).
- J. VENEDEY. — Die deutschen Republikaner unter der französischen Republik (Leipzig, Brockhaus, 1870 ; in-8°).

Cet ouvrage a été rédigé par Jacob Venedey d'après les papiers de son père Michel, maintenant conservés aux Archives de Potsdam. L'auteur a prêté à l'ancien cisrhénan des sentiments de patriotisme allemand qu'il n'a jamais eus. Aussi ce livre a-t-il contribué longtemps à fausser l'histoire de cette époque.

- J. HASHAGEN. — Das Rheinland und die französische Herrschaft. Beiträge zur Charakteristik ihres Gegensatzes (Bonn, Hanstein, 1908 ; in-8°).

C'est le premier ouvrage qui donne une idée d'ensemble du mouvement cisrhénan. Hashagen a, notamment, bien défini le moralisme des Cisrhénans et a noté leur théorie constitutionnelle modérée. Mais le livre ne contient pas de bonne bibliographie et les références sont confuses. D'autre part, Hashagen n'adopte pas, en exposant l'histoire des pays rhénans de 1789 à 1813, une division chronologique : il s'ensuit de graves confusions sur le sentiment des Rhénans à l'égard de la France, différents avant et après 1801.

- G. LOTE. — La rive gauche du Rhin de 1792 à 1814 (Revue des Etudes napoléoniennes, 1916).

- E. BABELON. — Le Rhin dans l'histoire, II (Paris, Leroux, 1917).  
 PH. SAGNAC. — Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire (Paris, Alcan, 1917 ; in-8°).  
 L. ENGERAND. — L'opinion publique dans les provinces rhénanes et la Belgique, 1789-1815 (Paris, Bossard, 1919).  
 F. FUNCK-BRENTANO. — La France sur le Rhin (Paris, 1919).

BALDENSBERGER, BARDOUX, BLONDEL, DE PANGE, PINON. — La Rhénanie. Conférences organisées par la Société des Anciens Elèves de l'Ecole Libre des Sciences Politiques (Paris, Alcan, 1922).

Ces sept derniers ouvrages écrits pendant ou aussitôt après la grande guerre, sans consultation des sources allemandes, dans un esprit qui n'est pas toujours purement scientifique, donnent du mouvement cisrhénan une idée assez fausse. En s'appuyant sur les Adresses de réunion et sur celle de Görres et Eickemeyer aux Consuls, « document capital de l'histoire rhénane » (Sagnac : op. cit., p. 370), ils laissent entendre que les Cisrhénans constituent une fraction considérable de l'opinion rhénane. Ils ne soulignent pas non plus d'une façon assez claire l'attachement des Cisrhénans aux traditions intellectuelles de l'*Aufklärung* allemande.

- J. DE PANGE. — Les libertés rhénanes (Paris, Perrin, 1922).

M. de Pange construit sa thèse sur cette idée que les Rhénans auraient voulu, non la réunion à la France, mais la constitution d'une République cisrhénane allemande. C'est sur cette base qu'il croit pouvoir définir la mission française sur le Rhin, qui serait de recréer « une Austrasie indépendante, intermédiaire naturelle entre la France et l'Allemagne, garantie la plus sûre de la paix européenne ».

- A. CONRADY. — Die Rheinlande in der Franzosenzeit, 1750-1815 (Berlin, Dietz, 1922 ; in-8°).  
 J. HANSEN. — Das linke Rheinufer und die französische Revolution 1789-1801 (Mitteilungen der deutschen Akademie, n° 12, avril 1927, p. 421-455).

Hansen s'appuie sur les Sources de l'Histoire rhénane qu'il a lui-même publiées. Cet article constitue le premier travail d'ensemble absolument satisfaisant sur le mouvement cisrhénan.

### III. — ÉTUDES SUR LES PRINCIPALES PERSONNALITÉS DU MOUVEMENT CISRHÉAN

#### SUR L'ENSEMBLE :

- J. HASHAGEN. — Probleme der Görres-Forschung (Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst, XXXII, 1913, p. 409 sq.).

Seule la personnalité de Joseph Görres a fait jusqu'à présent l'objet d'une étude attentive. Sur ces jeunes années, l'on consultera :

- K. D'ESTER. — Der junge Josef Görres und die französische Zensur (Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst, XXX, 1911, p. 109 sq.).
- K. A. VON MÜLLER. — Der junge Görres (Archiv für Kulturgeschichte, X, 1912, p. 414 sq.).
- J. GRISAR. — Wie Görres ein Deutscher wurde (Stimmen der Zeit, t. CV, 1923, p. 1 sq.).
- GÖRRES-FESTSCHRIFT. — Im Auftrage der Görres-Gesellschaft, herausgegeben von Karl Hoeber (Köln, Bachem, 1926).
- W. SCHELLBERG. — Joseph von Görres (Köln, Gilde-Verlag, 1926).
- R. REISSE. — Die weltanschauliche Entwicklung des jungen Joseph Görres, 1776-1806 (Breslauer Studien zur historischen Theologie, IV, Breslau, 1926).
- H. DÄHNHARDT. — Joseph Görres politische Frühentwicklung, 1776-1805. Ein Beitrag zur Vorgeschichte des politischen Katholizismus in Deutschland (Dissert. Hamburg, 1926).
- G. KALLEN. — Joseph Görres und der deutsche Idealismus. Festvortrag (Aschendorffs zeitgemässe Schriften, XI, Munster, 1926).
- H. A. MÜNSTER. — Die öffentliche Meinung in Joseph Görres politischer Publizistik (Berlin, Staatspolit. Verlag, 1926).
- W. SPAEL. — Publizistik und Journalistik und ihre Erscheinungsformen bei Joseph Görres, 1798-1814 (Köln, Gilde-Verlag, 1928).
- W. BRÜCGEMANN. — Gedanken über Staat und Wirtschaft bei Joseph Görres (Dissert. Bonn, 1934).
- On lira surtout la remarquable introduction de Max Braubach à :  
JOSEPH GÖRRES GESAMMELTESCHRIFTEN, I : Politische Schriften der Frühzeit, 1795-1800 (Köln, Gilde-Verlag, 1928 ; in-4°).
- La pensée religieuse de Görres a été étudiée par :
- J. HASHAGEN. — Rheinische Revolutionschristentum unter französischen Herrschaft (Monatshefte für rheinischen Kirchengeschichte, I, 1907).

#### Sur BIERGANS :

- J. GOTZEN. — Der erste kölnen Musenalmanach von 1795 und sein Verfasser Franz Theodor Matthias Biergans (Jahrbuch des kölnischen Geschichtsverein, VI-VII, 1925, p. 155-172).

#### Sur LASSAULX :

- L. JUST. — Franz von Lassaulx. Ein Stück rheinischer Lebens- und Bildungsgeschichte im Zeitalter der grossen Revolution und Napoleons (Studien zur rheinischen Kirchengeschichte, XII, Bonn, 1926).

Une thèse sur Geich est en préparation.

## IV. — ÉTUDES SUR LA PRESSE CISRHÉNANE

- L. SALOMON. — Geschichte des deutschen Zeitungswesen von den ersten Anfängen bis zur Wiederaufrichtung des deutschen Reiches, Bd I et II (Oldenburg et Leipzig, Schulze'sche Hof-Buchhandlung).
- J. HASHAGEN. — Entwicklungsstufen der rheinischen Presse bis 1848 (Essen, Baedeker, 1925 ; in-8°).
- K. d'ESTER. — Die Presseverhältnisse in Trier und im Saardepartement zur Zeit der französischen Herrschaft (Trierische Chronik, VII, p. 109 sq.).
- W. HERRMANN. — P. J. F. Dautzenberg und sein Aachener Zuschauer (Aachen, 1925).
- E. PAULS. — Beiträge zur Geschichte des Buchhandels, der Zensur und der Zeitungspressen bis zum Jahre 1816 (Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins, XV, p. 97 sq. ; XVI, p. 216 sq.).
- G. KAMPENDONK. — Die Geschichte des Krefelder Zeitungswesen von den Anfängen bis 1814 (Krefelder Archiv, I, 1933).
- H. ROTH. — Die Mainzer Presse vom 1792 bis 1814 (Mainz, 1930)

## V. — ÉTUDES D'HISTOIRE LOCALE

- AUBIN, FRINGS, HANSEN, HASHAGEN, KOEPP, KUSKE, LEVISON, PLATZHOFF, RENARD. — Geschichte des Rheinlandes von der ältesten Zeit bis zur Gegenwart, I (Essen an der Ruhr, Baedeker, 1922 : in-8°).
- H. G. BOCKENHEIMER. — Geschichte von Mainz während der zweiten französischen Okkupation 1798-1814 (Mainz, 1891).
- M. SPRINGER. — Die Franzosenherrschaft in der Pfalz. 1792-1814 (Stuttgart et Leipzig, 1926 ; in-8°).
- W. HESSE. — Geschichte der Stadt Bonn während der französischen Herrschaft, 1791-1815 (Bonn, Hanstein, 1879).
- NIESSENER. — Zwanzig Jahre Franzosenherrschaft am Niederrhein, 1794-1814 (Aachen, 1907).
- G. KENTENICH. — Geschichte der Stadt Trier von ihrer Gründung bis zur Gegenwart (Trier, Lintz, 1915 ; in-4°).
- F. MICHEL. — Die Koblenzer Cisrhenanen (Trierisches Archiv, XXXI-XXXII, 1914, p. 167 sq.).

## INTRODUCTION

Lorsque, pour la seconde fois, les troupes françaises pénétrèrent, après la victoire de Fleurus (26 juin 1794), dans les territoires allemands de la rive gauche du Rhin, la population était sans doute peu disposée à accueillir en libérateurs les soldats de la République. Le souvenir qu'avait laissé leur passage, pendant l'hiver 1792-1793, tant à Mayence qu'à Aix-la-Chapelle, n'était pas précisément favorable : exactions, impositions, violences de toutes sortes avaient fait comprendre aux Rhénans « ce qu'était la liberté française, cependant si haut prise (1) ». Depuis lors, les excès de la Terreur, les victimes de la guillotine, le spectacle de l'émigration, plus encore la déchristianisation de la France avaient déterminé un vrai sentiment d'horreur. L'esprit public qui, dans les dernières années de l'Ancien régime, avait réclamé des Archevêques-Electeurs une participation du peuple au pouvoir et l'abrogation des redevances féodales, réagit maintenant dans un sens conservateur. L'immense majorité est sans doute politiquement indifférente ; mais, si le loyalisme n'est encore développé que dans les territoires appartenant à la Prusse, l'influence de l'Eglise suffit à expliquer que partout l'on ait regardé chaque Français comme un « antéchrist », que l'on ait jugé la République avec une extrême méfiance.

Cependant, dès l'été 1794, apparaissent dans les grandes villes rhénanes des groupements de citoyens plus avancés qui admettent l'idée de collaborer avec la République française. C'est de ces groupements que sortira en 1797 le mouvement cis-rhénan. Intellectuels pour la plupart, ayant à peine achevé leurs études scolaires ou universitaires, sans expérience politique d'aucune sorte, mais nourris de la parole d'Elogius

(1) Dautzenberg : *Aachener Zuschauer*, 4 mars 1793.

Schneider, qui a exercé à l'Université de Bonn une influence révolutionnaire, ils estiment, comme deux ans auparavant les Clubistes mayençais, que leurs anciens gouvernements ne sont plus dignes de leur intérêt : du despotisme éclairé, qui avait été jusqu'alors leur idéal, ils sont désabusés, maintenant que leurs souverains se sont jetés dans la réaction. La France par contre leur semble en état de reprendre l'œuvre civilisatrice et de propager en Europe la philosophie des Lumières. En effet la chute de Robespierre, l'abandon de la politique terroriste après Thermidor permettent d'espérer que la Révolution sanglante est enfin terminée : la Constitution de l'An III marque le retour à la modération, à un régime normal. C'est sur cette base que les « Patriotes » souhaitent l'annexion à la France, annexion que les autorités annoncent, depuis quelques mois déjà, comme inévitable. Dans les grandes villes rhénanes s'ouvrent, dans l'hiver 1794-1795, des Clubs républicains (2).

De cette évolution, l'exemple le plus frappant est Johann Baptist Geich (3). Le jeune prêtre défroqué suit avec une attention passionnée les événements de notre Révolution. Pénétré de la philosophie de l'*Aufklärung*, il publie à Cologne une petite revue : *Pharos für Aeonen*, dans laquelle il développe les thèses morales du kantisme, qu'il oppose à la philosophie utilitaire des Français et des Anglais. Mais, jusqu'en 1794, il est encore un partisan du despotisme éclairé ; et il manifeste son scepticisme à l'égard de la Révolution française, dont la brutalité le choque. Cependant, en politique, son opinion évolue depuis Thermidor. Il a été rassuré par le vote de la Constitution de 1795 et est même allé suivre à Paris les cours de l'Ecole normale que la Convention venait de créer. Contraint par la fermeture de cet établissement à rentrer dans sa patrie, c'est pour servir la cause de l'annexion des pays rhénans à la France. Sous la protection des autorités françaises, et avec

(2) Sur les premiers Clubs républicains, cf Hansen : *Quellen*, III, p. 220 et 462).

(3) Johann Baptist Geich, né en 1767 à Cologne (où son père était tailleur), avait été voué à la carrière ecclésiastique. Au collège, il fut l'élève de F. F. Wallraf. Immatriculé en 1784 à l'Université de Cologne, où il étudia la théologie, il fut ordonné sous-diacre en 1789, prêtre en 1790. C'est à cette époque de sa vie qu'il fut initié par Elogius Schneider à la philosophie de Kant. Au début de la Révolution, il est professeur libre à Cologne, où il prend une part active à la lutte des Corporations contre le Sénat. En 1794, il fait paraître le *Pharos für Aeonen* ; en 1795, il dut quitter Cologne pour Bonn, à la suite d'un pamphlet qu'il avait fait paraître contre la politique réactionnaire du Sénat de Cologne. Son activité littéraire au cours des années suivantes — qui est l'une des sources principales de la présente étude — a été étudiée plus loin, p. 18 sq. — Sur lui, cf Hashagen : *Die französische Herrschaft am Rhein*, p. 472-483 ; Hansen : *Quellen*, I, p. 508, note ; III, p. 16\*, 22\* ; IV, p. 16\*. Une dissertation doit paraître prochainement sur lui.

l'appui des Clubistes mayençais, dont il avait fait connaissance à Paris, Geich fait paraître à Bonn son *Bonner Intelligenzblatt* (28 juin 1795-7 juillet 1796), qui parut deux fois par Décade ; ainsi qu'une revue : *Bonner Dekadenschrift* (7 août-3 novembre 1795), où il prend position pour l'extension du territoire français jusqu'au Rhin et s'efforce de faire connaître à ses compatriotes la législation de la France républicaine. Il est soutenu, de Cologne, par son ami Ferdinand Hanf (4), lui aussi ci-devant ecclésiastique, qui fait paraître son *Kölnischer Volksfreund*, où le problème des rapports entre la Révolution et l'*Aufklärung* est à l'ordre du jour. Ces journaux, par la modération de leur ton, se distinguent avantagement du *Brutus oder der Tyrannenfeind*, que publie à Cologne F. Th. Biergans (5), le moine défroqué du couvent de Schwarzenbroich. Bien qu'il fût à l'origine, comme Geich, un partisan du despotisme éclairé et de la politique de Joseph II, Biergans reconnaît maintenant dans la République française le pays de la liberté et de l'égalité. A vrai dire, cette publication n'est qu'une suite d'invectives grossières contre le christianisme et plus particu-

(4) Ferdinand Hanf, originaire d'une vieille famille colonaise, était en 1789 professeur de Mathématiques au Gymnase de Bonn. Bien qu'ordonné prêtre, il défendit dans le *Kölnischer Volksfreund*, depuis novembre 1795, les principes de philosophie kantienne, ce qui lui amena de la part de l'orthodoxie de vives répliques. En 1820, il publie à Cologne avec l'avocat von Sandt une revue juridique : *Archiv für zivil- und kriminal Recht der preussischen Rheinprovinzen*. Sur lui, cf Hashagen : op. cit., p. 566 ; Hansen : *Quellen*, III, p. 24\*.

(5) Franz Theodor Mathias Biergans (1768-1842), né à Aldenhoven, près de Juliers, avait été enfermé par sa mère au couvent de Schwarzenbroich, à l'âge de 18 ans, bien qu'il n'eût aucune vocation. Il quitta le monastère en 1789 pour s'enrôler dans les armées de Joseph II : il prit part à la prise de Belgrade. Ayant déserté, il rentra dans sa province natale, en s'arrêtant à Stuttgart, où il entra en relations avec Schubart, qui le conquiert sans doute aux idées révolutionnaires. Faute de ressources, il dut réintégrer en 1790 le monastère, mais quand en 1794 les Français obligèrent les moines à renoncer à leurs vœux, Biergans fut heureux d'échapper à une discipline qui lui pesait. Dès 1792, il avait composé un petit poème : « Congé à la Théologie », où il s'était engagé à consacrer sa vie « à Apollon et aux Muses ». En 1795, il se met donc au service des autorités françaises. Le 28 février il prononça à Düren un discours patriotique en faveur de l'annexion des pays rhénans à la France. La revue *Brutus*, qu'il fit paraître en 1795 à Cologne, est pleine de ce « fanatisme de la liberté », assez voisin du jacobinisme français. Aux yeux des contemporains, le *Brutus* apparut comme une vraie feuille à scandales et fit l'objet de nombreuses ripostes, dont Hansen a donné une analyse complète (*Quellen*, III, p. 508 sq.). Ses attaques contre la Constitution « gothique » du Sénat de Cologne entraînèrent sa disparition, en décembre 1795. Biergans tenta de reprendre la publication à Aix, puis à Cologne en 1796 sous le nom de *Brutus der Freie*, mais dut bientôt, par suite des difficultés d'impression, renoncer à cette entreprise. Nommé en 1798 commissaire du gouvernement français à Brühl, il tenta, après le coup d'État de Brumaire, de jouer à nouveau un rôle littéraire à Cologne : il y publia en 1800 une nouvelle revue : *Iduna*, qui n'eut sans doute qu'un numéro, et dont rien ne nous a été conservé. — Sur lui, Hashagen : op. cit., p. II sq. ; E. Pauls dans *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins* XV (1893), p. 155 sq. ; et Hansen : *Quellen*, I, p. 589 sq., III, p. 23\* et IV, p. 30\*.

lièrement contre le monachisme. Le Sénat de Cologne finit, en décembre 1795, par interdire ce journal, qui parut pendant sept mois.

Cette presse républicaine ne pouvait espérer atteindre un public étendu. En 1795 et en 1796, le poids grandissant des exactions et des impôts, la malhonnêteté d'une administration qui ne cherche qu'à tirer du pays le maximum d'argent sont trop évidents pour que l'opinion publique pût s'évader des préoccupations matérielles. D'ailleurs la plus grande partie de la presse rhénane, demeurée fidèle au Saint-Empire, laisse entendre que l'occupation française sera de courte durée et qu'à la paix définitive les pays de la rive gauche du Rhin seront restitués au Reich. Ecclésiastiques et fonctionnaires d'Ancien régime font une vive propagande en ce sens. Ceux qui s'étaient compromis pour la France en ressentirent une terreur profonde : ils se virent déjà livrés à la vengeance de leurs souverains légitimes. C'est de cette crainte précisément qu'est sorti le mouvement cisrhénan.

Quand le général Hoche, qui arriva en mars 1797 sur le Rhin, eut rétabli, pour obtenir un meilleur rendement de l'impôt, les anciens fonctionnaires, et surtout quand Bonaparte eut engagé avec l'Autriche les préliminaires de Léoben (18 avril 1797) sur les bases de l'intégrité du Saint-Empire, les Républicains crurent le moment venu où l'Ancien régime allait être restauré. Dans ces conditions, il était indispensable qu'ils donnassent à la France l'impression que la rive gauche du Rhin voulait devenir française, ou du moins constituer, sous l'égide de la France, une République sœur. Les « Patriotes » rhénans s'unirent entre eux, dans le courant de juin 1797, jurant de « vivre et de mourir libres » : ils étaient décidés à obtenir à tout prix la séparation de la rive gauche du Rhin d'avec le Reich allemand. En août, ils entrèrent en rapport avec Hoche, qui avait reçu du Directoire, où l'influence de Carnot était alors prépondérante, l'ordre de constituer sur la rive gauche du Rhin, non des départements français, mais une République indépendante. Hoche, en conséquence, donna l'ordre à la Commission intermédiaire — chargée de centraliser à Bonn l'administration des pays conquis — d'appuyer et de subventionner le mouvement « cisrhénan ». Tandis qu'à Bonn se constituait un bureau central de la « Confédération cisrhénane », à Cologne, Coblençe et Neuss des bureaux de districts, les municipalités anciennes étaient remplacées par des républicaines ; et, à l'imitation de Rheinbach, qui le 5 septembre acclama la République cisrhénane,

plusieurs cités plantèrent, les jours suivants, des arbres de la liberté. A Trèves et à Aix-la-Chapelle, les Patriotes refusèrent de s'associer à la création d'une République séparée et restèrent fidèles à l'annexion pure et simple avec la France. C'était le point de vue que défendait, depuis plusieurs années déjà, Franz Dautzenberg, dans son remarquable *Aachener Zuschauer* (6).

Ce fut à Coblençe que le mouvement cisrhénan connut son apogée. Dans cette ville, le professeur de philosophie Gerhards (7) avait formé au Gymnase tout un groupe de jeunes gens absolument dévoués à la cause de la liberté. Son élève Joseph Görres (8) avait dès 1792, âgé de seize ans, visité le Club mayençais et s'y était gorgé de la phraséologie révolutionnaire. S'il n'a pas prononcé, comme on l'a cru longtemps, le discours à la plantation de l'arbre de la liberté, le 14 septembre 1797, il fut un des membres les plus actifs du Club de Coblençe et, après octobre, son secrétaire. Plein d'une haine juvénile contre l'aristocratie et l'Eglise, le jeune idéaliste attendait la fin du Saint-Empire et comptait sur la France pour réaliser

(6) Franz Dautzenberg, né en 1769 à Aix-la-Chapelle, où son père était orfèvre, appartenait avant la Révolution au « nouveau parti », d'idées avancées, qui combattait la Constitution ancestrale du Sénat de cette ville. Franz avait consacré en 1788 aux combats politiques de sa cité natale une brochure inspirée de Montesquieu et de Rousseau (citée par Hansen : *Quellen*, I, p. 313). La même année il publie le *Politischer Merkur für die niederen Reichslande*, que la censure interdit bientôt, mais qui reparut en 1791 sous le titre *Aachener Zuschauer*. Il rédigea ce journal jusqu'en 1798. Dans le même esprit que le *Deutscher Merkur* de Wieland, Dautzenberg salua la Constitution de 1791 comme convenable à la France. Mais dès 1792, il se tourna contre la tyrannie jacobine et il se prononça contre les excès des Français à Aix-la-Chapelle, occupée de décembre 1792 à mars 1793. Il ne renia pas toutefois son idéal de la liberté : aussi, après la Révolution de Thermidor, estime-t-il que l'ère des révolutions est close ; il juge favorablement la Constitution de l'An III. En 1797, Dautzenberg et ses amis politiques, Vossen et Cromm, restèrent sur la réserve à l'égard du mouvement en faveur d'une République cisrhénane — ils étaient pour des raisons économiques favorables à la réunion à la France, non à l'indépendance — ; mais ils prirent une part active à la fondation du Cercle constitutionnel d'Aix-la-Chapelle. Dautzenberg présida en 1799 le Jury d'enseignement de la même ville. — Sur lui, cf W. Hermanns : *Franz Dautzenberg und sein Aachener Zuschauer* ; Hansen : *Quellen*, I, p. 24 ; II, p. 11 ; III, p. 13 ; IV, p. 13.

(7) Johann Heinrich Gerhards, né en 1757 à Ransbach (Westerwald), fut ordonné prêtre en 1781 et nommé en 1784 professeur au collège de Coblençe. Il fut conquis en 1790 à la philosophie kantienne par les *Lettres* de Reinhold. De 1791 à 1793, il enseigna la philosophie à Görres. En 1797, devenu chef du mouvement cisrhénan à Cologne, il y dirigea le Bureau de district de la Fédération cisrhénane. A côté de Gerhards, les idées de l'*Aufklärung* étaient répandues par Johann Nikolaus Simon, professeur de mathématiques et de philosophie morale ; Johann Philipp Nikola, professeur de religion et d'histoire ; Hermann Joseph Beaury, professeur de philologie, qui fut avec Gerhards l'un des chefs du mouvement cisrhénan à Coblençe. Sur ces diverses personnalités, cf Hansen : *Quellen*, I, p. 686 sq, qui fournit une importante bibliographie.

(8) Sur la jeunesse de Görres, on se reportera avant tout à l'édition critique de ses œuvres : *Görres Gesammelteschriften*, dont Braubach a écrit la remarquable introduction.

le règne de la liberté, qu'il voulait voir s'appuyer sur la morale. « L'immortel Kant » était en effet son idole ; et quand, en l'été 1797, il voulut faire savoir au Directoire que « le plus pur républicanisme s'élevait aussi sur le sol de l'Allemagne », il intitula son premier ouvrage : *La paix perpétuelle, un idéal*. Il voulait concrétiser la pensée géniale du philosophe de Koenigsberg ; mais, en attendant le jour où une société des nations libres et démocratiques serait réalisable, il laissait à la France le droit de dicter les conditions de la paix et de disposer de la rive gauche du Rhin selon ses intérêts.

Au moment même où l'essai de Görres sortait des presses, en décembre 1797, la République cisrhénane avait vécu. Son animateur Hoche était mort subitement à Wetzlar, le 19 septembre. Mais auparavant, le coup d'Etat de Fructidor (4 septembre) avait modifié la politique extérieure du Directoire et laissé les mains libres à ceux qui, avec Reubell, souhaitaient l'extension de la France jusqu'au Rhin. Quand, le 17 octobre 1797, fut signée la paix de Campo-Formio, Bonaparte réclama à l'Autriche la rive gauche du Rhin : tandis que les articles publics garantissaient l'intégrité du Saint-Empire, l'Empereur en son nom, comme deux ans auparavant le Roi de Prusse, abandonna secrètement à la France la plus grande partie des pays rhénans, afin de sauver la Vénétie. Sur le Rhin, ces événements produisirent une double réaction : alors que la masse, convaincue de la véracité des articles publics, espérait la prompte restauration des Archevêques, les Républicains, échangeant la cocarde cisrhénane contre la tricolore, pressaient la France d'opérer l'annexion. A Bonn, Geich qui avait la présidence du bureau de la Fédération cisrhénane rédigea un « acte de souveraineté du peuple d'entre Meuse, Rhin et Moselle » (13 novembre), dans lequel audacieusement il affirmait que la réunion était voulue par tous ses concitoyens. Le Saint-Empire étant décédé, ses habitants pouvaient librement choisir leur nouvelle nationalité. Les Cisrhénans avaient bon espoir qu'en agissant ainsi les Français ne les traiteraient plus comme un pays conquis, mais comme un peuple libre, émancipé, capable de se gouverner lui-même.

Le gouvernement français résolut de faire valoir à Rastadt, où se discutaient depuis janvier 1798 les conditions de la paix générale, l'activité des Cisrhénans. L'Alsacien Rudler, que le Directoire avait envoyé en novembre 1797 comme Commissaire général sur le Rhin avec mission d'organiser l'ensemble du pays en quatre départements et d'y introduire les institutions

françaises, présenta à la signature des habitants des Adresses, où ceux-ci étaient censés exprimer leur désir spontané de devenir Français. Les avantages accordés aux communes signataires — libération des droits féodaux et des entraves commerciales, diminution des charges de l'occupation militaire — l'espoir que l'extension de la France jusqu'au Rhin ranimerait le commerce dans ces pays épuisés ; la honteuse attitude des Impériaux qui livrèrent sans combattre Mayence aux Français, mais aussi l'incroyable pression exercée par les autorités françaises expliquent le succès partiel de la campagne des Adresses. Mais pas plus que l'acte de souveraineté de Geich, les Adresses de réunion ne témoignent de la « volonté générale » des Rhénans : en fin de compte, les trois quarts des citoyens refusèrent d'exprimer une opinion ; ni à Bonn, ni à Coblenz la pétition ne reçut un nombre suffisant de signatures. L'opposition persistante du Clergé et des fonctionnaires de l'Ancien régime fut plus forte que la propagande française. Il ne fut pas fait usage des Adresses à Rastadt.

Les Cisrhénans essayaient cependant de travailler l'opinion en leur sens. Depuis que la Commission intermédiaire avait relâché la censure (14 juillet 1797), de nombreuses publications — journaux et revues — avaient reparu sur la rive gauche du Rhin. A Bonn, J. B. Geich publie deux fois par semaine, sous un format d'ailleurs misérable, son *Freund der Freiheit* (4 novembre 1797-13 mai 1798), où il essaye, comme dans ses précédents écrits, de concilier l'œuvre de la Révolution avec la pensée de l'*Aufklärung*. Le peu de succès de son journal l'obligea à le transformer en une revue mensuelle, l'*Astraea* (juillet à novembre 1798), de caractère esthétique et littéraire, qui ne connut d'ailleurs pas le succès. A Bingen, puis à Mayence, l'ancien Clubiste Mathias Metternich défend dans ses *Politische Unterhaltungen am linken Rheinufer* (juillet 1797-mai 1798) la forme républicaine de l'Etat (9). La même thèse

(9) Mathias Metternich, né en 1758 près Montaubaur, fut d'abord maître d'école, mais, grâce à des bourses que lui fournit l'Archevêque Frédéric-Charles von Erthal, put étudier les mathématiques, dont il devint professeur à l'Université de Mayence en 1786. Après avoir joué un rôle de premier plan parmi les Clubistes mayençais, il fut arrêté en juin 1793 par les autorités impériales au moment où il s'efforçait de s'enfuir, incarcéré pendant deux ans, mais libéré en 1795 en échange d'otages. Il vécut les années suivantes à Strasbourg, mais revint en 1797 dans les pays rhénans et s'installa à Bingen pour y travailler à la réunion à la France. Sa propagande s'exerça surtout auprès des classes rurales : il répandit, en juillet 1797, un « appel aux habitants de la rive gauche du Rhin », où il les incita à secouer le joug de leurs souverains. Il fut nommé en février 1799 professeur de mathématiques à l'Ecole centrale de Mayence. — Sur lui, outre A.D.B., cf Hansen : *Quellen*, I, p. 47 ; III, p. 16\* ; IV, p. 16\* et 31\*.

est défendue à Crefeld par Peter Schüller dans sa *Politische und literarische Iris vom Niederrhein* (10). Mais c'est à Trèves que la vie politique se manifeste depuis 1797 la plus intense et aussi la plus intéressante. Johann Jakob Haan (11), qui avait enseigné depuis 1785 la philosophie morale de Kant à l'Université rénovée de Trèves, publiait le *Journal für das Saardepartement* (mars 1798-mai 1799) auquel collaborait le poète Johann Jakob Stammel (12), l'auteur d'une petite brochure : *Franz von Sickingen*, où il s'est efforcé de démontrer les liens qui unissent l'humanisme de Hütten à la philosophie religieuse de l'*Aufklärung*. A Trèves aussi, l'ancien syndic des Etats, Johann Baptist Hetzrodt publie sa revue : *Patriotische Beiträge* (13) ; son principal collaborateur est ce Hugo Wytten-

(10) Peter Schüller, originaire de Düsseldorf, gendre de l'ancien bourgmestre de Crefeld Karl Max Bürckh, avait signé en 1798, avec quelques intellectuels et industriels de Crefeld, l'Adresse de réunion. L'*Iris*, qui parut du 1<sup>er</sup> janvier 1799 au mois de juin 1800, malgré sa politique française, a toujours ménagé le Roi de Prusse. — Sur lui, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 30\*.

(11) Johann Jakob Haan, professeur de philosophie et de belles-lettres à l'Université de Trèves, adhéra tôt, semble-t-il, à la Révolution. En 1796, il était nommé secrétaire de la municipalité de Luxembourg, où il édite le *Journal du Département des Forêts*. Le plan de créer à Trèves, où il revint en mars 1797, un nouveau journal qui dût travailler à l'annexion de la rive gauche du Rhin à la France et en même temps dénoncer les excès de l'administration française échoua, faute d'abonnés. Mais dans l'été 1797, Haan se mit d'accord avec les Cisirhénans de Coblenz et prononça à la Société populaire de cette ville, le 4 et le 7 janvier 1798, deux discours patriotiques. Il fut recommandé par Gerhards à Rudler, qui le nomma en 1798 membre de l'administration centrale du département de la Sarre. C'est à ce titre qu'il fit paraître son *Journal für das Saardepartement*, qui apporta de nombreux et intéressants articles sur la politique, la religion et la philosophie. Cependant ses attaques contre la malhonneteté de l'administration française le rendirent suspect au Commissaire du Directoire Bouqueau qui le dit « vil, immoral, corrompu, sujet au vin ». Haan perdit en septembre 1799 sa place, non sans s'être vigoureusement défendu (*Rechtfertigung des Bürgers Haan, Verwalter des Saardepartements, gegen eine gegen ihn gemachte Denunziation*, Trèves 1799). — Sur lui, cf Hansen : *Quellen*, I, p. 99 ; IV, p. 34\*.

(12) Johann Jakob Stammel (1772-1845) né à Trèves, avait été promu en 1789 Magister artium de l'Université de cette ville. Il publia en 1794 une petite brochure : *Franz von Sickingen, eine Geschichte aus dem 16. Jahrhunderte* (Frankfort et Leipzig) en l'honneur de l'humanisme allemand et aussi de la philosophie kantienne ; et, en 1797, un traité d'histoire : *Neue Trierische Kronik* (Trèves), qui était influencé par les idées de l'*Aufklärung*. Bien qu'ayant prononcé ses vœux — il était curé à Günsterath près de Trèves — il se mit au service des autorités françaises et fut nommé le 28 mars 1798 Commissaire à l'administration municipale du canton de Konz. Il composa pour les fêtes civiques, avec l'agrément de l'administration centrale, une série de poèmes patriotiques qui célèbrent, plus encore que les institutions de la République, les idéaux les plus nobles de l'humanité, tels qu'un kantien cosmopolite pouvait les concevoir. — Sur lui, cf Hashagen : op. cit., p. 397-403 ; Hansen : *Quellen*, IV, p. 53\*.

(13) Johann Baptist Hetzrodt, sous l'Ancien régime syndic des Etats de Trèves, avait en 1792 combattu la politique de Clément Venceslas à l'égard des émigrés (*Quellen*, II, p. 166). Il se défendait cependant d'être jacobin (*Ibid.*, III, p. 44). De fait, contrairement à Haan, qui le lui reprocha amèrement, il ne se mit pas tout de suite du côté des Français : le 21 octobre 1796, il fit parvenir à Bella, Commissaire du gouvernement, un long réquisitoire au nom des Etats ecclésiastiques et laïques de l'Electorat de Trèves, contre les exactions de la troupe

bach (14) qui, lors de la Campagne de France, initia Goethe, de passage à Trèves, à la philosophie de Kant.

Ces diverses publications, dont aucune d'ailleurs n'est parvenue à une véritable notoriété en Allemagne, étaient appuyées dans les villes rhénanes depuis 1798 par l'action des Sociétés populaires (15). Les discours qui y sont prononcés sont écrits dans le style de la phraséologie révolutionnaire : ce sont de longues plaidoiries contre le despotisme et la tyrannie monarchique ou cléricale, parsemées d'ironies à l'égard du Saint-Empire et de la constitution ridicule du corps germanique. Les orateurs en termes vibrants saluent « la République des Francs », la fraternité universelle et la doctrine de la souveraineté populaire. Une certaine lassitude saisit le lecteur qui parcourt les innombrables pamphlets et brochures reproduisant la parole des orateurs. C'est d'ailleurs un petit cercle d'individus qui constitue dans les villes ces sociétés populaires. Les rivalités personnelles n'en sont pas exclues : au Cercle constitutionnel de Cologne, des tumultes surviennent en février 1798, opposant les classes possédantes — qui ont nommé comme « modérateur » le Colonnais Michel Venedey (16) — au petit

(*Ibid.*, III, p. 840-847). En 1797, il s'efforce, d'accord avec son collègue P. E. von Lassaulx, d'intéresser le congrès de Rastadt à la rive gauche du Rhin (*Ibid.*, III, p. 981). Cependant, en 1798, il signa à Trèves l'Adresse de réunion (*Ibid.*, IV, p. 764) et commença en septembre la publication de ses *Patriotische Beiträge*, dont il n'est pas possible de dater la dernière publication. En même temps il publiait un journal d'information : *Beobachter an der Saar*, et qui n'eut pas plus de lecteurs (21 décembre 1798-17 mai 1799) (*Ibid.*, IV, p. 35\*).

(14) Johann Hugo Wytenbach, né en 1767 à Bausendorf près Wittlich, étudia de 1784 à 1788 à l'Université de Trèves, où il s'établit comme professeur privé. En 1792, il rencontra Goethe de passage à Trèves et s'entretint avec lui des monuments antiques de cette ville, ainsi que des doctrines esthétiques de Kant (*Quellen*, II, p. 472). Nommé en 1799 membre du Jury d'enseignement pour le département de la Sarre, il fit paraître dans les *Patriotische Beiträge* un « plan d'organisation des écoles primaires » qui insiste sur l'importance de l'enseignement moral (*Ibid.*, IV, p. 1006). Il fut nommé la même année professeur et bibliothécaire à l'École centrale de Trèves (*Ibid.*, IV, p. 1201). Fondateur de la Société des Recherches utiles (1802), il devint plus tard directeur du Gymnase. — Sur lui, cf Paulus : J. H. Wytenbachs Lehr- und Wanderjahre (*Trierer Zeitschrift*, V, 1930, p. 99 sq.).

(15) Sur les Sociétés populaires, cf *Quellen*, IV, p. 468-488, 526, 539, 575, 584, 644-649, 826-828, 856-858.

(16) Michel Venedey, né à Cologne en 1770, mêlé dès sa jeunesse à certains troubles révolutionnaires dans sa ville natale, avait étudié la jurisprudence à Bonn, sans toutefois achever ses études. Dès l'automne 1794, il passa du côté français et fut nommé en 1795 garde-magasin civil des vivres et fourrages à Andernach, d'où il prit part au mouvement cisrhénan. Il participa aux travaux de la Société populaire de Bonn, puis du Cercle constitutionnel de Cologne, dont il devint « modérateur » en février 1798. Il fut nommé en avril Commissaire de police à Cologne et contribua à la rédaction de l'Adresse de réunion qu'envoya cette ville au Directoire. Membre du Conseil municipal, il ne put jamais obtenir des autorités françaises la charge de magistrat au tribunal, à laquelle lui donnaient droit ses connaissances juridiques. Il ressentit dès lors une vive amertume contre le luxe et la

peuple, dont les intérêts sont défendus non sans talent par l'avocat Christian Sommer (17).

A Coblençe, le chef du mouvement demeure Joseph Görres qui a assumé depuis février 1798 une tâche écrasante : il publie lui-même, avec l'aide de rares collaborateurs (18), son *Rothe Blatt*, revue décadaire, puis mensuelle, où il manifeste pour la première fois son ardent talent de polémiste ; plus qu'il n'expose un système complet d'idées républicaines, le jeune coblençais dirige sa mordante ironie contre le Saint-Empire, dont il rédige le spirituel acte de décès, contre l'Eglise qu'il veut séparée de l'Etat, contre l'aristocratie qu'il abomine. Mais si Görres s'est si fort enthousiasmé pour la France, c'est qu'il s'est fait une haute idée de la mission politique et morale qu'elle s'était donnée en Europe : il attend d'elle le règne de la liberté, reposant sur la vertu. Bientôt il est obligé de constater qu'il s'est lourdement trompé : les fonctionnaires, nommés par Rudler, ne sont pas à la hauteur de leur tâche ; ils donnent le spectacle honteux de la corruption et de la dilapidation. Bien plus, Rudler, qui se méfie des Cisirhénans, « des républicains exaltés », préfère choisir comme administrateurs ou magistrats des hommes sortis de la bureaucratie d'Ancien régime, qui se rallient à la France par pur opportunisme. Contre ces abus, Görres réagit furieusement : il prend à partie les nouveaux fonctionnaires avec tant de vigueur que la publication du *Rothe Blatt* parut suspecte aux autorités : afin d'éviter l'interdiction, Görres changea le titre de sa revue en celui de *Rübezahl*, mais n'en continua pas moins ses attaques. D'ailleurs pour peu de temps.

L'opposition grandissante entre les autorités françaises et les anciens Cisirhénans — qui aboutit même le 12 octobre 1799 à un emprisonnement provisoire de Görres — amena les milieux républicains à tenter une démarche à Paris. Déjà le 28 juin Görres avait présenté à ses amis dans le Temple du Décadi un Mémoire où il exposait les doléances du département du Rhin et Moselle. Le 2 novembre 1799, Görres au nom des Coblençais, le 7, Eickemeyer, au nom des Mayençais (19), partirent

corruption de l'administration française et dénonça la dictature de Bonaparte. — Sur lui, cf l'essai de son fils Jakob : *Die deutschen Republikaner unter der französischen Herrschaft*, en le complétant par Hansen : *Quellen*, III, p. 373 ; IV, p. 342-343.

(17) Sur Christian Sommer, cf plus bas, p. 52.

(18) Sur les collaborateurs de Görres : cf *Görres Gesammelte Schriften*, I, p. 633-635.

(19) Rudolf Eickemeyer, né en 1753 à Mayence, professeur de mathématiques à l'Université de cette ville sous l'Ancien régime. C'est lui qui, officier de l'armée

pour la capitale, porteurs d'une Adresse au Corps législatif, où ils dénonçaient le « népotisme » de l'administration française, « l'effronterie des dilapidateurs », les avanies réservées aux Cisrhénans. Au nom de la « presque unanimité de nos concitoyens », l'Adresse se prononçait pour la réunion des pays rhénans à la France. A vrai dire, Görres et ses amis espéraient que l'annexion mettrait définitivement fin à l'ère de dictature militaire sous laquelle les pays rhénans étaient placés depuis cinq ans et donnerait enfin, par l'élection, le pouvoir et l'administration aux Cisrhénans. Mais ce voyage devait réserver à Görres d'amères désillusions ; non seulement Paris lui apparut comme un lieu sinistre de débauche, mais encore le coup d'Etat de Brumaire, en livrant la France à la dictature de Bonaparte, fut pour lui la ruine de ses espérances : la France, le pays de la liberté, tombait au rang des autres Etats. Laissant à Eickemeyer le soin de présenter au Premier Consul le Mémoire des républicains rhénans, Görres en février 1800 rentra à Coblenche. « Je suis devenu bien vieux », écrivit-il alors à sa fiancée. Il montra peu de temps après, dans ses *Résultats de ma mission à Paris*, les deux conséquences qu'il tirait de ces tristes événements : d'abord la faillite de la Révolution qui s'achevait dans la tyrannie ; ensuite, l'incompatibilité entre les deux nations, la française et l'allemande, dont la nature a fixé les caractères.

Le voyage de Görres à Paris marque la fin du mouvement cisrhéнан. L'avènement de Bonaparte en France, que devait suivre la prompte annexion des pays rhénans à la République, a ouvert une époque nouvelle dans l'histoire rhénane. C'est en rétablissant l'ordre dans le pays, en protégeant la religion, en favorisant le commerce que le gouvernement consulaire, puis impérial, s'est concilié les populations rhénanes. Quant aux Cisrhénans, certains demeurèrent, comme Görres et son beau-frère Franz von Lassaulx (20), hostiles au coup d'Etat de

électorale, avait livré la forteresse de Mayence à Custine. Il servait depuis 1793 comme général de brigade dans l'armée française. — Sur lui on consulera : *Denkwürdigkeiten des General Eickmeyers*, publiées par H. König (1845).

(20) Franz von Lassaulx (1781-1818), fils du Conseiller J. A. von Lassaulx et neveu du syndic des Etats de Trèves, s'était très jeune, ainsi que sa sœur Cathérine, la future épouse de Görres, enthousiasmé pour l'*Aufklärung*. Le jeune juriste fit partie de la Fédération cisrhénane et dirigea avec son père, pendant la Révolution, une maison d'édition où parut l'ouvrage de Görres sur la *Paix perpétuelle*. Le journal qu'il publia avec son compatriote J. N. Becker à Coblenche : *Der Bewohner des Westrheins* (29 octobre 1799-31 décembre 1800) était favorable aux idées révolutionnaires et combattit assez longtemps la dictature de Bonaparte. Lassaulx dut faire cependant sa paix avec le nouveau gouvernement (*Quellen*, IV, p. 22-23). — Sur lui, cf Hashagen : op. cit., p. 459-464 ; et surtout Just : *Franz von Lassaulx* (Bonn, 1926).

Brumaire. La plupart des ci-devant républicains acceptèrent d'entrer dans l'administration consulaire. Mais, de toute façon, l'ère révolutionnaire était close.

La présente étude est une contribution à l'histoire des idées politiques dans les pays rhénans. Il ne s'agit d'ailleurs point ici de définir l'opinion rhénane pendant la Révolution dans sa totalité : loin de constituer, comme ils l'ont audacieusement prétendu, la quasi-unanimité de leurs concitoyens, les Patriotes, du témoignage de Görres, ne se sont pas élevés au-dessus du chiffre de 2.000. « L'immense majorité a de tout temps répondu négativement à cette question : Est-il de l'intérêt des pays rhénans de souhaiter l'annexion à la France ? (21) » Le Commissaire français Shée écrit en avril 1800, prenant possession de ses fonctions : « On ne peut se dissimuler que, s'il existe ici quelques hommes assez amis des Français et de leurs principes pour désirer sincèrement de partager leur gloire et même de leur sacrifier leur existence, la presque universalité des habitants est bien éloignée d'éprouver ce sentiment (22). ». De fait, la classe rurale, qui constitue l'immense majorité de la population, mais n'a pas d'expérience politique, a pu ressentir avec soulagement la disparition des charges féodales et de la dîme ; mais les réquisitions et contributions sans cesse renouvelées, ainsi que la chute des assignats, qui a rendu illusoire le paiement des bons de réquisition, ont éclairé suffisamment le paysan rhénan : Görres s'est fait l'écho de son mécontentement (23), qui s'est traduit plus d'une fois par un refus formel de payer l'impôt (24). Dans les villes, certains éléments des classes populaires, qui espéraient l'amélioration de leur situation économique ou sociale, ont pu donner crédit à la parole des Patriotes : mais les corporations constituées sont restées à travers toute la Révolution en opposition ouverte avec les principes économiques que les Français ont tenté d'imposer : la liberté du commerce et la liberté du travail individuel (25). La grande majorité des Rhénans, qui ont considéré les Patriotes comme des « Jacobins » ou des « Anarchistes », soumis à l'influence des prêtres et des fonctionnaires, sont restés fidèles à l'Ancien régime, au gou-

(21) Görres *Gesammelte Schriften*, I, p. 589.

(22) Hansen : *Quellen*, IV, p. 1272.

(23) Görres *Gesammelte Schriften*, I, p. 230-253, 261, 335.

(24) Hansen : *Quellen*, IV, p. 60.

(25) Hansen : *Quellen*, IV, p. 145 sq., 192 sq. Sur la résistance des corporations à Mayence, cf F. Schmitt : *Das Mainzer Zunftwesen und die französische Herrschaft* (Diss. Francfort, 1929).

vernement paternel des Archevêques, dont ils attendirent jusqu'en 1800 la restauration promise par les traités.

Jeunes intellectuels pleins d'enthousiasme, les Cisirhénans ont été dans ce pays apathique, politiquement inévolué, les seuls esprits intéressants. La plupart sont sortis de cette classe moyenne, qui avait été particulièrement touchée par l'*Aufklärung* ; ils exercent ou s'apprêtent à exercer des professions libérales. Görres, issu d'une famille de commerçants, est destiné à faire de fortes études médicales ; Sommer est le fils de riches paysans, qui ont pour lui de hautes ambitions dans la carrière sacerdotale ; Geich, dont le père était tailleur, avait pu s'offrir des études désintéressées ; il en est de même de Michel Venedey, qui devait être l'un des avocats les plus considérés de Cologne. Professeurs de collège et d'Université ont fourni les cadres du mouvement cisirhénan. D'aucuns d'ailleurs sont sortis de la bureaucratie de l'Ancien régime, tels J. B. Hetzrodt, ancien syndic des Etats de Trèves, et ce Franz von Lassaulx, ami cher à Görres, dont le père et l'oncle avaient servi le gouvernement de l'Electeur Clément Venceslas. Sans préoccupations matérielles d'aucune sorte, pour la plupart de condition aisée — c'est à leurs frais qu'ils ont publié les diverses revues cisirhénanes — ces jeunes gens ne s'intéressent qu'accidentellement aux problèmes sociaux que soulève la Révolution. La bourgeoisie rhénane, à laquelle ils appartiennent, souffre sans doute d'avoir été longtemps écartée du pouvoir et de l'administration par les classes privilégiées : Biergans et Görres ont eu l'occasion plus d'une fois d'exprimer leur rancœur (26). Sans doute les Cisirhénans se prononcent-ils, au nom de la Raison, pour la destruction des privilèges féodaux, de la dîme et du régime corporatif : ils ont cherché, dans les campagnes, à spéculer sur le désir du paysan de se débarrasser des redevances seigneuriales et même de posséder la terre qu'il avait travaillée jusqu'alors comme journalier ou fermier (27) ; dans les villes, ils se sont appuyés, en invoquant la liberté du travail, sur les classes inférieures de la population qui étaient exclues des corporations et qui, par suite, ne jouaient aucun

(26) « Der Denker, der würdige Gelehrte und der erfahrungsreiche Hausvater waren, wenn sie kein *von* vor ihrem Namen hatten, trotz ihrer Wissenschaften unangesehen » (Biergans : *Brutus*, I, p. 14 sq., cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 434). Cf aussi Görres : Die Konstitution Wampum des III. Sultans von Ululu, dans *Das rothe Blatt*, I, 2 (cité dans *Görres Gesammelte Schriften*, I, p. 83 sq.).

(27) Cf notamment l'appel de Matthias Metternich : « An die Bewohner des linken Rheinufer » : « Seid ihr zehnden- zinsen- und frohndenfrei... Wird der Landmann nicht mehr Tagelöhner der Adlichen und Geistlichen, sondern leicht selbst Besitzer der Güter werden können », cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 1085.

rôle politique (28). Cependant, les Cisrhénans n'ont point cherché à faire une analyse approfondie de la situation économique des pays rhénans ; et, si l'on excepte Christian Sommer, ils n'ont point étudié un plan de réformes sociales. Hostiles en principe au partage des terres, défenseurs de la propriété qu'ils considèrent comme un droit naturel (29), ils ne peuvent guère embrasser les intérêts de classes sociales dont ils ignorent les besoins et dont d'ailleurs ils redoutent les manifestations révolutionnaires (30). Leur attitude à l'égard de la Révolution est toute intellectuelle : ils ont été amenés à prendre parti en faveur de l'annexion parce que, tout jeunes, ils se sont enthousiasmés pour la philosophie de l'*Aufklärung* et que, déçus par leurs souverains, ils ont espéré que la France victorieuse réaliserait leur rêve.

Cet ouvrage s'attachera à démontrer que la pensée politique et morale des Cisrhénans s'est formée dans le cadre de la philosophie allemande de l'*Aufklärung* et qu'elle est particulièrement redevable à l'éthique kantienne. Les Cisrhénans ont espéré faire bénéficier la France, à laquelle ils souhaitaient appartenir, de la supériorité de leur culture morale, soumettre l'Etat, ainsi que les énergies individuelles, à la loi de l'Impératif catégorique. Il sera possible, au terme de cette démonstration, de définir la notion de « moralisme » qui a donné au mouvement cisrhéan son caractère original et qui est demeurée, au cours des décades suivantes, l'un des traits les plus intéressants de la pensée politique rhénane. Ainsi apparaîtra un effort très curieux pour parfaire la liberté politique, dont la France avait été l'instigatrice, par la morale du devoir inconditionnel, que la philosophie allemande venait de révéler au public éclairé. Cette thèse doit précisément montrer que le désir d'appartenir à la nation française a été compatible chez les Cisrhénans avec une formation de culture allemande et un attachement sincère à cette culture.

(28) A Cologne, le magistrat cisrhéan a esquissé une politique sociale en faveur des classes populaires : il a abaissé les droits d'accise sur les produits indispensables, qui furent remplacés par des impôts directs pesant sur les classes aisées. Sur ce point, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 133 sq.

(29) Geich en mai 1796 prit parti contre les théories communistes soutenues en France par Babeuf et ses amis : il stigmatise les Egaux qui « louent ouvertement les maximes de Robespierre et désignent le 9 Thermidor, où périt Robespierre, comme un jour de deuil pour les patriotes français » (*Bonner Intelligenzblatt*, n<sup>os</sup> 90, 92, 102, cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 779). Görres, dans les *Resultate meiner Sendung nach Paris* (*Görres Gesammelteschriften*, I, p. 574), prend parti pour les théories sociales de la Gironde contre celles de la Montagne.

(30) Cf plus loin, p. 27-28.

## CHAPITRE PREMIER

### LES CISRHÉNANS ET L'IDÉE NATIONALE

L'histoire du mouvement cisrhéan montre que les Patriotes ont adopté successivement deux attitudes : jusqu'en novembre 1797 ils ont poursuivi, conformément aux ordres du Directoire et aux prescriptions de Hoche, la création d'une République cisrhénane qui, sur le modèle de la République batave, devait demeurer indépendante ; quand, après le coup d'Etat de Fructidor, le Directoire se fut prononcé pour l'annexion et eut envoyé, avec de nouvelles instructions, Augereau sur le Rhin, les Cisrhénans, modifiant leur tactique, échangèrent la cocarde cisrhénane contre la tricolore et soutinrent l'annexion pure et simple. Cette double attitude a donné lieu à une grave méprise historique : l'on a cru, sur la foi de certains documents, que les Cisrhénans, favorables à une République séparée, auraient regretté d'être annexés à la France. La présente étude, en rectifiant cette erreur, a pour but de définir l'idée que les Cisrhénans se faisaient de la nationalité.

Lorsque, sous l'action du Romantisme, est né dans les deux premières décades du XIX<sup>e</sup> siècle un patriotisme allemand, Görres — le plus illustre représentant du mouvement cisrhéan — a tenté de justifier son passé. Il a déclaré qu'en cherchant en 1797 à créer une République cisrhénane, il avait voulu écarter l'annexion menaçante des pays rhénans à la France : il aurait donc agi en patriote allemand. « Ma pensée était, écrit-il à Stein le 4 août 1814, de faire entrer si possible l'Alsace dans la Confédération rhénane unie à la Belgique, de réunir par là la Suisse à la Hollande, et ainsi de créer aux frontières de la France et de l'Allemagne un Etat tampon qui, au cas où

serait survenu en Allemagne un mouvement d'ordre révolutionnaire, aurait pu aisément rentrer dans le sein germanique... Le général Hoche, le plus compréhensif, le plus équitable, le plus chevaleresque des généraux français, était rallié à ce plan (1). » Déjà en 1800, dans ses *Résultats de ma mission à Paris*, Görres avait laissé entrevoir qu'à ses yeux la République cisrhénane aurait pu n'être que transitoire : « Le sentiment national, écrit-il alors, pouvait tranquillement attendre le moment où l'état d'anarchie dans lequel vivait l'Allemagne serait dépassé, avec l'espoir de suivre un jour avec ce pays régénéré une destinée commune (2). » A l'entendre, Görres aurait envisagé comme solution idéale au problème de la rive gauche du Rhin la formation d'une nouvelle Lotharingie indépendante, d'institutions libérales, mais de nationalité allemande. Il serait donc resté fidèle, pendant la Révolution, à la nation germanique.

La thèse de Görres semble appuyée par le témoignage tardif de Jacob Venedey sur son père Michel. Le Cisrhénan enthousiaste qu'était Michel Venedey aurait été lui aussi un ami fervent de l'indépendance, mais un adversaire de la réunion. « Les Français ont jeté tous les principes dans la boue, aurait-il affirmé après les préliminaires de Léoben ; nous, en tant qu'Allemands, nous devons leur montrer qu'ils sont applicables ; aussi choisissons-nous l'indépendance et non la réunion à la France. Nous voulons la République cisrhénane ! (3) » Quand Rudler enleva, le 17 décembre 1797, le drapeau cisrhénan de l'Arbre de la liberté de Bonn, « les Cisrhénans, aurait dit Michel Venedey, firent à leur tour bonne mine au mauvais jeu (4) et se déclarèrent, contraints et forcés, en faveur de la réunion (5) ». Et Venedey de conclure : « Görres était du nombre de ceux qui se montrèrent enthousiastes pour l'indépendance, mais hostiles à la réunion, et qui ne pouvaient se consoler de l'abandon de la « chimère ». Ainsi pensaient tous les Cisrhénans. La proclamation en faveur de la réunion fut considérée par nous comme une triste nécessité (6). »

Ces allégations et justifications postérieures, selon lesquelles les Cisrhénans auraient agi en patriotes allemands, ont jusqu'à présent déterminé le jugement des historiens sur le mouvement

(1) *Görres Werke*, VIII (Gesammelte Briefe, II, 1874), p. 423 sq.

(2) Joseph Görres : *Gesammelteschriften*, I, p. 596.

(3) J. Venedey : *Die deutschen Republikaner*, p. 261.

(4) En français dans le texte.

(5) J. Venedey : op. cit., p. 304.

(6) Id., op. cit., p. 308.

cisrhénan (7). A vrai dire, elles constituent un pitoyable mensonge. Rien dans l'action de Michel Venedey ne laisse entrevoir qu'il ait été en 1797 hostile à la réunion. Quant aux témoignages de Jacob Venedey, ils ne sont pas tirés, comme il le laisse entendre, des papier paternels conservés aux Archives de Potsdam, et qui ne portent aucune trace de pareilles affirmations ; ce ne sont que pure invention de sa part, dans son désir de faire croire au patriotisme allemand de son père (8). Görres n'est pas plus sincère. La version qu'il donne en 1814 du mouvement cisrhénan n'a aucune vraisemblance. Dans son projet de *Paix universelle*, écrit en 1796, Görres s'était déjà prononcé pour l'annexion de la rive gauche du Rhin à la France, et cela à une époque où une telle profession de foi n'aurait pu être taxée d'opportunisme (9). Au moment où Augereau invite les Cisrhénans à adopter l'idée de la réunion, le 15 novembre 1797, Görres avait lancé une Proclamation aux membres de la Confédération cisrhénane de Coblenz, où il les conjurait de se rendre à la politique du Directoire : « La liberté était notre mot d'ordre, et courageusement nous nous sommes engagés dans la voie qui y mène. Deux routes se sont offertes à nous : l'une la réunion, l'autre l'indépendance. La première solution a, selon moi, des avantages indéniables pour notre patrie. On ne peut mettre en

(7) Tous les historiens qui ont étudié le mouvement cisrhénan ont estimé que les Cisrhénans, s'ils professaient des idées républicaines, demeuraient attachés à la patrie allemande. Sur la foi des documents ci-dessus cités, Hashagen a pu écrire que « leurs tendances étaient allemandes, et non françaises », que « le but de leur action était précisément la République allemande » (*Das Rheinland*, p. 322). La même opinion a prévalu dans les ouvrages postérieurs de Conrady (*Die Rheinlande in der Franzosenzeit*, p. 143 sq.) et de Grisar (*Stimmen der Zeit*, IV., p. 2). En France, Sorel a partagé la même illusion (*L'Europe et la Révolution française*, V, p. 168), en écrivant que les Cisrhénans auraient voulu constituer une « marche républicaine ». Le comte de Pange, dans son étude *La Rhénanie*, et surtout dans ses *Libertés rhénanes*, a soutenu cette idée que Görres était un patriote allemand et qu'il avait rêvé la création « d'une Austrasie indépendante, intermédiaire naturelle entre la France et l'Allemagne », dont il aurait attendu l'avènement de la paix universelle. Le comte de Pange s'est appuyé sur la prétendue doctrine de Görres pour inviter le gouvernement français, après la Grande Guerre, à reconstituer un vaste Etat rhénan, s'étendant de Bâle à la frontière hollandaise. C'est également le souvenir de la « République cisrhénane » de 1797 qui a été rappelé avec enthousiasme, en novembre 1918, par la *Kölnische Volkszeitung*, organe centriste, lorsque certains catholiques soutinrent à Cologne un mouvement autonomiste aux cris de « Los von Berlin ». C'est ce souvenir enfin qui a inspiré la tentative malheureuse du Dr Dorten. — Il n'est donc pas inutile de montrer que l'idée de République cisrhénane, favorisée quelque temps par Hoche sur les ordres formels du Directoire, n'a jamais souri aux Cisrhénans eux-mêmes, qui ont toujours souhaité l'annexion absolue et complète à la République française.

(8) Sur ce point, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 342.

(9) Der Rhein muss daher die Düne des Republik werden » (*Görres Gesammelte Schriften*, I, p. 62). — « Dem zufolge macht der Rhein der Scheidewand zwischen Deutschland und Frankreich » (*Id.*).

doute d'abord que la réunion est plus conforme à notre situation politique actuelle que l'indépendance : si nous devenons Français, nous serons unis à un colosse, qui par son propre poids peut écraser les cabales de tous les partis, qui a juré de lutter éternellement pour le bonheur de l'humanité, qui, mille fois accablé, s'est mille fois ressaisi — une puissance gigantesque, qui s'est élevée durant la guerre au rang du premier Etat d'Europe et qui par son prestige a le pouvoir de nous défendre contre toutes les attaques de l'extérieur. » Les pays rhénans auront d'autre part le privilège d'être unis à une nation industrielle, dont l'activité contraste « avec le flegme allemand », et qui constituera pour l'industrie rhénane un immense débouché. Enfin, entrés dans l'unité française, les Républicains rhénans pourront aisément venir à bout des superstitions et des préjugés de leurs compatriotes, tandis que, livrés à eux-mêmes, ils risquent de se trouver bientôt aux prises avec une violente réaction. « Sans doute, constate Görres, sera-t-il difficile de mêler le caractère national des Allemands et des Français. » Mais il n'en conclut pas moins catégoriquement : « En réfléchissant à toutes ces choses, nous ne pouvons hésiter un instant à donner la préférence à la réunion (10). »

Si l'on se réfère aux écrits contemporains, l'on constate que les patriotes n'ont envisagé la formation d'une République cisrhénane que comme un pis aller, une solution passagère, mais qu'en réalité ils ont toujours aspiré à devenir citoyens français. Johann Baptist Geich a fait du mouvement cisrhénan, dans sa revue *Freund der Freiheit*, le récit suivant : « Le but (des Patriotes) était la liberté ; celle-ci ne pouvait être acquise que selon deux méthodes : la création d'un Etat libre sous le nom de « République cisrhénane », ou bien l'annexion à la République française. Les membres de la Confédération, après avoir pesé le pour et le contre, estimèrent que leur but serait atteint le plus sûrement en suivant la seconde méthode, c'est-à-dire la réunion à la France. Mais ils se rendirent compte en même temps qu'ils devaient auparavant conquérir leur liberté, s'ils voulaient exiger leur réunion à un autre peuple libre et fraterniser avec lui. Le peuple des campagnes leur tendit alors la main ; dans les Electorats de Cologne, de Trèves et dans le Grand-Duché de Juliers, on planta des arbres de Liberté, le peuple se déclara libre, désavoua ses anciens tyrans et crut déjà

(10) *Die Mitglieder der cisrhenanischen Föderation in Koblenz an ihre Mitbürger*. Cette proclamation, attribuée à Görres, a été reproduite dans ses *Gesammelteschriften*, I, p. 8 sq. et par Hansen : *Quellen*, IV, p. 337 sq.

jouir de cette liberté qu'il s'était lui-même vaillamment conquise. » La République cisrhénane est sortie, selon Geich, de la volonté des républicains de ne pas retomber à la paix sous le joug des anciens souverains : les Patriotes ont voulu faire la démonstration de leurs sentiments révolutionnaires. Mais « du jour où parut sur le sol allemand le protecteur de notre peuple asservi, le héros du 18 Fructidor, le général Augereau », « tous les patriotes volèrent vers lui », comptant sur lui pour réaliser leur rêve : la réunion de la rive gauche du Rhin avec la République française (11).

La thèse selon laquelle les Cisrhénans eussent souhaité empêcher, par la création d'une République séparée, l'annexion à la France, a été imaginée postérieurement par des écrivains en quête de brevet de patriotisme et doit être reléguée parmi les légendes historiques.

A dire vrai, l'idée nationale n'était pas encore formée en 1797, quand il s'est agi pour les Rhénans de prendre parti pour l'Allemagne ou pour la France. L'opposition entre ces deux pays n'est pas une opposition de nation à nation, mais de régime à régime. Formés par l'esprit cosmopolite du XVIII<sup>e</sup> siècle, le jeune Görres et ses amis ne croient pas à l'existence des nationalités. En 1797 d'ailleurs, les Rhénans ont une formation patriotique nulle : élevés dans de petits Etats, qui n'ont pas de puissance politique et militaire et dont les princes sont le plus souvent au service de voisins plus redoutables — de la France notamment — ils n'ont acquis pour le corps germanique aucun respect, aucune sympathie. L'idée du patriotisme — dont Trenck von Tonder, l'éditeur des *Politische Gespreche der Toten* (12), a été pendant la Révolution le seul représentant sur le Rhin — ne semble pas un instant effleurer les Cisrhénans. Görres, dans son projet de *Paix universelle*, présente comme l'idéal lointain auquel doivent travailler les générations actuelles la formation d'une République des peuples, englobant l'humanité entière. Selon lui, le progrès des lumières appelant un nombre de plus en plus grand de citoyens à la maturité politique aura comme conséquence la disparition des Etats présents et la création d'une infinité de petites Républiques, où les

(11) *Freund der Freiheit*, n° 2 et 3, 25 Brumaire et 1<sup>er</sup> Frimaire (15 et 21 novembre 1797), cité par Hansen : *Quellen*, IV, p. 334 sq.

(12) Sur Moritz Flavius Trenck von Tonder, qui publia à Neuwied, de 1785 à 1795, ses *Politische Gespreche der Toten*, cf. K. d'Ester : *Der Neuwieder, ein vergessener Vorkämpfer für die Freiheit des deutschen Rheins* (Neuwied am Rhein, Strüdersche Buchdruck, 1930).

citoyens seront en état de régler eux-mêmes leurs affaires, en pleine liberté et selon les concepts de la morale. L'esprit national fera place à l'esprit de l'humanité : les frontières tomberont, les luttes d'Etat à Etat cesseront ; l'individu jusqu'alors absorbé dans « des corps monstrueux » n'aura plus à travailler qu'à l'amélioration de son semblable (13).

Dans ces conditions, il est normal que les Cisrhénans reconnaissent leur patrie d'adoption dans le pays qui assure le progrès de la civilisation, c'est-à-dire dans la France révolutionnaire. Quand ils l'acclament, ce n'est pas la nation française qu'ils ont devant les yeux, mais le principe qu'incarne cette nation : l'idée de la liberté et de l'émancipation. La France est pour eux la première nation d'Europe : car « c'est l'éclat des lumières, la culture et la moralité qui déterminent la place des nations dans le monde, et non les manifestations de puissance matérielle et de force bestiale (14) ». Citoyen du monde (*Weltbürger*), Görres se demande quels sont ses devoirs à ce titre : « Je crois, écrit-il, que c'est avant tout le devoir du citoyen du monde de soutenir de toute ses forces intellectuelles, si faibles soient-elles, le gouvernement qui s'applique à agir selon la philosophie des lumières (15). » Il s'agit donc, en se proclamant Français, d'appuyer la France dans la grande lutte qu'elle mène pour le Droit contre la tyrannie, pour la fraternité contre le système satanique du despotisme et les intrigues des cabinets monarchiques.

Görres n'est cependant pas à ce point chimérique qu'il croit réalisable à l'heure actuelle cette société des nations libres sous l'égide de la France. Selon lui, l'essentiel est, pour le moment, que la France, utilisant les victoires de ses armées, impose sa volonté aux Etats soumis et s'assure des garanties stables d'existence. Tout autour d'elle, elle peut, grâce au prestige acquis, créer des Républiques qui lui seront alliées. Elle a le droit d'étendre ses frontières jusqu'aux limites naturelles du pays. Görres en effet, dans son traité sur la *Paix universelle*, soutient qu'« il est conforme à la destinée de l'humanité et à la finalité de la nature qu'un Etat s'étende dans ses frontières naturelles » : celles de la France sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées (16). La théorie des frontières naturelles semble avoir été partagée

(13) *Das rote Blatt*, I, 4. Heft, 1<sup>er</sup> Germinal An VI (*Gesammelteschriften*, I, p. 109-110).

(14) *Das rote Blatt*, I, VII Heft, Floréal An VI (*Gesammelteschriften*, I, p. 161).

(15) *Gesammelteschriften*, I, p. 24.

(16) *Gesammelteschriften*, I, p. 60.

par tous les Cisirhénans : dans les *Patriotische Beiträge*, Hetzrodt, de Trèves, en fait comme Görres la condition de la paix universelle: « Ce n'est qu'après l'exacte délimitation de leurs territoires respectifs que les nations pourront compter sur une longue période de paix et travailler au perfectionnement de leurs institutions. Alors pourront disparaître à tout jamais les cloisons derrière lesquelles elles se sont si longtemps abritées. Elles n'en auront plus besoin, du jour où elles auront reconnu le droit et l'amour comme maximes de leur action. La paix perpétuelle, telle que Bernardin de Saint-Pierre et Rousseau l'ont rêvée au nom du sentiment, telle que Kant l'a précisée selon les exigences de la raison, ne sera plus seulement un projet métaphysique. En fixant les frontières naturelles des pays, les Français précèdent dans la voie du progrès toutes les autres nations (17). »

En défendant la théorie des frontières naturelles, les Cisirhénans manifestent leur ferme volonté d'appartenir à la France. De fait, pour justifier le choix de leur nationalité, ils n'invoquent ni l'histoire, ni le sang, ni la tradition, mais leur volonté individuelle. Tant que cette volonté n'a pas pu s'exprimer, le citoyen demeure sujet de son prince, mais n'est tenu vis-à-vis de son pays d'origine à aucun devoir de patriotisme (18). C'est donc le choix librement consenti et librement exprimé qui fait qu'un homme devient citoyen d'un pays. Comme cinq ans plus tôt les Clubistes mayençais, les Cisirhénans estiment qu'ils sont Français parce qu'ils ont voulu le devenir. La formule dont s'est servi Merlin de Douai à la tribune de la Constituante pour justifier la réunion de l'Alsace à la France : « Le peuple alsacien s'est uni au peuple français parce qu'il l'a voulu, c'est donc sa volonté seule et non pas le traité de Munster qui a légitimé l'union », exprime en tous points la pensée cisirhénane.

Mais si cette volonté suffit à expliquer l'entrée des Cisirhénans dans la nation française, il ne s'ensuit nullement qu'ils estiment par cet acte trahir leur passé germanique. Bien au contraire, c'est en tant qu'Allemands et au nom de leurs vertus germa-

(17) *Patriotische Beiträge*, III. Quartal ((1799), Heft I, p. 36-37.

(18) C'est ce qu'exprime le Cisirhénan B. Willversch dans un discours décadaire sur le patriotisme : « Ohne Gesetze, die unmittelbar unser eigen Bestes be-  
weckten, ohne Gesetz, das für alle gleich geltend war, waren wir keine Bürger,  
nur Untertanen, wir hatten kein Vaterland, nur der Fürst hatte eines. Wir  
konnten daher es nicht lieben... Die Vereinigung mit der Franken-Republik hat  
die Fesseln auf einmal zerbrochen, die nur langsamer der Rost verzehret hätte.  
Wir haben nun ein Vaterland, werden wir es nicht lieben ? » (*Patriotische  
Beiträge*, II. Quartal, Heft, I, p. 2).

niques qu'ils se prétendent dignes de pénétrer dans la communauté française. « C'est un privilège de l'Allemand que de vivre libre, écrit en octobre 1797 le Colonnais Franz Gall, et c'est ce privilège que les vrais patriotes de la rive gauche du Rhin veulent restaurer dans l'Allemagne entière. Loin de se rendre indignes du nom allemand ou de trahir leur propre nationalité, les Rhénans sont fidèles à l'esprit de leurs ancêtres, en rétablissant une Constitution libre, qui les arrache à leur antique esclavage (19). » A Trèves, Hetzrodt exprime des sentiments analogues : « C'est l'héritage originel de nos ancêtres, l'esprit allemand de persévérance et de courage, l'intégrité, la foi, la droiture allemandes que nous apportons à notre nouvelle patrie; nous nous montrons dignes de la grande nation à laquelle nous sommes destinés à appartenir éternellement (20). » Sans chercher à découvrir entre les deux nationalités française et allemande une opposition de caractère qui rende difficile, sinon impossible, l'annexion de pays germaniques à la France, les Cisrhénans regardent le lien national comme un contrat conclu librement par des citoyens qui désirent vivre sous le signe de la liberté, quelles que soient leur origine ou leur race.

En considérant la nation comme l'expression d'une volonté collective, les Cisrhénans ne font qu'adopter la théorie révolutionnaire de la nationalité. Et cette constatation seule suffirait à ruiner la thèse selon laquelle les Cisrhénans seraient demeurés fidèles pendant la Révolution au patriotisme allemand : la patrie, pour eux, c'est là où l'on peut vivre libre et heureux ! Mais, du fait même que les sympathies cisrhénanes vont à la France uniquement parce qu'elle est le pays de la liberté politique, la faillite de la Révolution, s'achevant dans la dictature d'un tyran, devait nécessairement faire perdre aux Cisrhénans leur estime pour la France et la confiance qu'ils avaient mise en elle. Le « citoyen du monde » qu'était Görres, n'a pas pu voir sans tristesse le spectacle qu'offrait la France après le 18 Brumaire : il a compris alors au contact du despotisme consulaire que la France — le pays qui incarnait le progrès de l'humanité — s'était murée dans un étroit égoïsme

(19) *Gegenerklärung der cisrhenanischen Föderation wider den Aufruf des Kurfürsten Maximilian Franz*, Bonn, Oktober 1797, cité par Hansen : *Quellen*, IV, p. 206-212.

(20) *Dekadenrede über das Verhältniss der Bewohner des linken Rheinufers zu Deutschland* (Trier, 30 Pluviôse, An VII), cité par Hansen : *Quellen*, IV, p. 999-1001.

national. « La France, écrit-il dans les *Résultats de ma mission à Paris*, pour assurer son existence menacée de tous côtés, a eu dans de telles circonstances un réflexe naturel : elle a choisi le plus vigoureux de ses enfants pour lui confier sa destinée. Par ce geste, elle s'est sauvée d'une ruine menaçante, mais elle s'est ravalée au rang des autres Etats et sa Révolution a perdu son caractère universel et cosmopolite qui en faisait autrefois le bien commun de tous les peuples. A elle-même la France s'est préparé un sort meilleur ; elle a modifié avantageusement le cours des événements et s'est élevée de nouveau au premier rang parmi les peuples belliqueux. Mais elle a éludé le problème que les circonstances lui avaient soumis, négligeant par là même la récompense qui devait lui revenir (21). »

Ces constatations désabusées provoquent chez Görres, vers 1800, une évolution complète de sa théorie de la nationalité. Dans ses *Résultats de ma mission à Paris*, il jette par-dessus bord la thèse des frontières naturelles. Amèrement déçu par une France dont il n'espère plus la régénération de l'humanité, il commence à sentir qu'il est obligatoirement allemand. Prenant conscience dans un Paris indifférent ou hostile de son génie national, il en vient à admettre l'existence chez chaque peuple d'un caractère qui lui est propre et que la volonté humaine ne saurait négliger. Avec Herder, dont il a sans doute à cette époque subi l'influence, Görres reconnaît que « la langue est le lien véritable qui unit entre eux les individus », et que « le développement de la langue est inséparable de l'histoire d'un peuple ». « C'est donc le passé intellectuel et moral qui doit déterminer les frontières des divers groupements humains ; et l'homme d'Etat doit en tenir compte, s'il veut fonder son œuvre sur l'ordre de la nature (22). » Görres est ainsi amené à comparer les deux caractères nationaux, le français et l'allemand, mystérieux l'un à l'autre : le Français remuant, inflammable, joyeux, spirituel, enthousiaste, superficiel ; l'Allemand, d'intelligence froide, de tempérament persévérant, préoccupé avant tout de sa vie intérieure. Ainsi « la langue et l'esprit national, les mœurs et les lois..., se mettent au travers de la fusion des deux peuples (23) ». Görres en arrive à la notion herdérienne, selon laquelle l'Etat et le peuple ne sont qu'une seule et même chose et qu'il n'y a d'Etat solide que celui qui repose sur les traditions populaires. L'Etat ne lui apparaît plus

(21) *Gesammelteschriften*, I, p. 587.

(22) *Ibid.*, I, p. 590.

(23) *Ibid.*, I, p. 593.

comme le produit artificiel de la volonté des hommes unis par un contrat, mais comme la conséquence naturelle du passé historique de la nation.

Ainsi a évolué entre 1797 et 1800 la doctrine de la nationalité chez Görres. Mais ce terme final de l'évolution — qui annonce déjà le Görres de la deuxième période — ne doit pas nous tromper sur l'attitude des Cislethéniens à l'égard du problème national. Cosmopolites dans leur essence, ils ont admis qu'ils avaient le droit de choisir leur patrie et ils l'ont acclamée en la France révolutionnaire, souhaitant même la voir s'étendre jusqu'au Rhin. Cependant absence de patriotisme ne signifie point dédain envers la culture allemande. Les prochains chapitres feront la preuve que les Cislethéniens, tout en voulant devenir français, sont demeurés fidèles à cette culture à laquelle ils devaient le meilleur d'eux-mêmes, et qu'ils ont espéré apporter à la France, le jour où ils seraient unis à elle. Car leur pensée politique et morale doit précisément son originalité à cet effort pour mettre au service de la liberté française les résultats les plus remarquables de la philosophie allemande de l'*Aufklärung*, et tout particulièrement de la philosophie kantienne.

## CHAPITRE II

### LA DOCTRINE DE L'ÉTAT CHEZ LES CISRHÉNANS

Les Cisirhénans ont voulu devenir Français parce qu'ils ont reconnu qu'en France le citoyen, jouissant de la liberté, n'obéit qu'à des lois librement consenties. Mais cette liberté, selon eux, n'est pas une fin en soi ; elle n'acquiert toute sa valeur que si le citoyen se soumet volontairement à une discipline morale, si ses actes sont gouvernés par la notion du devoir. Sinon la liberté n'est plus qu'une abusive licence, une invitation à l'anarchie, la destruction de toute autorité et de toute préséance. Le citoyen, pour être vraiment libre, doit être instruit de ses devoirs, comme il l'a été de ses droits. Or les Cisirhénans ont précisément tenté de fertiliser cette liberté naissante par la notion de l'Impératif catégorique, qu'ils avaient puisée dans la philosophie de Kant. Ils jugent que si la France a rendu à l'humanité cet inestimable service d'avoir rompu les chaînes de la tyrannie, l'Allemagne ne lui a pas été moins utile par la réforme qu'elle a accomplie de la philosophie contemporaine. Il s'agit donc, si l'on veut achever la Révolution, d'appuyer la conception française de la liberté sur le moralisme kantien. C'est cette mission que les Cisirhénans, porteurs d'une double culture politique, se croient appelés à accomplir.

Leur théorie de l'Etat est soumise à ces considérations. Ils ont en effet une forte tendance à discuter des problèmes politiques en moralistes. La liberté, dans leur bouche, est moins la liberté politique que la liberté morale, sans laquelle les droits civiques demeurent sans valeur. « Que le législateur, qui a la volonté de faire une œuvre révolutionnaire vraiment utile à l'humanité — je ne parle pas de révolution sanglante — commence par s'intéresser à l'homme isolé et qu'il lui fasse

connaître sa haute dignité : qu'il s'évertue à le rendre plus sage et plus heureux, écrit le Colonais Christian Sommer... Les lois qu'il édictera pour l'Etat ne seront que des maximes qui serviront au citoyen, dans la société où il vit, à prendre conscience de sa raison d'être (1). » Les Cisrhénans ne songent pas à définir un système politique qui garantît à l'individu, contre l'arbitraire du pouvoir, le maximum de liberté ; leur but, c'est de diriger l'activité de chaque citoyen en un sens moral et pour le bien suprême de l'Etat. La liberté est donc le point de départ nécessaire d'une action constructrice qui implique la responsabilité de chaque individu.

Jusqu'en 1795, en effet, les Cisrhénans n'ont point songé à lier le progrès de l'humanité à la forme républicaine de l'Etat. Jusqu'au jour où il a été question de réunir les pays rhénans à la France, ils sont demeurés partisans de la doctrine du despotisme éclairé, dont ils avaient constaté les bienfaits autour d'eux dans leur jeunesse. Geich, notamment, est encore convaincu, en 1794, que le bien ne peut venir que du Prince, et non du peuple. Dans les articles qu'il publie, soit dans le *Pharos für Aeonen* (2), soit dans le *Stadt Kölnischer Kurier* (3). Geich s'élève formellement contre l'idée démocratique : le peuple est incapable d'exercer la moindre parcelle de souveraineté, tant qu'il n'aura pas pris, par le développement de l'instruction, une conscience nette de ses devoirs : l'éducation d'une nation doit précéder sa participation au pouvoir. « Un peuple qui n'a pas acquis assez de lumières est la victime du fanatisme », écrit-il. Et : « Le plus haut degré de vertu politique, et aussi de vertu morale, doit être le ressort d'une démocratie, même si, renonçant à la puissance politique, elle veut se maintenir dans un état relatif d'indépendance et de bien-être. Or une Constitution qui exigerait de la part des hommes une vertu surhumaine serait certes la plus mauvaise de toutes ; et si Rousseau a jamais dit une vérité, c'est bien en affirmant qu'« une démocratie ne devrait avoir que des Dieux pour citoyens ». L'œuvre de l'éducation du peuple appartient donc

(1) Chr. Sommer : *Gott ist unser Gesetzgeber*, Vorrede. Cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 538. Sur Sommer, cf plus bas, p. 52.

(2) Notamment l'article : « Über den Einfluss der Aufklärung auf Revolution », 15 janvier 1794 (*Pharos für Aeonen*, I, p. 1 et 38). Cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 20 sq.

(3) Notamment l'article : « Über Demokratie », 24 octobre 1794 (*Stadt Kölnischer Kurier*, n° 132). Cité par Hansen : *Quellen*, III, p 283 sq. Le rédacteur du *Kurier*, H. Wolff, était ami de Geich.

au souverain, qui doit la mener progressivement et sans hâte. La précipitation a été sans doute la raison pour laquelle « l'immortel » Joseph II n'a pas pu mener à bien l'œuvre admirable qu'il s'était proposée : « Il voulait ennoblir son peuple et le rendre heureux ; aussi porta-t-il son attention sur l'éducation de la jeunesse, chercha-t-il à éloigner les erreurs et à vaincre les préjugés. Si noble, si grande qu'ait été son entreprise, elle ne rencontra pas chez ses peuples la compréhension nécessaire. Beaucoup avaient besoin de lait, et il leur servit des mets épicés. » Cependant, tant que le Prince n'a pas achevé ses réformes, toute révolte contre lui est une absurdité. « Révolution ou sédition ne peuvent être, dans aucun cas, le moyen de modifier une forme de gouvernement, même la plus mauvaise. » Le peuple ne peut pas parvenir brutalement, mais degré par degré, à la maturité politique. C'est pour ne l'avoir pas compris et avoir trop tôt chassé les classes dirigeantes, l'aristocratie dans l'Etat, que la démocratie athénienne est allée à sa perte. Aujourd'hui encore, la Révolution française a manqué sa vocation : « La France elle-même, écrit Geich en 1794, si elle avait été vraiment éclairée, ou n'aurait pas entrepris sa Révolution, ou l'aurait mieux conduite. »

En 1794, les futurs Cisirhénans (4) ne songent pas à opposer la liberté de la nation à l'autorité du Monarque. Ils admettent que le progrès des Lumières ne peut être réalisé que sous l'égide d'un Prince qui prend un soin diligent de l'instruction de ses peuples. Ce n'est que bien plus tard qu'il pourra être question d'une démocratie. En attendant, l'obéissance envers le souverain est reconnue comme nécessaire.

En 1795, quand les armées françaises eurent occupé la rive gauche du Rhin, les Cisirhénans déçus dans leurs souverains et craignant une restauration éventuelle manifestèrent leur volonté de collaborer avec la France et adoptèrent dès lors une attitude républicaine. Pourtant, même à cette date, la République n'est pas synonyme pour eux de démocratie. D'ailleurs la Constitution de l'An III, à laquelle ils applaudissent si fort, n'abandonne-t-elle pas les conquêtes récentes de la démocratie, entre autres le suffrage universel ? De la Constitution de l'An III, les Cisirhénans attendent qu'elle écarte du pouvoir la partie

(4) Biergans a été lui aussi un partisan du despotisme éclairé : en 1796 encore, il consacre une Ode à l'Empereur Joseph II (*Brutus der Freie*, 1796, p. 105). Franz Dautzenberg, rédacteur de l'*Aachener Zuschauer*, est redevenu, depuis le départ des Français d'Aix-la-Chapelle (mars 1793), fidèle à la même théorie (cf Hansen : *Quellen*, III, p. 13\*). Görres seul est passé directement au républicanisme.

bestiale, inéduquée de la nation, qui en est indigne, pour rendre l'autorité aux classes éclairées, aux héritiers des philosophes et, comme le dira Görres plus tard, « à une aristocratie de la culture (5) ». Son immense mérite d'ailleurs est de ne fermer à tout jamais la porte à aucun citoyen : une révision tous les dix ans permettra d'accorder les droits civiques à des classes nouvelles, dont l'éducation politique aurait été entre temps achevée : « Le meilleur de cette Constitution, écrit Geich dans sa *Dekadenschrift*, c'est qu'elle ne présente pas, comme les lois organiques des États absolutistes, un tout indivisible, qui ne saurait être modifié, mais qu'elle est un monument remarquablement façonné au génie de la nation et le point de départ de perfectionnements futurs : elle crée en effet un Corps législatif dont le devoir est d'adapter les lois à l'amélioration progressive des citoyens (6). »

Aussi les Cisirhénans se sont-ils montrés très réservés à l'égard de la doctrine de la souveraineté populaire : cette souveraineté, selon eux, n'existe pas encore ; elle devra s'acquérir progressivement. Sans doute lisons-nous dans les discours prononcés par les Cisirhénans au cours des fêtes révolutionnaires de chaudes démonstrations en faveur du peuple souverain, qui a « brisé les chaînes de l'esclavage » et qui se doit aujourd'hui de prendre sa revanche sur ses tyrans (7). Mais, dans sa Profession de foi, écrite en 1797 pour le *Rothe Blatt*, Görres montre que le peuple dans sa totalité est incapable d'exercer la souveraineté : « Je crois, dit-il, au progrès perpétuel de l'humanité vers les idéaux de culture et de justice. » Mais il ajoute : « Je crois que le siècle qui verra s'instaurer le régime démocratique est encore bien loin. Je crois que l'époque de l'anarchie, c'est-à-dire le moment où les hommes ne sont plus soumis à un gouvernement parce qu'ils n'en ont plus besoin, ne s'épanouira jamais. » Lui aussi estime que le « système représentatif » inauguré par la Constitution de l'An III correspond exactement au degré de culture où est parvenue l'humanité : « Après dix ans de tâtonnements, pendant lesquels le sang humain a coulé et la vie humaine a été aussi méprisée que celle d'un insecte, cette Constitution a surgi, magnifique résultat de tant d'expériences et d'efforts désespérés. Ne devons-nous pas l'estimer par-dessus toute chose, ce

(5) Görres : *Gesammelte Schriften*, I, p. 576.

(6) Article : « Über Staatsverfassungen », dans *Bonner Dekadenschrift*, 1795, n° 5, p. 20 ; n° 6, p. 10. Cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 639 sq.

(7) Cf les discours prononcés à l'occasion de la Fête de la souveraineté du peuple, le 20 mars (1798 et 1799), cités par Hansen : *Quellen*, IV, p. 619 et suiv., 1029 et suiv.

bien si chèrement acquis ; ne devons-nous pas employer toutes nos forces pour nous le conserver, à nous et à notre postérité ? C'est elle la lumière qui doit rallier tous les Républicains pour braver les menaces du dehors. Je suis convaincu que seule cette Constitution ou toute autre fondée sur le même principe fera accomplir à l'humanité des progrès incontestables dans la voie de la culture et de la moralité (8). » Görres manifeste sa volonté de se protéger à la fois contre le retour de la réaction et les progrès de la démocratie. L'attitude adoptée à la même époque par Geich, dans sa *Bonner Intelligenzblatt*, à l'égard du complot des Babouvistes — héritiers du Jacobinisme intégral — montre à quel point les Cisrhénans sont hostiles au radicalisme démocratique qui avait présidé à la rédaction de la Constitution de l'An I (9).

Avec Fichte qui, dans son *Fondement du droit naturel*, paru en 1796, justifie sa méfiance envers toute forme de gouvernement populaire et démocratique, avec Rebmann qui publie alors en exil sa *Profession de foi politique*, avec tous les grands Allemands de son temps restés fidèles aux idées de 1789 (10), Görres et ses amis distinguent entre la démocratie, considérée par eux comme irréalisable, et la République qui repose sur un système représentatif et censitaire et où le gouvernement est laissé à une élite peu nombreuse (11).

Si les Cisrhénans veulent écarter le peuple du pouvoir, c'est qu'ils le jugent moralement inéduqué, encore victime du fanatisme, incapable d'avoir une claire notion de ses devoirs. Dans les pays rhénans eux-mêmes, si la grande masse avait été

(8) *Gesammelteschriften*, I, p. 106-197. Citation prise dans l'article : « Mein Glaubensbekenntniss (*Das rothe Blatt*, II, I. Heft).

(9) *Bonner Intelligenzblatt*, n<sup>os</sup> 90, 92, 102 (22 avril, 26 avril, 20 mai), cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 779.

(10) A. Stern : *Der Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben*, p. 152 sq.

(11) Il est significatif, à cet égard, que les conceptions politiques de Sieyès aient été connues et estimées sur le Rhin : Görres fait grand cas de son caractère (« Sieyès, l'appui inébranlable des principes de moralité », *Gesammelteschriften*, I, p. 558). Les relations intellectuelles de Sieyès et de Kant en 1796 avaient d'ailleurs été mises en évidence par Geich (*Stadt Kölnischer Kurier*, 1796, n<sup>o</sup> 37). En 1799, Hetzrodt commente avec faveur dans les *Patriotische Beiträge* l'envoi de Sieyès comme ambassadeur à Berlin : il espère que l'homme d'Etat français, qui a déjà une si profonde connaissance de la philosophie de l'Allemagne, réussira à jeter le pont entre la France révolutionnaire et l'Allemagne pensante (II. Quartal, Heft 2, p. 157). Dans le même journal, le kantien Wytenbach approuve sa conception de la Séparation des pouvoirs, son apologie du système représentatif et commente enfin l'institution du « jury constitutionnaire » que Sieyès avait proposé dans son projet de Constitution en 1795 (*Patriotische Beiträge*, II. Quartal, Heft 2, p. 110). En Sieyès, qu'Oelsner avait fait connaître dès 1796 à l'Allemagne cultivée, les Cisrhénans célèbrent l'homme qui s'efforce de réhabiliter dans la nation le sens de l'autorité et le respect de la morale.

consultée, il est vraisemblable que celle-ci aurait montré peu d'intelligence pour la cause de la liberté, qu'elle aurait désavoué les quelques hommes courageux et perspicaces, d'intention pure, qui voulaient l'éclairer (12). L'exercice de la liberté doit demeurer un privilège qui ne saurait être concédé sans discernement. La méfiance des Cisirhénans à l'égard de la démocratie découle donc en grande partie de leur formation philosophique et morale. Le moment est venu d'en étudier les sources doctrinales et les applications pratiques.

La philosophie pratique de Kant a été connue et enseignée dans les Universités rhénanes avant les débuts de la Révolution. Vers 1790, plusieurs professeurs s'en inspirent encore ouvertement : à Bonn Elias van der Schüren, à Mayence Blau et Dorch, à Trèves Haan et Castello étaient les représentants les plus éminents de cette tendance philosophique (13). Dans les collèges, d'où les Jésuites avaient été expulsés, une évolution analogue se produisait : à Coblenz Johann Heinrich Gerhards, le maître de Görres, se dit kantien depuis qu'il connaît, grâce aux *Lettres* de Reinhold, la *Critique de la raison pratique* (14). Le jeune Johann Hugo Wyttenbach, ancien élève de l'Université de Trèves, alors précepteur en cette ville, est attaché à ce système dont il s'entretient avec Goethe, de retour de la Campagne de France (15). Certaines de ces personnalités ont joué un rôle dans le mouvement cisrhénan.

Cependant, la politique réactionnaire des Princes électeurs avait, depuis 1791, obligé les professeurs les plus en vue à abandonner leur enseignement. Ce n'est qu'à Bonn, où Maximilien François sous l'influence du Curateur Spiegel demeure relativement tolérant, que la philosophie kantienne échappe à la persécution. Le juriste Fischenich, qui professe le droit naturel, a été conquis au kantisme par son ami Schiller, et continue, malgré la déception que lui cause la Révolution, à enseigner la doctrine de son maître (16). Kantien, mais, contrairement à

(12) C'est du moins l'opinion de Geich, telle qu'il l'exprime en 1797 dans son « Acte de souveraineté du peuple d'entre Meuse, Rhin et Moselle » (cf *Quellen*, IV, p. 317-318).

(13) Sur l'introduction de la philosophie kantienne dans les pays rhénans, cf Hansen : *Quellen*, I, p. 45.

(14) Sur Gerhards, cf plus haut, p. 5.

(15) Sur Wyttenbach, cf plus haut, p. 9.

(16) Sur l'enseignement de Bartholomeus Fischenich à l'Université de Bonn, cf Hansen : *Quellen*, II, p. 770, qui donne de ce personnage une bibliographie exhaustive. Cf aussi plus bas, p. 71.

Fischenich, grand admirateur de la Révolution, Neeb (17) fut professeur à Bonn de 1792 à 1794. Originaire des environs de Francfort, Neeb avait étudié à Mayence sous Blau et Dorch. Il avait été appelé par Spiegel, à Bonn, comme successeur d'Elias van der Schüren, dans l'espoir qu'il saurait résoudre l'antagonisme qui opposait dans cette Université orthodoxie et kantisme. Quand l'Université ferma ses portes, Neeb quitta les pays rhénans ; mais il fut nommé en 1798 par les autorités françaises à l'Ecole centrale de Mayence, où il participa à diverses fêtes patriotiques. Sa pensée philosophique est un effort pour montrer que la religion chrétienne implique une morale de renoncement, de volonté tendue, de soumission qu'elle a puisée dans le stoïcisme et que Kant, par sa doctrine de l'Impératif catégorique, a fait revivre dans sa plénitude. Neeb a eu une forte influence sur les Cisrhénans, notamment sur Geich, qui publia en 1794 une dissertation de lui, sur la philosophie kantienne, dans son *Pharos für Aeonen* (18).

C'est précisément Geich qui, le premier dans les pays rhénans, a exposé l'influence que devait avoir la doctrine de l'Impératif catégorique sur la vie politique. Dans ses articles du *Pharos für Aeonen*, puis de la *Bonner Dekadenschrift*, il s'est efforcé de combattre la philosophie anglo-française de l'Eudémonisme ou de l'Utilitarisme, qui attribue à l'Etat la seule fin de réaliser le bonheur parmi les hommes : « L'homme éclairé assume à l'Etat pour but suprême l'élévation morale de l'individu, et par là met fin à la cause initiale de tout désordre dans la société, de toute rébellion dans l'Etat : l'égoïsme. C'est une erreur générale et répandue dans presque tous les cœurs, qui considère la pure jouissance comme l'objet final de l'effort, qui traite la culture morale comme un élément méprisable, ou bien en fait la vassale de l'intérêt personnel. De là vient que les calculs dans la vie courante finissent toujours par s'effondrer. Mais jamais ces recettes de bonheur ne sont plus mal appropriées qu'en ce qui touche à la prospérité des Etats. Là en effet, la lutte de chacun pour son intérêt propre doit entraîner nécessairement la communauté dans sa perte. L'histoire des temps anciens et celle des temps modernes en offre assez de témoi-

(17) Sur Johann Neeb (1767-1843), cf essentiellement la dissertation de G. Jentgens : *Der philosophische Entwicklungsgang des Johannes Neeb, ein Beitrag zur Geschichte der nachkantischen Philosophie* (Bonn, 1922). Son rôle politique a été analysé par Hansen aux tomes II et IV des *Quellen*.

(18) « Über Kants Verdiente und das Interesse der philosophierenden Vernunft » (*Pharos*, I, p. 273-308).

gnages. Tandis que si l'homme voit dans l'Etat le moyen de mettre en œuvre ses vertus morales, c'est avec respect qu'il considérera désormais ces mêmes lois que son égoïsme lui faisait détester (19). »

Cette conception a été partagée par l'ensemble des Cisirhénans. Elle a même entraîné entre eux et l'administration française des heurts redoutables. C'est ainsi que Shée ayant une fois déclaré dans un discours prononcé à la Société populaire de Bonn : « L'amour de soi et le désir de se procurer la plus grande somme possible de jouissances est le premier mobile de toutes nos actions (20) » fut sévèrement blâmé, quelques jours plus tard, par le Cisirhénan Blumhofer (21) : « Moi je dis, s'écria-t-il, que c'est là la morale de tous les égoïstes, de tous les aristocrates. Vouloir faire d'une telle proposition une ligne de conduite pour notre vie est infiniment dangereux, et je considère comme mon devoir de combattre ici l'opinion de Shée. Non, ce n'est pas l'amour de soi, mais l'amour de l'humanité ; ce ne sont pas les désirs ni la plus grande somme possible de jouissances, mais la volonté de s'élever, soi et les autres, à un haut degré de moralité, qui doivent être la mesure et le mobile de toutes nos actions. Et, si l'on se place à ce point de vue, sacrifices et privations peuvent devenir la plus pure des jouissances, la plus parfaite des félicités. Seule la maxime qui découle de la philosophie morale de Weishaut (22), de Barth (23) et de Kant est en état de façonner de grandes âmes : n'est-elle pas conforme à la volonté de l'Etre suprême ?... Devons-nous consentir des sacrifices à la bonne cause, à la cause de la République ? Nous les avons consentis, et nous les consentirons encore ! Notre vie, notre sang peuvent-ils assurer la victoire de la liberté ? Nous en ferons l'holocauste ! Nous autres Cisirhénans, nous voulons faire la preuve que nous sommes

(19) « Über den Einfluss der Aufklärung auf Revolutionen » (*Pharos*, I, p. 83-84), cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 24-25. Geich écrit de même : « Um sittlich handeln zu können, tritt man in die Gesellschaft, folglich ist Sittlichkeit, oder persönliche Veredlung durch vernünftige Selbstthätigkeit der höchste Zweck des Staates. Die Glückseligkeit, welche in der Befriedigung der sinnlichen Bedürfnissen und Neigungen besteht, wird hierdurch nicht ausgeschlossen, aber sie ist nur untergeordneter Zweck des Staates » (*Pharos*, I, p. 180 sq.). Cf aussi *Bonner-dekadenschrift*, 1795, 9 octobre, n° 6, p. 10 sq.

(20) Cf *Quellen*, IV, p. 530.

(21) Maximilian Blumhofer, né en 1759 à Munich, depuis 1783 professeur dans une institution privée de Crefeld, appartenait à la franc-maçonnerie. En 1798, il avait été nommé magistrat à Cologne. Sur lui, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 60, note 1.

(22) Fondateur de l'Ordre des Illuminés.

(23) Théologien rationaliste de Halle.

dignes de cette haute morale, qui est la nôtre (24). Il se peut que certaines gens s'écrient, étonnés : « C'est incroyable, ce sont des terroristes ! » « Oui, il doit leur sembler incroyable je le reconnais, que l'on puisse pratiquer une morale si sublime. Car nos adversaires sont comme des hiboux qui ne peuvent supporter la lumière du soleil (25). »

Une pareille morale rend obligatoire l'éducation du citoyen. Les Cisirhénans sont convaincus qu'un pays dont les citoyens n'ont pas reçu une instruction suffisante n'est pas digne de la liberté. C'est une culture raffinée, s'adressant à un petit nombre d'hommes, qui a été jusqu'à présent l'apanage des Etats despotiques. Mais la France elle-même, d'où est sortie la Révolution, n'a pas connu sous l'Ancien régime une véritable éducation civique et morale. « Ses tyrans, déclare Geich, ont favorisé les beaux-arts, parce qu'ils flattent la sensualité d'une cour dissolue ; mais la philosophie et l'éducation de la jeunesse n'ont jamais reçu d'eux le moindre encouragement. Aussi Voltaire, qui ravalait son génie et versait de l'encens aux maîtres de cette terre, connut-il la vogue et fut-il l'ami ainsi que le correspondant des rois et de leurs maîtresses. Ses écrits furent lus avec avidité, ses mensonges célébrés comme des oracles ; ses satires immorales, universellement imitées, donnèrent le ton à la société raffinée. Tandis que le vertueux Rousseau, qui disait ses vérités au souverain comme au mendiant, qui dénonçait l'opprobre de ses concitoyens avec une extraordinaire hardiesse, qui contribua par son *Contrat social* à fonder la liberté des peuples, fut exilé de sa patrie (26). » La culture du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui plaisait à l'orgueil des princes, n'a fait que démoraliser

(24) Les appels à la vertu, régénératrice du monde, que l'on trouve fréquemment sous la plume des Cisirhénans, ne prouve pas qu'ils aient eu des sympathies pour les Terroristes français : Blumhofer s'appuie d'ailleurs sur les philosophes de l'*Aufklärung* allemande, non sur Robespierre et Saint-Just, pour définir sa conception de la morale. Tout au contraire, les Cisirhénans ont considéré que la vertu, invoquée en France sous la Terreur, ne servait qu'à couvrir le plus sanglant despotisme. C'est la chute de Robespierre qui avait entraîné Dautzenberg du côté de la France (cf Hansen : *Quellen*, III, p. 163, 563). La fête du 9 Thermidor fut célébrée avec éclat jusqu'en 1799 par les milieux cisirhénans (cf Id., *ibid.*, IV, p. 903, 905, 1150).

(25) Le discours de Blumhofer au Cercle constitutionnel de Cologne a été reproduit par Hansen : *Quellen*, IV, p. 580. Comme Blumhofer, s'exprime Johann Neeb dans le discours qu'il prononça à Mayence le 10 août 1799 : « Es ist gar nicht die Frage, ob der Mensch zuweilen in manchen despotischen Staaten ruhiger, ja glücklicher lebt als in freien Verfassungen. Aber gibt es denn nichts Höheres für die Menschheit als Ruhe und Glück ? Und hat der Mensch keinen edleren Zweck als der Wurm, der sich von Schlamm und von der Fäulniss nährt ? » (cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 1153).

(26) Discours de Geich à la Société populaire de Bonn, 25 Nivôse, An VI, cité par J. Venedey : *Die deutschen Republikaner*, p. 318 sq.

l'élite. Avec Basedow et Rousseau, c'est l'éducation du citoyen en tant que tel que réclament les Cisirhénans.

L'instruction de la jeunesse est, pour eux, un devoir d'Etat. La thèse selon laquelle l'enseignement devait être confié aux pouvoirs publics avait été soutenue sur le Rhin, bien avant la Révolution, par le Colonnais J. W. von Hüpsch (1730-1805) qui, contre les méthodes des Jésuites, s'était prononcé en 1775 pour la tolérance confessionnelle et la laïcisation des écoles (27). Les trois Archevêques-Electeurs avaient créé des Commissions d'enseignement, à la tête desquelles se trouvaient des ecclésiastiques pénétrés de la philosophie de l'*Aufklärung*. La réorganisation de l'Université de Mayence par Franz von Bentzel, de 1782 à 1789, avait été comme le symbole du triomphe de ces idées (28). Ces projets furent abandonnés dès 1790, lorsque vint la réaction. Mais en 1792, les Clubistes mayençais Wedekind et Dorsch avaient soutenu devant Custine que l'Etat a le devoir de prendre à sa charge l'entretien des écoles (29). Quant aux Cisirhénans, ils s'intéressèrent vivement à l'œuvre scolaire de la Révolution: en septembre 1794, Dautzenberg s'enthousiasma, dans l'*Aachener Zuschauer*, pour le projet de Convention de créer un enseignement d'Etat, et tout particulièrement une Ecole normale, « où non seulement les sciences elles-mêmes seraient enseignées, mais encore la façon même de les enseigner (30) ». Geich lui-même se rendit à Paris en avril 1795 pour étudier à l'Ecole normale et approfondir les plans du « noble Condorcet (31) ». Quand en 1798 Rudler organisa l'instruction primaire sur la rive gauche du Rhin et créa des Jurys d'enseignement pour la formation des maîtres, il fut activement soutenu par la propagande des Patriotes : « L'Etat républicain, écrit Wytttenbach, dans les *Patriotische Beiträge*, doit veiller pour son propre salut à ce que l'enseignement du premier degré soit donné à la jeunesse dans des établissements conve-

(27) Sur J. W. von Hüpsch, cf Hansen : *Quellen*, I, p. 6.

(28) Sur la réorganisation des Universités rhénanes, cf Hansen : *Quellen*, I, p. 85 sq.

(29) Sur les idées des Clubistes mayençais en matière d'enseignement, cf Hansen : *Quellen*, II, p. 539 sq.

(30) *Aachener Zuschauer*, 1794, n° 135 et suivants, ou Dautzenberg publie *in extenso* le projet présenté par Lakanal le 27 et le 30 octobre 1794 à la Convention.

(31) Geich, quand il arriva à Paris, trouva l'Ecole fermée. Il publia, de retour à Bonn, dans la *Bonner Dekadenschrift* (n° 7, 8 et 9), sous le titre : « Über den Zustand der Erziehung in Frankreich während der Revolution », une série d'articles sur les projets de Condorcet, abandonnés pendant la Terreur, puis sur la fondation de l'Ecole normale qui fut bientôt elle-même la victime des intrigues royalistes. Geich, à qui tiennent à cœur les problèmes pédagogiques, déplore que la Révolution n'ait pas pu mettre sur pied une œuvre scolaire durable.

nables (32). » « Les écoles primaires étaient toujours livrées à l'ignorance, à la barbarie, au fanatisme religieux, déclare Dautzenberg ; il est donc instant qu'elles soient organisées selon les lois du pacte social (33). » Les Cisirhénans applaudissent d'autre part à la création des Ecoles centrales, où l'enseignement demeurera purement laïque : le dernier Recteur de l'Université de Cologne, Best, qui avait des sympathies parmi les Républicains, fournit lui-même à Rudler le « plan sur les mesures à prendre pour l'instruction publique de la ville de Cologne (34) ».

Dans l'enseignement qu'il distribue dans ses écoles, l'Etat français devra donner une place essentielle à la morale, et par là les Cisirhénans entendent la doctrine kantienne de l'Impératif catégorique. Dès 1795, l'avocat Christian Sommer dédie à ses concitoyens de Cologne un petit traité : *Dieu est notre législateur* (35), par lequel il espère compléter l'éducation morale d'une génération qui, pour une trop grande part, a grandi dans l'ignorance : « Il n'est pas suffisant, écrit-il dans sa préface, de séduire les citoyens en leur faisant sonner les mérites de la Déclaration des Droits de l'Homme ; il faut leur enseigner aussi quels sont les devoirs à l'égard de l'humanité. Faute de les connaître, le citoyen en réfléchissant sur ses droits se laisse entraîner à des conceptions nuageuses ou à un orgueil démesuré. » La raison exige que le citoyen agisse de telle façon « que les maximes qui l'inspirent puissent être universelles ». C'est la pensée même de Kant, adaptée à des esprits étrangers à la philosophie, que Sommer résume ici dans son « manuel élémentaire de législation morale ». Wyttenbach propose à l'administration française, en 1799, un « plan d'organisation des écoles primaires » : il y fait, lui aussi, une place importante à la morale, qu'il conçoit sous sa forme kantienne (36). A la même époque, Haan indique, dans son *Journal für das Saardepartement*, tout ce que doit savoir « l'instituteur républicain » : dans ce « manuel d'éducation civique », il invite le futur maître

(32) *Patriotische Beiträge*, II, 1799, p. 39 sq. Sur l'organisation de l'enseignement primaire dans les pays rhénans, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 873-975, 1004-1006.

(33) Discours de Dautzenberg à Aix-la-Chapelle, 14 janvier 1799, cité par Hansen : *Quellen*, IV, p. 1006.

(34) Le plan de Best est publié par Hausen : *Quellen*, III, p. 541-544.

(35) C. Sommer : *Gott ist unser Gesetzgeber* (Cologne, 1795). Extraits publiés par Hansen : *Quellen* III, p. 538-541. Sur Sommer, cf plus bas, p. 52.

(36) « Plan einer inneren Einrichtung der primär Schulen », présenté à l'administration centrale du département de la Sarre par Wyttenbach, Lelièvre et Seyppel, 15 mars 1799 (*Patriotische Beiträge*, II, n° 1, p. 39 sq.).

à se pénétrer de « la moralité », dont Kant a donné la définition sublime : « Agis de telle sorte que la maxime de ton action puisse être érigée en loi universelle (37). »

Ce fut précisément le contraste entre leur idéal et la réalité qui devait tant décevoir les Patriotes rhénans. Ils durent constater que, malgré ses déclarations solennelles, la Révolution avait méprisé l'instruction morale du citoyen. Ce fut le malheur de la France de n'avoir pas progressé d'une façon parallèle dans la voie du devoir et dans celle de la liberté civile. Le citoyen n'a point été soumis à cette sévère mais salutaire discipline qui lui eût permis d'user rationnellement de la liberté dont il avait été trop tôt doté. Au contraire, le goût du pouvoir, la soif de la jouissance et de la fortune s'exaspérèrent sous le Directoire. En 1799, les Cisrhénans se répandent en plaintes amères sur l'impuissance de la France à fonder la liberté sur la morale. « La République, lit-on dans l'*Iris*, journal républicain de Crefeld, n'aurait pas dû s'ériger seulement sur des Constitutions, mais sur des vertus républicaines. Comme la République française serait aujourd'hui solide, si ses premiers chefs, au lieu de ne penser qu'à des conquêtes ou à des rapines, s'étaient efforcés de développer l'éducation de la jeunesse, le respect de la vertu et la simplicité des mœurs, de faire enfin des citoyens de vrais républicains ! (38)

Sévère jugement, mais qui trouve son explication dans la révoltante attitude des fonctionnaires français établis dans les pays rhénans par Rudler. Les Cisrhénans se sont profondément indignés, dans leur sincère idéalisme, de l'absence de toute moralité qui caractérisait un si grand nombre d'administrateurs. Ceux-ci étaient venus, pour une grande part, dans le seul espoir de s'enrichir : les exactions du commissaire du pouvoir exécutif dans le département de Rhin et Moselle, Sta — qui se faisait payer ses déplacements par les caisses municipales à des taux exorbitants — les malversations de Dérode, membre de l'administration centrale du département de la Roer, plus tard magistrat à Coblençe (39), sont des cas à relever parmi cent autres scandales. Les Cisrhénans sont d'autant plus outrés que des Français venus de l'intérieur, ignorant jusqu'à la langue allemande, leur ont été préférés dans les postes administratifs,

(37) Der republikanische Volkslehrer (*Journal für das Saardepartement*, n° 5, p. 386 sq.).

(38) *Politische und literarische Iris vom Niederrhein*, 1799, n° 95.

(39) Sur la corruption des fonctionnaires, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 830-832, 874-877, 907-910, 1050-1057, 1123-1134, 1168-1178.

voire même dans les fonctions municipales. Contre ces profiteurs, ces « sangsues du peuple », contre « cette bande de harpies », eux, les idéalistes, les vrais Républicains, qui ont souffert pour la cause de la liberté, invoquent le devoir qui incombe à l'Etat de faire régner la morale parmi ses fonctionnaires. Ils décrivent le danger que représente pour la future annexion une si malhonnête, une si « dégoûtante » administration. Görres, le redresseur de tous les torts, le hardi pamphlétaire du *Rothe Blatt* et du *Rübezahl*, a donné dès février 1798 un sérieux avertissement aux « autorités constituées » : il attend d'elles « l'incorruptibilité, le désintéressement, la droiture, la justice (40) ». Depuis lors, il poursuit d'une haine « enragée » tous les prévaricateurs dont il dénonce, malgré les menaces de représailles, les honteux agissements. Son indignation éclate dans cette lettre à Marquis, qui prenait alors possession de ses nouvelles fonctions : « Regardons autour de nous, dans la mêlée de la vie politique ; l'abus le plus criant, le premier qui nous frappe, et dont la politique et la morale réclament impérieusement la répression, c'est l'impudence de ces hommes qui, grâce à leur hypocrisie ou à des protections, ont su se pousser dans les emplois publics et maintenant abusent de leur rang et de leur crédit pour s'enrichir par des filouteries et des exactions de toutes sortes, et bâtir leur fortune sur les ruines de l'Etat et de ses administrés. Ignorants en tout, sauf en l'art de l'escroquerie et de la concussion, ils apportent à leurs méfaits le plus subtil raffinement. Virtuoses de la scélératesse, ils savent faire fructifier les terres les plus ingrates, et découvrir les paillettes d'or dans le sable le plus aride ; ils ne reculent devant aucun moyen, fût-ce le plus abject, pour atteindre leurs buts malpropres. Entourés de séides plus véreux qu'eux-mêmes, qui leur viennent en aide là où l'habileté leur fait défaut, et jouent le rôle de commissionnaires et d'entre-metteurs ; redoutés de leurs subordonnés, qu'ils peuvent faire taire brutalement ; adulés enfin de ceux-là mêmes qu'ils ont volés, ces canailles pourrissent la partie saine de la nation et la menacent de décomposition. La République ne connaît pas d'ennemis plus dangereux (41). »

(40) « Die verbundenen Patrioten im Rhein- und Moseldepartement an die konstituirten Gewalten desselben » (*Das Rothe Blatt*, I, n° 1, cité dans *Görres Gesammelte Schriften*, I, p. 79).

(41) « An den Bürger Marquis, beim Antritte seiner Funktionen als Regierungskommissair in den vier neuen Departementen » (*Der Rübezahl*, deuxième trimestre, n° 3, cité dans *Görres Gesammelte Schriften*, p. 461).

Ces plaintes furent unanimes. A Trèves, Haan exprime les mêmes ressentiments que Görres : « La France a connu, dans ces dernières années, de ces faux républicains qui ont versé le sang à flots et accumulé de monstrueuses richesses en usant de la ruse et de la violence... Nous aussi, nous avons vu à des postes élevé des républicains, dont tout le républicanisme résidait dans la bourse. Ils venaient en mendiants à Trèves, et ils partaient au bout de quelques mois chargés d'or. L'on peut être un honnête homme, sans être républicain, mais l'on ne saurait être un bon républicain sans être un honnête homme (42). » A Mayence, Lehne rappelle, dans son *Beobachter vom Donnersberg* que « la prospérité de son pays est liée à celle de la France, mais non aux intérêts personnels de chaque fonctionnaire français (43) ». La colère des Cisirhénans s'étend aux fonctionnaires indigènes, sortis de la bureaucratie de l'Ancien régime, hier encore monarchistes, aujourd'hui républicains, qui se sont mis « par opportunisme » à la disposition des autorités françaises : il est moralement scandaleux, aux yeux des Patriotes, que Rudler leur donne la préférence à des hommes qui ont lutté au péril de leur vie pour la cause de la liberté (44).

A ce triste état de choses, les Cisirhénans connaissent cependant un remède : l'annexion des pays rhénans à la France. Ils estiment en effet qu'imprégnés de la doctrine de l'Impératif catégorique ils apporteront à la République française cette moralité qui lui manque encore si cruellement. C'est là leur conviction profonde, inébranlable. Dans son traité de *Paix perpétuelle*, Görres expose en ces termes ce qu'il croit être « la mission » des Rhénans : « Dans les dix dernières années survint en Allemagne cette Révolution qui, par la théorie, n'a pas apporté moins à l'humanité que celle de la France par la pratique — j'entends par là la réforme que Kant a fait dans la philosophie. Un système moral défiant toutes les attaques, une transformation jusque dans le domaine scientifique, furent les résultats bienfaisants de ce grand bouleversement dont l'influence n'a pas été moins considérable sur les théories de l'éducation. La France, après une agonie de plus de huit ans, après cette période d'anarchie qui a eu sur les individus une si néfaste influence, doit plus que jamais ressentir le besoin de solides méthodes d'éducation et d'une inébranlable éthique. C'est là ce que les Rhénans peuvent lui offrir. Il est vrai que

(42) *Journal für das Saardepartement*, 1799, n° 7, p. 659 sq.

(43) *Beobachter vom Donnersberg*, 1799, n° 182.

(44) *Freund der Freiheit*, n° 10, 30 décembre 1797.

cet Etat serait, même sans apport nouveau, parvenu tôt ou tard au même but. Mais ses progrès seront plus grands et plus rapides, grâce à la fusion de la France avec les pays rhénans, qui possèdent assez d'hommes dont la voix aidera les deux nations séparées par l'abîme du langage à mettre en commun leurs lumières (45). » Wyttenbach croit aussi à « l'amalgame » futur de la liberté et de la moralité dans une France qui s'étendra jusqu'au Rhin : « Comment ne pourrais-je pas ne pas faire allusion à cette autre Révolution, intellectuelle et philosophique, que Kant, l'immortel Kant, a provoquée dans nos croyances et nos principes ? C'est un bonheur pour l'humanité que les deux Révolutions, la française et l'allemande, se soient produites en même temps. Puisse le destin de l'Europe vouloir que l'une relève ce que l'autre a anéanti. Alors se dressera un monument qui sera l'honneur éternel de l'humanité (46). » « Le temps approche, écrit Geich, dans les mêmes sentiments, où nous serons unis à la France. C'est notre avantage, mais c'est aussi celui de la France ; et nous ne parlerons pas ici des gains matériels qu'en tireront sa sécurité, son commerce et son industrie, mais seulement des profits moraux et intellectuels. Or l'Allemagne et la France sont l'une à l'autre dans les mêmes termes qu'autrefois la Grèce et Rome. La nation vaincue a fait l'éducation de son vainqueur. Et Rome serait devenue la ville la plus heureuse du monde si, avec les arts et les sciences, elle n'avait emprunté aussi à la Grèce ses tares et ses vices. Aujourd'hui un tel danger ne menace point la France : nous ne sommes pas un peuple dégénéré. Au contraire, notre nation a fait en son sein une Révolution non moins glorieuse, non moins riche en conséquences que celle dont est sorti le gouvernement de la République ; cette Révolution est du domaine de l'esprit... La France, dans le trouble et le danger où elle se débattait alors, n'a point participé à ce bouleversement de la philosophie, elle n'a même pas remarqué le soleil qui s'était levé, dans toute sa gloire, à l'est de ses frontières. Mais, du jour où la France connaîtra le repos qu'elle a si bien mérité, elle viendra se réchauffer à ces rayons ardents. Nos jeunes gens, incorporés aux légions françaises, apprendront à votre école à combattre pour pour la patrie, tandis que vos élites viendront s'asseoir aux pieds de nos Condorcets. Donnant d'une main et recevant de l'autre, nous nous enorgueillerons d'être les frères de ces

(45) *Görres Gesammelte Schriften*, I, p. 61.

(46) « Denkmal den Wohltätern des Menschengeschlechts » (*Patriotische Beiträge*, I, p. 131-132).

hommes qui ont montré à l'humanité entière le chemin de la liberté ; cette liberté, à notre tour, nous la ferons à une plus haute et plus noble culture. La Révolution française nous a donné l'espoir de devenir des citoyens heureux ; j'attends de la Révolution intellectuelle des Allemands qu'elle fasse de nous des hommes accomplis (47). »

Par l'annexion des pays rhénans à la France, les Cisrhénans espèrent somme toute résoudre le problème qui passionne alors en Allemagne les milieux instruits : la fécondation de la liberté française par la doctrine de l'Impératif catégorique. Dans ce souhait réside toute la présomption, tout l'idéalisme de leur doctrine politique. C'est en effet le côté philosophique, intellectuel de la Révolution qui les occupe uniquement : les Cisrhénans s'intéressent assez peu à l'histoire d'un peuple qui, au milieu des pires dangers intérieurs et extérieurs, sauve sa patrie, réalise son unité, apporte à l'Europe hostile ses lois et ses institutions. Moins qu'un fait historique prodigieux, la Révolution est pour eux un problème abstrait : le progrès de l'humanité sera-t-il vraiment assuré par le triomphe de la liberté française ? La France, ce n'est point ce pays qui par un acte désespéré d'héroïsme a sauvé l'héritage de tant de siècles, c'est seulement la nation dans laquelle s'est incarnée à un moment précis la philosophie des Lumières. Disciples de la culture cosmopolite de l'*Aufklärung*, ils ôtent arbitrairement à la Révolution son caractère national pour ne retenir que l'idée au nom de laquelle s'est accompli ce bouleversement. Ils constatent dès lors sans aucune peine que la liberté, proclamée en 1789, n'a pas donné tous les fruits qu'on attendait d'elle ; qu'en son nom d'innombrables atrocités ont été commises ; qu'elle devint trop souvent anarchie et licence. Ils jugent, après coup, que la France n'était point apte à mener à terme l'œuvre qu'elle avait assumée. Et ils apportent eux, hommes de cabinet, leur remède tout préparé : la morale de l'Impératif catégorique qui redressera une nation corrompue et sauvegardera à l'humanité ses nouvelles conquêtes.

(47) « Über unsere Würdigung zur Vereinigung mit Frankreich » (*Freund der Freiheit*, 13 mai 1798, n° 38). Dans le premier numéro du *Beobachter vom Donnersberg* (25 avril 1798), Lehne développe la même idée : « Das glückliche Ufer des Rheins, das gleichsam als Vereinigungsband der fränkischen und deutschen Nation an jene durch Dankbarkeit und heilsame Gesetze, an diese durch Sitten und Sprache gebunden ist, scheint durch seine Lage und seine Verfassung zum Orte bestimmt, wo die beiden Völker die Früchte ihrer Aufklärung gegeneinander austauschen, wo jedes durch die Erfahrungen des andern bereichert, hier durch Enthusiasm begeistert, dort durch ernste Weisheit gemässigt wird. »

A vrai dire, c'est en hommes de culture et de tempérament allemands que les Cisirhénans ont réagi au drame de la Révolution. Leur enthousiasme à son égard, comme leur déception, fut en tous points la conséquence d'un jugement moral. Pensée bien allemande que la leur, puisqu'ils ramènent l'histoire de l'humanité au jeu des principes, puisqu'ils vivent dans l'illusion que ce sont les idées qui mènent le monde ! L'Etat dont ils espèrent maintenant dicter les lois, où Français et Allemands « échangeront les fruits les plus beaux de leur philosophie respective », est le produit d'une certaine théorie abstraite et absolument inactuelle de la politique. Leur doctrine est celle d'intellectuels habitués à former leurs concepts dans les livres et à appliquer leurs sentences à l'humanité, comme si les hommes étaient disposés à écouter leurs sermons, à puiser les mobiles de leur conduite dans des manuels de philosophie.

Mais, nourris de la philosophie allemande du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Cisirhénans demeurent convaincus que c'est l'Allemagne qui est destinée à réaliser l'idéal universel auquel aspire l'humanité. La supériorité de l'Allemagne réside en effet, selon eux, dans sa culture philosophique, dans le caractère profondément moral de la nation : l'esprit allemand, pensent-ils avec Schiller, est le seul pour qui « les choses saintes existent (48) ». L'univers attend donc de l'Allemagne la révélation de son destin ; leur pays demeure la conscience supérieure de l'humanité. Aussi, quand ils demandent à être unis à la France, sont-ils bien éloignés de rougir de leur culture ; ils cherchent seulement un terrain nouveau où, eux Allemands, ils pourront enseigner utilement la morale de leurs penseurs, faire la preuve de leur « vertu ». Ces hommes, sans aucun patriotisme allemand, croient malgré tout à la mission universelle de l'Allemagne. Ils prétendent être les apôtres de cette mission. Vanité de doctrinaires qui croient pouvoir invoquer la qualité de leur culture pour éduquer les autres nations, qui s'imaginent trop volontiers que les maximes de leurs philosophes peuvent s'ériger, dans le monde, en lois politiques ! Ainsi, dans les théories des Cisirhénans sur l'Etat, retrouve-t-on l'un des traits permanents de la pensée allemande, cet orgueil naïf, qui fait de l'Allemagne le peuple prédestiné à apporter au monde l'harmonie, à réaliser l'humanité intégrale.

(48) Sur le sens du poème *Deutsche Grösse* (1801), où Schiller fonde l'idée nationale allemande sur l'orgueil cosmopolite d'appartenir à un pays qui est appelé un jour à éduquer l'humanité, cf A. Stern : *Der Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben*, p. 150-151.

## CHAPITRE III

### LES CISRHÉNANS ET L'IDÉE RELIGIEUSE

C'est un jugement moral qui détermine l'attitude des Cisirhénans à l'égard du problème de l'Etat. Si maintenant l'historien considère leur doctrine religieuse et l'idée qu'ils se font du rôle de l'Eglise dans l'Etat, c'est encore la philosophie morale de Kant qu'il trouvera au fond de leur doctrine. Hostiles à tout despotisme clérical, irrévérencieux vis-à-vis des croyances et des rites traditionnels de l'Eglise catholique, les Cisirhénans sont malgré tout attachés à une certaine forme de la vie religieuse : la loi morale ne peut être universellement appliquée que si les citoyens ont reçu un enseignement religieux qui vient fortifier leur sentiment du devoir et leur civisme politique. Il s'agit de démontrer ici que cette conviction a déterminé :

- 1° Leur philosophie religieuse ;
- 2° Leur théorie des rapports de l'Eglise et de l'Etat.

I. — Il importe de ne pas se laisser induire en erreur par les attaques violentes de certains Cisirhénans contre le catholicisme contemporain. Qu'au nom de l'*Aufklärung*, Görres invective Rome « capitale de l'Empire des sots », les « tigres sanglants du Vatican », le « fantôme épouvantable de la hiérarchie » catholique (1) ; que Zum Bach (2) accuse les curés « d'éteindre la lumière éternelle de la vérité » ; ou que Biergans, plus gros-

(1) *Das rothe Blatt*, I, 3. Heft (Görres *Gesammelteschriften*, p. 102 sq.).

(2) Karl Peter Anton Zum Bach, né en 1769 à Mayence, avait étudié le droit à Mayence, Erfurt et Iéna. Etabli avocat à Nastätten depuis 1793, il signa à Mayence l'Adresse de réunion et fut nommé en 1798 juge au Tribunal correctionnel de Cologne. Il publia dans le *Rothe Blatt* son poème « Schwur der Vereinigten » (op. cit., p. 449), qui devint l'hymne cisirhénan. Auteur de divers traités et pièces de théâtre, il devait jouer après 1815 dans la défense du Droit rhénan un rôle de premier plan. — Sur sa jeunesse, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 1010, note 5.

sier encore, nous présente comme des despotes, prêts à écraser l'humanité, « les prêtres de Zoroastre, de Confucius, de Moïse, de Christ et de Mahomet » ; que, pour des raisons d'hygiène, il condamne le célibat des prêtres, ou qu'il se gausse des moines, « ces serviteurs de Dieu, gras de lard » ; enfin qu'il justifie sa sortie du cloître par une vocation irrésistible « à servir Apollon et les Muses (3) » : nous devons considérer dans ces anathèmes ou ces grivoiseries la réaction de certains esprits émancipés à l'égard de l'alliance historique du Trône et de l'Autel. Ce que les Cisrhénans attaquent en effet dans l'Eglise catholique c'est moins l'institution elle-même que sa puissance politique, dont elle s'est servie pour épauler l'absolutisme : ces « magiciens noirs », ces « adorateurs du veau d'or », comme dit Görres, ce sont les prêtres d'un culte que les tyrans ont institué pour leur propre salut, ce sont les instruments serviles du despotisme. L'Eglise, en sacrifiant ses fins spirituelles à sa puissance matérielle, a perdu tout crédit : elle n'est plus en état de diriger les âmes. Haan déplore à Trèves que « la religion soit devenue pour la plus grande partie du monde une simple formalité et n'ait aucune action sur la moralité elle-même » ; et il ajoute : « Un jeune homme n'a qu'à jeter un regard sur le monde pour remarquer que les maximes qui lui ont été inculquées par ses maîtres sont parfaitement ridicules et en contradiction évidente avec les réalités qui sont sous ses yeux (4). »

Mais ce regret lui-même, qui se mêle à ces attaques, montre que les Cisrhénans reconnaissent malgré tout une valeur à la religion. Leur attitude à l'égard de l'idée religieuse est inséparable, d'ailleurs, de leur pensée philosophique. Ils reprennent cette thèse de Kant que l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, dont la spéculation théorique ne parvient pas à rendre compte, est postulée par la raison pratique. Dieu apparaît comme l'Etre dont l'existence est démontrée par la liberté de l'homme à se soumettre sans condition à la loi morale. « Nous apprenons à connaître Dieu d'autant mieux que nous pénétrons la sainteté de la loi morale », écrit en 1799 le kantien Haan (5). Débarrassée des superstitions qui l'accablent, ramenée, comme le veut Kant, « dans les limites de la simple raison », la religion cesse d'être un dogme que la philosophie après coup s'efforce

(3) Biergans : *Brutus*, I, p. 14 sq., p. 294, 308 ; II, p. 88, 105, 120, 210 sq. Cf Hansen : *Quellen*, III, p. 430 sq. et 504 sq.

(4) *Journal für das Saardepartement*, V, p. 455-456.

(5) « Der republikanische Volkslehrer » (*Journal für das Saardepartement*, V, p. 393).

de justifier ; elle est une foi profonde que chaque individu trouve en lui-même toutes les fois qu'il agit avec bonne volonté. Dès 1794, Geich, qui avait étudié de très près la philosophie pratique de Kant avec Neeb, son maître, a présenté à ses lecteurs dans le *Pharos für Aeonen* la révolution que Kant avait apportée dans les rapports de la morale et de la religion. Il y avait exposé cette nouvelle théologie, soustraite à tout dogmatisme métaphysique, exclusivement fondée sur la morale (6).

Ainsi définie et ainsi limitée, Geich cependant considère la religion comme absolument indispensable à l'homme et la prend en défense contre les libertins. Dans un article qu'il consacre à « l'influence de l'*Aufklärung* sur la religion », Geich déplore « que la partie la plus remarquable de la nation pense et parle avec une indifférence hardie et un mépris indigne de la sainteté des choses religieuses, ne connaisse d'autre empire que la nature, d'autres liens que le respect des lois et de la Constitution. La cause de cette incrédulité réside dans la mauvaise direction où se trouve engagée la philosophie des Lumières à l'égard de la religion ». Et il conclut : « L'on n'a pas compris que le seul et véritable but de l'*Aufklärung* est, en matière religieuse, l'assujettissement de la volonté à la loi morale (7). » « L'homme vraiment éclairé n'est pas un libre penseur, écrit-il ailleurs, un contempteur des religions : même lorsqu'il évoque leurs préjugés et leurs abus, ce n'est point pour développer contre elles la haine, mais seulement pour instruire l'humanité (8). » Geich n'admet point que le citoyen affecte l'incroyance, l'intolérance à l'égard des croyances traditionnelles : dans le *Pharos*, en 1794, il a stigmatisé les Hébertistes, ces « misérables (*Schurken*), qui ne rêvaient pas seulement la

(6) Geich applique cette idée au problème de l'éducation : « Anstatt die Religion auf vorhergegründeten reinen Moralprinzipien aufzuführen, und seinen Zögling zuvor mit dem an sich guten und bösen einer Handlung bekannt zu machen, ehe man ihn verpflichte, sie zu verrichten, oder zu unterlassen ; so geht man gerade den entgegengesetzten Weg : man will die Moral auf die Religion bauen, man nennt dem Kinde den Namen des höchsten Wesens, um denselben dem Gedächtnisse einzupfropfen, und da man sich darum wenig kümmert, die Leidenschaften des Kindes bei ersten Aufkeimen der Achtung für Tugend und Moralität unterzuordnen, so braucht man in der Folge ein Schreckenbild, um den leidenschaftlichen Knaben im Zaume zu halten, und leider ist man unmoralisch genug das Ideal des höchsten Vollkommenheit hiezu zu missbrauchen. Man trägt jetzt die niederträchtigsten aller Leidenschaften, Zorn und Rachsucht auf die Gottheit über, damit der arme Zögling so bei dem Gedanken des höchsten Wesens zittere... Nun ist er schon für alle Moral unempfänglich. » (Gedanken über Erziehung, *Pharos für Aeonen*, 8. Heft, II, p. 232).

(7) Über den Einfluss der Aufklärung auf Religion » (*Pharos für Aeonen*, I., p. 243-250).

(8) *Bonner Dekadenschrift*, Stück, I, p. 5 sq., cité par Venedey : *Die deutschen Republikaner*, p. 200.

destruction de la République, mais encore celle de toute religion et de toute morale (9) ».

Il est très remarquable que les Cisirhénans veuillent conserver le nom de Christianisme à cette religion morale. A une époque où, en France, les esprits philosophiques demeurent vivement hostiles à la religion chrétienne, les Cisirhénans n'admettent point la nécessité de rompre avec les formes traditionnelles de la vie religieuse (10). « Qu'on se contente, écrit Geich, de restaurer le pur et sublime enseignement de Jésus, nous verrons bientôt la superstition et la libre pensée cesser de jeter partout le trouble et le crime (11). » Ce Christianisme, dont Geich reconnaît l'immense prestige auprès des masses populaires rhénanes, il le voudrait seulement épuré, rénové, plus proche de la religion primitive et de l'enseignement des apôtres. On est d'ailleurs frappé, dans la littérature cisirhénane, par ces réminiscences constantes d'esprit luthérien : religion intérieure et morale, sans hiérarchie, sans culte, sans despotisme clérical. Comme Lessing, les Cisirhénans estiment que la meilleure religion « est celle qui contient le moins d'additions conventionnelles à la religion naturelle ». Cet état d'esprit se retrouve particulièrement vivant dans la brochure du poète trévirois Stammel : *Franz von Sickigen*, où le lien entre l'humanisme de la Réforme et la philosophie religieuse de l'*Aufklärung* est bien défini (12). Et là encore, les Cisirhénans sont fidèles à l'esprit du kantisme.

II. — La religion étant définie, avant tout, comme une « représentation auxiliaire de la morale », comment s'établi-

(9) « Verschwörung der Hébertisten » (*Pharos für Aeonen*, II, p. 1 sq).

(10) C'est ainsi que Neeb, commentant dans le *Pharos für Aeonen* (I, p. 303, note) l'ouvrage de Kant : *La religion dans les limites de la simple raison*, crut devoir faire sur ce livre, qui n'était pas d'accord avec l'enseignement catholique, d'importantes réserves.

(11) Über den Einfluss der Aufklärung auf Religion » (*Pharos für Aeonen*, I, p. 243-250). Geich définit en ces termes l'esprit du christianisme : « Man urtheilt sehr irrig, wenn man die Religion Jesu als eine blossе Anweisung zur Glückseligkeit betrachtet. Die Lehre Jesu geht nicht zunächst auf Glückseligkeit, die wir nur nach einer sehr engen Sphäre zu würdigen verstehen; sondern sie betrachtet den Menschen gleich von der ehrwürdigsten Seite : als Bürger des Himmels, eines Reichs, das unedlich und ewig, und wovon unser irdisches Habe nur als eine Folge anzusehen ist. Jesu legt es zunächst darauf an, den Menschen auf einen Karakter aufmerksam zu machen, der seine sinnliche Natur weit übersteigt ; er erweckt unsere Selbstthätigkeit, und zeigt uns dadurch ein Gesetz, das ewig und allgemeingültig ist, für alle vernünftige Wesen ; ja das selbst der Wille des Urhebers der Natur sei... Das Gesetz ist wesentlich, notwendig, allgemeingültig für Himmel und Erde » (« Sittenlehre Jesu », *Pharos für Aeonen*, II, p. 58).

(12) J. J. Stammel : *Franz von Sickigen*. L'auteur a fait précéder son ouvrage d'une introduction, où il développe les principes de la philosophie kantienne.

ront, dans l'esprit des Cisrhénans, les rapports de l'Eglise et de l'Etat ?

C'est le régime de la Séparation que préconise Görres dans son ouvrage de jeunesse : *La paix perpétuelle*. S'inspirant des thèses que Fichte a développées dans ses considérations sur la Révolution française (13), Görres dénonce les conséquences dangereuses qu'a eues, dans le passé, l'insuffisante délimitation des deux pouvoirs, spirituel et temporel. L'Etat et l'Eglise n'ont, dit-il, « dans leur sens originel, aucun rapport l'un avec l'autre. Le domaine de l'Etat est limité, celui de l'Eglise éternel et infini. Ce n'est que par l'abus de leur puissance, par l'extension illégale de leur juridiction qu'ils sont entrés en conflit ». L'Eglise n'a qu'une fin : conduire les hommes à l'éternité ; sur cette autorité purement spirituelle, l'Etat ne doit pas empiéter, mais sera tolérant envers les Eglises dans la mesure où celles-ci n'ordonnent rien qui soit contraire à la moralité et à l'intérêt public. En revanche, l'Eglise n'a aucun pouvoir temporel : elle n'a droit à aucune juridiction et ne peut exercer sur les fidèles qu'une pression morale, jamais une contrainte physique. Enfin l'Eglise, en tant que telle, ne saurait posséder aucun bien immobilier (14).

A vrai dire, le régime de la Séparation ne convenait guère à l'état des pays rhénans. Si les Patriotes l'envisagent comme un idéal, ils n'ignorent pas que l'Eglise catholique demeure attachée à une conception rétrograde, qui n'est point en harmonie avec la philosophie des Lumières. L'attachement de la plupart des Rhénans à l'Eglise catholique ne laisse pas espérer une paix possible entre elle et l'Etat. Si quelques ecclésiastiques ont pris nettement le parti de la liberté (15), l'immense majorité des prêtres et des moines, partisans fanatiques de l'Ancien régime, sont un obstacle insurmontable au rapprochement des pays rhénans et de la République française. La chronique latine

(13) Fichte : *Beiträge zur Berichtigung der Urtheile des Publikums über die französische Revolution* (*Werke*, VI, p. 264 eq., 271 sq.).

(14) Görres *Gesammelte Schriften*, I, p. 49 sq. La thèse de la Séparation est défendue également par M. Metternich : *Neue politische Unterhaltungen am linken Rheinufer* (4 mars 1798, n° 22) : « Es ist gar nicht Verachtung der Religion vom Seiten des Staates, wenn er sich um deren Handhabung nicht annimmt, wenn er für deren Lehrer nicht sorgt, sondern es ist genaue Erfüllung der Grundsätze auf welchen notwendig der Staat ruht... Es würde daher unter die tönigsten Forderungen gehören, wenn diese Leute verlangten, der Staat solle ihnen einen Pfarrer stellen besolden ; da doch, wie oben gezeigt ist, sich der Staat gar nichts anmassen darf, was irgend die eigenen Religionen eines Theiles seiner Bewohner betrifft. »

(15) Cf Hansen : *Quellen*, III, p. 769.

de l'Augustin colonais Anno Schnorrenberg (16), pour qui la venue des Français est une punition divine à la politique anticléricale des Joseph II et des Maximilien-François, est le document le plus utile qui soit resté sur l'esprit de cette caste, qui ne renoncera que par la force à sa domination séculaire. Dans ces conditions, les Cisirhénans reconnaissent que l'Etat ne peut pas se désintéresser de l'Eglise en lui abandonnant la direction des consciences. Il faut, comme dit Görres lui-même, que l'Etat veille à ce que l'Eglise « suive d'un pas égal le mouvement contemporain de l'*Aufklärung* (17) ». La Séparation ne saurait être si absolue que l'Etat n'ait un droit de regard sur l'enseignement donné par l'Eglise. Il faut donc adapter dès maintenant le christianisme aux exigences de la raison, s'assurer que des prêtres obscurantistes ne développeront plus, devant leurs fidèles trop crédules, un enseignement superstitieux, mais s'associeront au contraire aux efforts de la philosophie pour dégager l'esprit humain des erreurs traditionnelles. En d'autres termes, les Cisirhénans se préoccupent de jeter les plans d'une religion d'Etat : Christianisme rénové, dont les ministres ne seront pas suspectés de défiance à l'égard des institutions républicaines et des conquêtes de la philosophie. Ils estiment souhaitable l'intégration de l'Eglise dans l'Etat.

Le plus intéressant de ces efforts pour résoudre le problème de l'Eglise et de l'Etat est l'étude de l'avocat Christian Sommer : *Dissertation sur le seul moyen de limiter la puissance du clergé* (18). Sommer, comme Görres et Geich, ne saurait admettre la destruction de la Religion, dont les abus proviennent moins de sa nature intrinsèque que des circonstances politiques qui ont donné au clergé une place prépondérante dans l'Etat. Sommer tient à sauvegarder le Christianisme, libéré d'ailleurs de tout appareil historique, devenu une simple religion morale : « Je supplie, écrit-il, quiconque a eu la grâce d'être élevé en cette foi de ne vouloir la changer contre aucune autre, bien moins encore contre la libre pensée. La religion du Christ a enseigné à l'homme à ne croire qu'en un seul Dieu, à avoir confiance en lui, à espérer l'immortalité et la vie

(16) *Genus chronicorum catholicorum, complectens singula hujus saeculi decimi octavi circa finem in orbe gesta*, opera P. Annonis Schnorrenberg, Ubii ordinis Eremitarum s. p. Augustini, eodem tempore hic Coloniae viventis anno aerae christianae 1780. — Sur cette chronique (1780-1802), cf Hashagen : op. cit., p. 505 sq. ; Hansen : *Quellen*, II, p. 27.

(17) Görres *Gesammelteschriften*, I, p. 50.

(18) C. Sommer : *Abhandlung über die einzig mögliche Art, das Priestertum einzuschränken* (Cologne, 1798). — Sur Sommer, cf plus bas, p. 52.

éternelle (19). » Il reconnaît si profondément les bienfaits de cette religion qu'il n'hésite pas à faire du prêtre la plus haute autorité morale de l'Etat. Instruit non seulement dans les sciences physiques et naturelles, mais encore dans la philosophie pratique de Kant, il sera en état de « préserver ses fidèles des deux dangers qu'ils courent, l'incroyance d'une part, le fanatisme de l'autre (20) ». Le prêtre sera avant tout un citoyen instruit dans la constitution de l'Etat ; et, à ce titre, il sera « le premier fonctionnaire » de sa paroisse, « destiné à faire pénétrer dans la société civile la lumière, la vérité et le progrès (21) » : car en formant des citoyens utiles, il fera aussi de bons chrétiens. Outre qu'il exercera le culte — un culte en langue allemande et d'une extrême simplicité — il parlera en chaire à ses fidèles « sur l'Evangile, la philosophie pratique, la Constitution et les lois civiles », clairement et brièvement ; le prêtre accompagnera de ses conseils chacun des actes de la vie de ses concitoyens : « c'est un homme, dit Sommer, plein de connaissances utiles, de pénétration et de justice ». Tous les événements de la vie d'une communauté : naissance, mariage, séparation, mort recevront la consécration de la vie religieuse. Le prêtre apaisera les querelles conjugales, élèvera les orphelins, surveillera les héritages, fera fonction de juge de paix (22). Salarié par l'Etat, il recevra un traitement convenable qui le mettra à l'abri de l'extrême misère, ainsi que des tentations de la richesse : car, dit Sommer, « les prêtres doivent être protégés contre l'indigence et aussi contre l'opulence (23) ».

Cette théorie, qui ne vise à rien moins qu'à associer l'Eglise à l'Etat dans l'éducation de la nation, ne peut être bien interprétée que si elle est replacée en son temps. En 1798, le Directoire, tout en affirmant son attachement au régime de la Séparation, favorise et développe des cultes nouveaux : Culte décadaire, Théophilanthropie. Il estime donc indispensable de donner à la lutte contre le christianisme une forme nouvelle et de fonder, sur des bases rationnelles, des religions qui pourront entrer en concurrence avec la foi traditionnelle. L'on ne discute plus la nécessité d'appuyer l'éducation morale de l'humanité sur l'idée religieuse. Mais, alors qu'en France les

(19) C. Sommer : *Abhandlung über die einzig mögliche Art, das Priestertum einzuschränken* : op. cit., p. 32.

(20) Id., *ibid.* : op. cit., p. 31.

(21) Id., *ibid.* : op. cit., p. 35.

(22) Id., *ibid.* : op. cit., p. 39-41.

(23) Id., *ibid.* : op. cit., p. 45.

fondateurs de la religion nouvelle se posent en adversaires du christianisme, pour lequel ils n'ont pas assez d'ironie, Sommer prétend utiliser celui-ci, après l'avoir régénéré, pour le grand bien de la philosophie et de l'Etat. En d'autres termes, il espère que le Clergé usera de son autorité séculaire sur les consciences pour enseigner aux hommes leurs devoirs sociaux et moraux. Par son attachement au principe même du christianisme, Sommer d'ailleurs réagit comme tant d'autres Allemands, pour qui la faiblesse de la Théophilanthropie réside dans son hostilité à l'idée chrétienne : le traducteur allemand du Rituel théophilanthropique, Dyk (24), ne juge-t-il pas qu'il faut faire leur part aux Mystères et à la Révélation, ces dogmes du christianisme « qui ne font qu'exprimer d'une façon divine les certitudes des vérités rationnelles » ; ne souhaite-il pas que les théophilantropes reprennent prochainement le beau nom de chrétiens ?

Ici apparaît l'affinité entre les théories des Cisirhénans sur la religion et la pensée allemande de l'*Aufklärung*. Sommer est l'héritier, sur le Rhin, de la tradition du Joséphisme, dont E. Schneider avait fait en 1790, à la mort de l'Empereur, un si éclatant éloge (25). En 1794, Geich, qui avait été l'élève de Schneider à Bonn, a exprimé ce que l'*Aufklärung* devait à Joseph II et montré pourquoi les forces de l'obscurantisme s'étaient si basement attaquées à lui ; dans sa volonté de mener d'un mouvement parallèle le gouvernement de l'Etat et celui de l'Eglise, il a rencontré l'opposition cruelle et venimeuse des fanatiques et des révolutionnaires : « La rébellion des Pays-Bas, écrit-il, où son effort persévérant pour assurer le bonheur et la vertu des hommes s'est heurté à tant d'ingratitude, est la meilleure preuve que l'absence de lumières dans la nation est la cause des bouleversements révolutionnaires (26). » Sommer, lui aussi, souhaite un Etat tolérant, éclairé, désireux de s'entourer de toutes les forces auxiliaires qui se présentent à lui et dont la plus puissante est assurément l'Eglise. Cette Eglise respectée, mais soumise, dont il trace le tableau, au sein de laquelle

(24) Dyk : *Gottes Verehrung der Neufranken oder Ritualbuch der Theophilanthropen, einer unlängst zu Paris entstandenen religiösen Gesellschaft* (Leipzig, 1797-1798) ; cf notamment sur l'opinion de Dyk, I, p. 130 ; II, p. 163 sq. et p. 191. — Sur cet ouvrage, cf A. Mathiez : *La théophilanthropie et le culte décadaire* (Paris, Alcan, 1904), p. 391. — Il est possible que Sommer ait connu la thèse de Dyk sur la théophilanthropie par l'ouvrage de Friedel qui, sous le même titre que Dyk, traduit le manuel théophilanthropique à Mayence en 1798.

(25) Cf *Quellen*, I, p. 578.

(26) « Über den Einfluss der Aufklärung auf Revolutionen » (*Pharos für Aeonen*, I, p. 1 sq.), cité par Hansen : *Quellen*, III, p. 22.

l'Etat légifère pour le plus grand bien de la philosophie, où les clercs sont ramenés au rang d'instituteurs de la morale, c'est celle que Joseph II a tenté d'instaurer en Autriche et, dans une certaine mesure, les Archevêques-Electeurs dans les pays rhénans.

C'est l'intégration de l'Eglise dans l'Etat que défend encore en 1801 le Prieur Hoogen (27), ci-devant professeur de religion catholique à Cologne, maintenant rallié au régime français et membre du Jury de l'enseignement à Erkelenz. Dans un petit traité composé en 1801 : *De quelle manière développer dans les quatre départements l'attachement à la Constitution et l'amour de la patrie*, Hoogen démontre la nécessité pour l'Etat français de ne pas méconnaître l'importance de l'idée religieuse : les quatre départements de la rive gauche du Rhin sont à ses yeux profondément catholiques, mais d'un catholicisme éclairé. Le déisme et la théophilanthropie ne conviennent pas à ce pays, qui ne peut se passer « de l'inspiration plus haute du christianisme » : « il est cinquante ans trop tôt, écrit-il, pour que le peuple fasse de la raison la maxime de ses actions ». Le gouvernement français se doit d'affermir « la moralité du peuple » par l'influence religieuse. Est-ce à dire que l'école doive être rendue au clergé catholique ? Hoogen ne le pense pas. L'enseignement doit demeurer à la charge de l'Etat : le progrès des Lumières et la nécessité de respecter les diverses confessions religieuses l'exige absolument. Hoogen, dont la formation pédagogique est tout allemande, fait l'apologie du système introduit en Prusse par Frédéric II et son ministre von Zedlitz qui ont arraché l'école au despotisme des théologiens et donné à l'Etat le monopole de l'enseignement. Dans le même esprit que le pédagogue catholique Felbiger, Hoogen estime que l'Eglise doit volontairement mettre les forces intellectuelles dont elle dispose au service des idées et des méthodes que l'*Aufklärung* a suscitées en Allemagne dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il insiste pour que l'enseignement donné dans les écoles primaires par les prêtres soit conforme à la philosophie des Lumières et vise à faire non pas des hommes superstitieux, mais des citoyens

(27) J. Hoogen (1742-1805), natif de Kempen, avait étudié à Cologne, enseigné dans la même ville et avait été nommé en 1799 Prieur du couvent de Wegberg. Il était en rapport épistolaire avec plusieurs pédagogues célèbres de son temps, entre autres Overberg à Munster. Son petit traité, dédié à Shée et à Röderer : *Durch welche Mittel lässt sich in den vier Departement am linken Rheinufer Anhänglichkeit an die Verfassung und Liebe zum Vaterland bewirken ?* (Köln, 1801), témoigne de sentiments français. Sur lui, cf Hashagen : op. cit., 133 et 179-181 ; Hansen : *Quellen*, IV, p. 1007.

dévoués à l'Etat et utiles à la société. Une telle doctrine montrait d'une façon évidente la persistance, au tournant des deux siècles, de l'idéal joséphiste dans les sphères éclairées des Rhénans amis de la France.

Dans le domaine de la religion comme dans celui de la politique, les Cisrhénans demeurent donc fidèles à la culture allemande de l'*Aufklärung*. La religion qu'ils adoptent est une religion morale, tournée moins vers la spéculation que vers l'action. L'Eglise qu'ils veulent rénover sera un établissement d'Etat qui doit jouer un rôle essentiel dans la formation pédagogique des citoyens. Les prêtres qu'ils veulent instruire ne seront point des mystiques, mais des contremaîtres de l'Etat, des professeurs de devoir civique. Ainsi, selon eux, sera intégré dans l'Etat, représentant et promoteur de la civilisation éclairée, un Christianisme épuré et rationalisé. Alors qu'en France, au cours de la Révolution, les esprits philosophiques se sont de plus en plus détachés de la religion traditionnelle, soit que par hostilité ils veuillent séparer complètement l'Eglise romaine de l'Etat, soit qu'ils songent à fonder sur une base rationaliste des religions nouvelles, les Cisrhénans demeurent attachés à cette idée que le Christianisme pourra tout de même faire sa paix avec la philosophie des Lumières. Ils soutiennent à la fin du siècle les mêmes doctrines dont Wessenberg allait tenter l'application dans le diocèse de Constance et qui devaient inspirer jusqu'à un certain point la politique de Dahlberg.

Plus tard, sous la domination prussienne, le Joséphisme, encore vivace dans une grande partie du clergé rhénan, inspirera le théologien Georg Hermes, activement soutenu par l'archevêque de Cologne, von Spiegel : Hermes, qui enseigna plusieurs années à Bonn, tenta en effet de concilier le dogme catholique et la philosophie kantienne et souhaita former des catholiques tolérants, éclairés, désireux de collaborer utilement avec l'Etat et ouverts aux découvertes de la science moderne. Un catholicisme libéral est demeuré, plus tard encore, l'apanage d'un certain nombre de grandes familles rhénanes, attachées cependant à la religion ancestrale, les Kaufmann à Bonn par exemple. Ainsi la doctrine du Joséphisme qui a prévalu dans les Cours allemandes pendant le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle s'est perpétué sur le Rhin jusqu'après 1830. Il n'est point indifférent de constater que certains Cisrhénans ont contribué pour leur part à la persistance de ces idées.

## CHAPITRE IV

### LES IDÉES FICHTÉENNES CHEZ CHRISTIAN SOMMER

La personnalité de Christian Sommer, qui est ici pour la première fois l'objet d'une étude approfondie, est particulièrement intéressante parce que, à l'influence de la doctrine morale de Kant, vient s'ajouter dans son œuvre celle de la Philosophie du Droit de Fichte. Ainsi, dans les écrits de ce Cisirhénan, on retrouve la trace des deux grands courants de pensée qui ont agité l'Allemagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Sommer (1) a participé au mouvement cisrhénan, il est vrai d'une façon assez personnelle. Comme Biergans et Geich, il avait été destiné par son père à porter l'habit ecclésiastique : mais dès 1787 il avait quitté le Séminaire théologique pour s'adonner à la jurisprudence. En 1794, il était établi comme avocat à Cologne. C'est là qu'il publia son premier ouvrage — *Dieu est notre législateur* — qui n'est guère autre chose qu'un manuel de philosophie kantienne (2). Nommé en juillet 1797 secrétaire auprès du Commissaire Rethel à Cologne, il intervint du côté des Français dans le conflit qui opposait le Sénat de Cologne et les autorités de la République (3) ; et quand Rethel arrêta, le 19 août 1797, la Commission exécutive du Sénat, Sommer lança un appel : *Aux habitants de la ville de Cologne et des villages avoisinants* (4), où il les invite à rejeter

(1) Sur Christian Sommer, né à Mersch (près Juliers), le 27 février 1767, cf. A. D. B. : Hachagen : op. cit., p. 489, qui ne donnent que des renseignements fragmentaires. C'est Hansen qui, dans ses *Quellen*, a révélé l'importance de ce personnage (III, p. 538-541 ; 1046-1051 ; 1127-1129 ; IV, p. 358-362 ; 534-536 ; 1124-1127).

(2) Sur cet ouvrage, cf. plus haut, p. 35.

(3) La Commission intermédiaire de Bonn ayant fait verser par le Sénat de Cologne une contribution de guerre de 240.000 livres, Sommer accusa le Sénat de tenter une répartition injuste des sommes à verser : *Zuschrift an die stadtkölnische Kontributionskommission auf ihre am 5. Juli 1797 bei der kölnischen Bürgerschaft herumgetragene Anzeige* (Köln, 1797). Sur cette brochure, cf. Hansen : *Quellen*, III, p. 1050-1051.

(4) *An die Bewohner der Stadt Köln am Rhein und der benachbarten Dörfer* (Köln, août 1797). Sur cette brochure, cf. Hansen : *Quellen*, III, p. 1127-1129.

la domination d'une aristocratie ambitieuse et égoïste pour travailler, soit à la réunion à la France, soit à la formation d'un Etat libre. C'est un appel pressant à la lutte des classes que ce petit ouvrage de Sommer : il est le défenseur des humbles contre la bourgeoisie riche qui a exploité à son profit une Constitution séculaire. Mieux que les autres Cisirhénans — Görres, Geich ou Biergans — qui se placent sur un terrain purement intellectuel, Sommer fait appel « aux classes nécessiteuses », petits commerçants ou paysans — qui n'ont à manger « qu'un morceau de pain sec » — afin qu'elles secouent la domination des « exploiters ». De même, quelques mois plus tard, Sommer apparaîtra au Cercle constitutionnel de Cologne comme le protecteur des petites gens, ce qui lui valut sans doute de fortes animosités (5). Les ouvrages de caractère technique qu'il a consacrés, soit à la réglementation de la chasse (6), soit à la construction des routes (7), soit à la question des impôts d'octroi (8), manifestent l'intérêt qu'il porte au problème si délicat, à Cologne, du paupérisme. Ces préoccupations sont intéressantes pour comprendre l'évolution de Sommer vers le socialisme fichtéen.

Il est en août 1797 l'un des promoteurs du mouvement cisirhénan à Cologne. Il ne semble pas cependant que cet homme autoritaire ait consenti à jouer le rôle subalterne que lui assignaient les autorités françaises : dès septembre 1797, il abandonne ses fonctions auprès de Rethel ; il refuse le poste de secrétaire de Régence à Düren, dont la Commission intermédiaire voulait le charger (9) ; et il ne parvient pas non plus à entrer dans le nouveau magistrat républicain de Cologne, n'étant point originaire de cette ville (10). Dès lors, il apparaît nettement que Sommer se détache de ses amis cisirhénans qui, avec Görres et Geich, travaillent à la réunion pure et simple de la rive gauche du Rhin avec la France. Les Rhénans, pense-t-il, ne doivent compter que sur eux-mêmes. C'est dans cet esprit qu'il fit éditer en novembre 1797 sa *Constitution pour la ville de Cologne*, dont le titre lui-même est significatif : ce n'est pas dans le cadre de la France républicaine, mais dans les limites historiques de la vieille cité hanséatique que Cologne

(5) Cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 534-536.

(6) *Über die einzig mögliche Art, das Jagdwesen wohl einzurichten* (Köln, 1798).

(7) *Über den Strassenbau und die Erhebung der Zollgebühren* (Köln, 1800).

(8) *Patriotische Gedanken über das Octroi* (Frankfurt, 1803).

(9) Cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 60.

(10) Cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 95, note 2.

doit recevoir une Constitution. Reprenant le vœu cher aux Colonnais, et présenté plus d'une fois par eux aux autorités françaises — en 1792 à Dumouriez, en 1794 à Jourdan, en 1795 par le Bourgmestre Dumont à la Convention — Sommer souhaite que Cologne, formant « un Etat dans l'Etat », continue à s'administrer en commune autonome (11). Les événements des années suivantes devaient le confirmer dans son hostilité au régime centralisateur que les partisans de « la République une et indivisible » voulaient imposer aux nouveaux départements. Esprit indépendant, ennemi de « cette liberté tant vantée dont les Français veulent avec leur excessive générosité nous doter comme un pays conquis », Sommer fait dans sa revue *Der Patriot* (12), qui paraît à Cologne depuis juin 1799, une critique acerbe de l'administration française : il ne demande pas plus la liberté à la France, « qu'aux Russes et aux aristocrates » ; il veut que « chaque peuple conquière lui-même sa liberté ». C'étaient les mêmes reproches que Görres adressait aux fonctionnaires français dans le *Rothe Blatt* et le *Rübezahl*. Mais au lieu de chercher dans l'annexion à la France le remède à tous les maux, Sommer insiste sur la nécessité de laisser aux Rhénans une large autonomie politique et morale (13).

Sommer faisait donc à Cologne figure d'original. Caractère « querelleur, chicaneur, sophiste (14) », il n'a point obtenu dans sa ville d'élection la situation à laquelle il croyait avoir droit. Comme il le dit lui-même dans son *Patriot*, il n'appartient en effet à aucun parti et ne veut appartenir à aucun : « J'ai l'esprit trop rigide pour pouvoir me tourner du côté où souffle le vent », écrit-il (15). C'est cet homme qui, poursui-

(11) *Konstitution für die Stadt Köln. Den stadtkölnischen Bürgern zur Prüfung vorgelegt von Christian Sommer* (Köln am Rhein, 1797). Le projet de Constitution présenté par Sommer est inspiré de la Constitution française de l'An III, pour laquelle les Cisrhénans avaient une si vive admiration : mais Sommer prend soin de faire précéder les articles constitutionnels par un exposé de principe imprégné de moralisme kantien. — Sur cette brochure, cf *Quellen*, IV, p. 358-362.

(12) Sur cette revue, dont il ne parut que deux numéros, cf *Quellen*, IV, p. 1125-1127. Ces attaques contre les autorités françaises valurent à Sommer d'être arrêté et incarcéré du 28 septembre au 26 octobre 1799.

(13) D'ailleurs Sommer ne conçoit point la constitution d'un Etat rhénan autonome ; c'est sous une forme municipale qu'il envisage pour ses compatriotes la faculté de s'administrer eux-mêmes.

(14) Sur ce jugement, cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 1125, note 3. Cependant, en 1804, le futur maire de Cologne, K. J. von Mylius, notera que Sommer, « par ses talents et ses connaissances, ainsi que sa pensée sincère et juste, a droit à toute considération et est beaucoup moins écouté qu'il ne le mérite ». Une autre personnalité le dépeint à la même époque comme l'un « des auteurs vivants que possède la Mairie de Cologne, qui se sont acquis une grande réputation dans le monde littéraire par leurs ouvrages ».

(15) *Der Patriot*, I, Vorwort.

vant son propre chemin au milieu de l'indifférence générale, fit connaître aux Rhénans après de longues années d'étude certaines des théories juridiques et politiques de Fichte. Il s'efforce en effet de définir dans son petit traité : *Les bases d'un Etat parfait* (Cologne 1802), une doctrine « totalitaire », qui confiât à l'Etat la direction de la vie morale et économique de la nation. S'il reprend certaines des idées que nous avons déjà rencontrées dans sa dissertation *Sur le seul moyen de limiter la puissance du Clergé* (16), c'est cette fois-ci l'ensemble des diverses branches de l'activité humaine — religion, famille, commerce, industrie, agriculture — qu'il prétend soumettre à une discipline rationnelle. L'on pourra suivre dans son ouvrage ces trois thèses principales :

1° L'Etat est l'incarnation du Droit ;

2° L'Etat doit soumettre par l'éducation les volontés individuelles à l'intérêt national ;

3 L'Etat a la direction de la vie économique de la nation.

I. — L'étude de Sommer commence par une définition du Droit. Selon lui, l'individu isolé est juridiquement une fiction : « L'homme jeté sur une île déserte est assurément le maître de tout ce qui l'entoure. Il a un droit sur tout ce qu'il peut atteindre. Les fruits et les plantes sont à sa disposition ; il peut employer toutes les ressources de son génie à en faire la meilleure utilisation possible et donner à sa nature sensible les joies les plus recherchées. Mais l'homme, qui n'est qu'un homme parmi ses semblables, n'est pas le maître de ce qui l'entoure ; il n'a aucun droit sur les objets qu'il serait, s'il était seul, en état d'acquérir (17). » Ainsi le Droit exige le respect d'une certaine sociabilité, une réciprocité entre les êtres, que rend nécessaire « la limitation des ressources terrestres (18) ». L'origine du Droit est donc sociale : l'homme n'acquiert l'idée du Droit que du jour où, dépassant le niveau de la bête, il voit dans les autres êtres des êtres comme lui et libres comme lui. Il reconnaît dès lors qu'il est indispensable de se soumettre à une discipline collective.

Le Contrat social ne s'applique pas à l'être instinctif (*Erfahrungsmensch*), mais à l'être raisonnable (*Vernunftmensch*). Il définit en effet pour tous les membres de la société une activité commune et nécessaire : car la raison ne peut concevoir

(16) Sur cet ouvrage, cf plus haut, p. 47.

(17) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 13.

(18) *Ibid.*, p. 16.

dans l'ordre social l'anarchie des volontés. « C'est à l'humanité entière, écrit-il, qu'appartient la nature ; aussi n'est-il pas tolérable qu'un citoyen utilise arbitrairement ou s'abstienne d'utiliser la portion qui lui a été attribuée sur cette terre... C'est selon des fins raisonnables que les hommes doivent ordonner la nature. Toute maxime opposée à ce principe doit être délibérément repoussée de la société future (19). » Sommer reconnaît donc que le rationnel et le social sont une seule et même chose : l'homme raisonnable ne peut vouloir autre chose que l'intérêt général ; inversement la société ne peut maintenir le Contrat originel qu'en faisant appel à la raison humaine.

Assurer l'existence du Contrat social, en soumettant l'activité des hommes à une loi raisonnable, telle est la fin de l'Etat. C'est à lui qu'il appartient de faire exécuter les devoirs et respecter les libertés. Il est donc l'incarnation vivante du Droit. Puisque l'homme est ainsi fait, « qu'il ne veut pas nécessairement le bien, qu'il se livre volontiers à ses mauvais instincts », il est indispensable qu'une autorité extérieure l'oblige à reconnaître les lois de la sociabilité. Il n'y a pas de Droit sans contrainte, ni de contrainte sans une main de fer, celle de l'Etat. La peine est, selon lui, moins une réparation morale qu'une force coercitive, une mesure de police destinée à assurer le respect du Contrat social. Elle doit être sévère, impitoyable, mais humaine parce qu'elle doit tenir compte de la rentrée éventuelle du coupable dans la communauté (20). L'Etat, en donnant une sanction au Droit, est donc la garantie élémentaire de la vie sociale.

L'existence de l'Etat étant ainsi justifiée, Sommer s'inquiète de la forme constitutionnelle qu'il devra revêtir. Sans s'attarder à l'étude des régimes politiques, à laquelle il semble parfaitement indifférent, Sommer déclare que l'autorité suprême doit appartenir à un monarque (*Regent*). Celui-ci, symbole vivant de l'Etat, exercera dans sa plénitude les pouvoirs exécutifs et législatifs. Seul responsable, il prendra toutes les initiatives, sur la sagesse desquelles personne n'aura à objecter quoi que ce soit. Mais, pour que le *Regent* ne gouverne pas tyranniquement ou dans son intérêt personnel, il devra être surveillé par le Sénat conservateur (*Erhaltungssenat*), dont la fonction sera de décider si les initiatives du *Regent* sont constitutionnelles ou non. Si l'esprit de la Constitution est observé, le Sénat émettra

(19) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 37.

(20) *Ibid.*, p. 60.

un *Approbatum* ; sinon, un *Reprobatum*, qui devra être voté par les deux tiers au moins des membres de l'Assemblée. En ce dernier cas, le *Regent* devra abandonner son projet. S'il veut malgré tout imposer ses décisions, le Sénat prononcera un *Interdictum* sur le gouvernement, qui délie tous les membres de la communauté du serment de fidélité. Le différend sera alors examiné par un Tribunal populaire, issu directement de la nation qui, dans l'espace de trente jours, ou rétablira le *Regent* dans ses droits, ou l'obligera à s'exiler. Enfin, prévoyant le cas où le Sénat conservateur laisserait promulguer des lois qu'il eût dû en conscience repousser, Sommer institue le *Referendum* : chaque citoyen pourra dans l'espace de trois mois motiver une accusation de complaisance à l'égard du Sénat ; le Tribunal populaire sera, ici encore, juge souverain : s'il approuve l'attitude du plaignant, les membres du Sénat seront démis ; s'il le condamne, le plaignant passera le reste de sa vie en prison pour avoir porté atteinte à la majesté du Sénat (21).

Le système politique que précise Sommer est, en dernière analyse, une dictature personnelle, issue du peuple. Sommer estime que le peuple n'est pas capable de se gouverner ni par lui-même, ni par ses représentants : la démocratie est, selon lui, synonyme d'anarchie. Il souhaite que l'ensemble des pouvoirs soit concentré dans une même main. Mais en revanche, le chef de l'Etat doit répondre de ses actions devant la nation, qui doit avoir assez d'esprit public et pour se soumettre sans discuter à la contrainte que lui impose l'Etat, et pour surveiller la gestion de son chef. Un pareil gouvernement exige de la part de la nation une forte éducation politique et morale : car, sans formation civique, le lien social s'effrite et la tyrannie est proche. « Afin que dans la société civile ne surviennent pas de redoutables révolutions, les jeunes enfants doivent apprendre de bonne heure à aimer leur patrie, à respecter leurs ancêtres et à se soumettre joyeusement aux lois (22). » Ainsi l'Etat n'a d'autre garantie de durée que la bonne volonté de ses sujets.

II. — A l'éducation de la jeunesse, Sommer attache dans son livre une importance capitale : il la veut tout entière entre les mains de l'Etat.

C'est, dit-il, par la vie en société et les obligations qui en découlent que nous prenons conscience du Devoir, notion que

(21) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p.64-74.

(22) *Ibid.*, p. 76.

« nous n'aurions sans doute pas conçue dans l'isolement et au milieu de la nature sauvage... Car c'est la pensée de la loi et de l'ordre universel qui nous conduit à la vie intérieure, à l'examen approfondi de nos intentions. Alors nous saisissons la voix d'un Impératif, dont la majesté ne tolère aucune désobéissance. Nous sommes enjoints de nous soumettre à un ordre plus élevé que celui qui commanderait à notre solitude (23) ». La morale ne se pratique donc pas dans l'isolement, mais au contact de nos semblables. Or « l'homme de bonne volonté, écrit Sommer, celui qui a le cœur pur, croit en Dieu (24) ». En vrai kantien, il estime en effet que la religion ne pénètre pas dans le cœur de l'homme « par la voie d'une froide spéculation, ni par le sentiment douteux d'une révélation originelle (25) », mais par la conscience de sa liberté. « A quoi bon la raison, la moralité, la liberté si le destin de l'homme était limité à cette terre et pouvait être réalisé dans sa totalité ici-bas ? (26) » L'Etat, qui a pour mission de former de bons citoyens et d'assurer le respect de l'ordre social, ne peut donc se passer de l'appui de l'Eglise, qui a sur les consciences un si grand prestige. Cette Eglise réprouve toute superstition et tout fanatisme ; elle n'a d'autre mission que faire connaître le droit, la vérité, la moralité et la religion naturelle. Son rôle étant ainsi limité et défini, l'Etat tiendra à l'associer à son œuvre éducatrice : car « si l'Etat surveille et ordonne les actes des citoyens, l'Eglise doit développer chez eux la bonne volonté (27). » Les prêtres seront des fonctionnaires (*Staatsbeamte*), traités avec déférence et égards, bien appointés, et qui auront pour charge d'enseigner la vertu (*Tugendlehrer*). L'on reconnaît ici l'idéal pédagogique du Joséphisme.

L'Etat parfait ne se contentera pas d'ailleurs de veiller à ce que l'Eglise développe les vertus civiques et morales chez la jeunesse. Il devra mettre à sa disposition, lorsque cela est nécessaire, des écoles pour les deux sexes ; à l'issue de la scolarité, il devra faire passer à tous les enfants de 14 ans un examen qui portera non seulement sur leurs connaissances usuelles, mais sur leur éducation de citoyens. « Il sera posé des questions sur la destinée de l'homme, sur ses devoirs, sur ses droits ; sur la dignité du citoyen et de l'homme libre ; sur la Consti-

(23) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 98.

(24) *Ibid.*, p. 103.

(25) *Ibid.*, p. 97.

(26) *Ibid.*, p. 101.

(27) *Ibid.*, p. 126.

tution et ses lois ; sur la supériorité des institutions nationales ; sur les mobiles du patriotisme ; sur la croyance en Dieu et l'immortalité ; sur la religion, la loi de Dieu et les récompenses éternelles (28). » A la suite de cet examen, l'Etat, représenté dans chaque commune par des Censeurs (*Sittenrichter*), éprouvera les qualités physiques et morales de l'adolescent et décidera souverainement de sa vocation et de son métier ; les parents seront appelés à formuler des propositions, mais l'Etat demeurera juge en dernier ressort : « Car l'enfant n'est pas éternellement un membre esclave de la famille ; il doit être rendu apte à contribuer librement au bien de la société (29). » Sommer réproouve formellement une société où « les parents, d'après l'arbitraire, le caprice, l'orgueil ou l'entêtement, décident de la vie à laquelle leurs enfants seront destinés (30) ».

La jeunesse, sortie de l'école, demeurera encore sous la surveillance sévère de l'Etat. « Si la société, écrit Sommer, a la responsabilité d'assurer à tous les citoyens une subsistance décente, elle a le droit d'exiger en revanche que la jeunesse soit élevée convenablement et maintenue dans le droit chemin (31). » Aussi Sommer veut-il que, à partir de 14 ans, la jeunesse ne soit pas livrée à elle-même ou à la tutelle débonnaire de la famille. L'Etat ne devra pas tolérer que les jeunes gens vivent en dehors de la commune où ils ont été élevés ; ils ne pourront s'établir dans aucune autre commune sans le consentement exprès de la police. Par cette mesure draconienne, Sommer prétend supprimer la prostitution féminine qui est, selon lui, un scandale dans un Etat civilisé. Comment admettre en effet que dans une société régie par l'idée du Droit, où l'homme ne peut user de ses propres facultés que dans l'intérêt général, la jeunesse ait la liberté de livrer son corps et d'en faire un trafic honteux (32). L'Etat a, à cet égard, une belle mission à remplir : la parole de l'Eglise, l'enseignement demeureront inopérants, si le gouvernement, usant de ses droits de contrainte, ne lutte pas contre le mal de toute son énergie.

III. — Sommer a montré dans les précédents développements comment l'Etat pourra, par l'éducation, faire plier les volontés

(28) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 170-171.

(29) *Ibid.*, p. 176.

(30) *Ibid.*, p. 178.

(31) *Ibid.*, p. 181.

(32) *Ibid.*, p. 188. Sommer a demandé, dans sa brochure *Patriotische Gedanken über das Octroi*, la suppression pure et simple des maisons de passe.

individuelles devant des fins collectives. Il aura ainsi formé une jeunesse d'esprit patriotique, dévouée au bien public, prête à tous les sacrifices. Cette humanité robuste consentira plus tard à se soumettre à une discipline de fer, professionnelle et économique, grâce à laquelle l'Etat pourra du moins assurer à tous les citoyens une existence convenable.

Car c'est là la raison d'être du Contrat social. « L'homme qui vit parmi ses semblables n'a pas le droit de dire, en s'appuyant sur la force : Ce champ est le mien ; ce fruit, cette plante sont à moi. Non, il n'a la permission de dire que ceci : J'ai un droit à la vie. Ce droit, tous les hommes, si nombreux soient-ils, peuvent et doivent l'affirmer. Celui qui le dispute à autrui se retranche lui-même de la communauté. Le droit à la vie ne s'appuie sur aucun droit antérieur ; il est la condition *sine qua non* du Droit (33). » Sommer poussant l'analyse plus loin montre que le citoyen n'a pas seulement le droit à la vie, mais celui de persévérer dans son existence : il doit exiger de la société qu'elle répartisse toutes les richesses de telle façon qu'il en ait sa part.

Cette proposition est grosse de conséquences pratiques : elle conduit en effet à une conception socialiste de la propriété. « Le premier devoir de la société, écrit Sommer, est de partager la terre entre ses membres (34) » : l'Etat doit donner à tout citoyen un minimum de propriété qui lui permette d'assurer l'exercice de ses facultés ; mais il doit mettre un maximum à la propriété individuelle, afin que nul ne puisse par l'extension de ses domaines léser son voisin. Ce maximum sera d'ailleurs soumis aux fluctuations de la population : « Tous les citoyens seront tenus à restreindre leur propriété selon l'accroissement du nombre des habitants, de même qu'ils auront le droit d'augmenter leur domaine, si la population vient à diminuer (35). »

Une société parfaite ne comportera donc que des propriétaires : aucun individu ne pourra être exclu de la possession du sol national. Mais, en revanche, la propriété n'est pas un droit naturel, elle est soumise à la loi. En fait l'homme ne possède rien de façon absolue, pas même son propre corps, car « il n'en peut faire usage que selon des fins conformes à la raison (36) ». La propriété ne peut être définie en fonction des

(33) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 14.

(34) *Ibid.*, p. 23.

(35) *Ibid.*, p. 204.

(36) *Ibid.*, p. 40.

aspirations individuelles, mais selon les besoins de la société : elle n'est point la possession arbitraire d'un bien quelconque, mais seulement l'attribution d'une sphère déterminée d'action qui permet à chaque citoyen de manifester ses facultés. L'Etat confère obligatoirement à chacun une portion du patrimoine national, afin qu'il puisse vivre dessus selon sa vocation. Le citoyen a un droit absolu à la propriété, mais il n'a pas un droit absolu sur sa propriété : car le Contrat originel « ordonne aux riches de renoncer à l'opulence superflue autant qu'il est nécessaire pour que les pauvres aient leur place au soleil et gagnent leur existence (37) ». Selon Sommer, l'accroissement illimité de la propriété « ébranlerait l'esprit du pacte social (38) ».

Ceci posé, Sommer en déduit que l'Etat exerce sur toutes les branches de l'économie nationale un droit éminent de regard et de contrôle. C'est d'abord la législation agricole qui doit être réglée, de telle façon qu'il y ait dans le pays le plus grand nombre possible de petits cultivateurs : les grands propriétaires vivent, selon Sommer, « dans un état d'injustice permanente vis-à-vis de la société. Il arrive qu'un seul propriétaire possède une superficie de terre où cent familles pourraient gagner leur existence par leur propre travail (39) ». Ce qui est plus grave encore, c'est que la grande propriété asservit le travail rural, transforme en esclave l'homme libre et diminue par suite le rendement des récoltes. Sommer veut d'autre part que là où existe la tradition de l'affermage, le propriétaire emploie le plus grand nombre possible de fermiers ; le taux du fermage enfin sera fixé de façon rigoureuse par la loi. L'Etat ne laisse donc pas à l'initiative privée le soin de régler les rapports entre le propriétaire et son fermier.

Sommer souhaite une réglementation analogue des métiers industriels et commerciaux : l'intervention de l'Etat doit, selon lui, empêcher les heurts redoutables qu'entraînerait la formation de trop grandes fortunes auxquelles s'opposerait un prolétariat toujours plus important, car « là où la pauvreté et l'opulence vivent côte à côte, la liberté n'a pas de chances de prospérer (40) ». En conséquence, nul citoyen n'est autorisé à créer une entreprise sans avoir reçu d'abord une patente de l'Etat ; l'entreprise une fois fondée ne pourra atteindre des proportions exorbitantes, mais devra être soigneusement limitée

(37) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 205.

(38) *Ibid.*, p. 206.

(39) *Ibid.*, p. 209.

(40) *Ibid.*, p. 202.

afin de laisser aux entreprises concurrentes, plus petites ou plus récentes, une part respectable de bénéfices. Sommer s'attaque aux grands magasins, qui ruinent systématiquement le petit commerce ; mais plus encore à la grande industrie naissante dont il dénonce avec perspicacité les méfaits futurs : « Dans les Etats civilisés, l'esclavage n'est pas toléré, mais bien souvent le sort de la classe ouvrière au service des gros industriels n'est autre chose qu'un esclavage déguisé. Les travailleurs dépendent pieds et poings liés de leur patron et peuvent toujours s'attendre à mourir de faim s'il plait à leur maître de leur ôter le travail pendant quelques jours. Aux yeux des industriels, leurs salariés n'ont pas plus de valeur que les machines à filer ou à carder que l'on conserve tant qu'elles sont en bon état et rapportent à leur propriétaire, mais dont on se débarrasse froidement lorsqu'elles sont hors d'usage. Bien plus, non contents d'avoir sous leurs ordres des centaines et des milliers d'hommes dans leurs usines, et d'en tirer chaque jour un profit démesuré, ces riches patrons n'ont de cesse qu'ils ne se soient approprié complètement la terre par achat, échange ou héritage. Eux, qui ont la bourse bien garnie, ils devancent ainsi les paysans dans l'acquisition des terres, les leur louent au plus haut prix et introduisent partout de cette façon un esclavage légal. Pendant ce temps ces misérables, dans leurs journaux et leurs conversations mondaines, ne savent que porter aux nues la vigilance d'un gouvernement complaisant, la sagesse des lois en vigueur, la liberté illimitée de la classe possédante, dont dépend la prospérité du pays (41). » Pour lutter contre ces maux, Sommer veut que l'Etat détermine lui-même le nombre d'ouvriers que chaque industriel ou commerçant devra employer, chiffre qui devra varier selon les fluctuations de la population.

Si l'Etat a le soin de réglementer les conditions du travail, c'est qu'il ne saurait, selon Sommer, laisser un seul citoyen sans ressources. Sommer proclame le droit au travail, mais aussi le droit à l'assistance. « Si un citoyen peut prouver légalement que, sans qu'il y ait de sa faute il n'a pas de travail, le gouvernement doit lui créer du travail pour assurer son existence. S'il ne peut lui en fournir, il doit néanmoins l'entretenir (42). » Frappé sans doute à Cologne (43), plus que dans toute autre ville, par le développement de la mendicité et du chômage,

(41) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 219.

(42) *Ibid.*, p. 152.

(43) Sommer montre, dans ses *Patriotische Gedanken über das Octroi* (p. 16), que la ville de Cologne compte plusieurs milliers de mendiants.

Sommer invite les gouvernements à ne pas se contenter de réprimer par les seules mesures de police les crimes des sans-travail, mais d'écarter la cause même du crime, le dénuement total. L'Etat ne doit pas seulement l'assistance aux chômeurs, mais encore à tous ceux que la nature a déshérités, orphelins, vieillards ou malades : « Ils ont un droit strict à recevoir de la société la nourriture, l'éducation, le logement (44). » Sommer exalte à ce propos l'entr'aide des hommes, « le secours fraternel » : c'est sur le sentiment de pitié, sur le dévouement mutuel que peut se fonder une société solide ; c'est grâce à l'assistance empressée de chaque citoyen que l'Etat peut exercer son œuvre de justice sociale. Sommer est un théoricien du devoir de solidarité humaine.

La stabilité du milieu social repose donc sur la réglementation par l'Etat de la production et du travail. Mais pour que cette réglementation soit efficace, il faut, selon Sommer, que l'importation des produits étrangers soit sévèrement contrôlée. « Si celle-ci était laissée à l'arbitraire, les citoyens qui ont pris l'engagement à l'intérieur du pays de fournir eux-mêmes ces produits pourraient se trouver lésés. Cet apport de l'étranger risquerait en effet de gêner leur activité dans un domaine qui leur a été primitivement réservé ; leur fortune qui a été garantie par le Contrat social s'en trouvera ébranlée (45). » L'importation devra donc se limiter aux matières premières dont la France est dénuée. Quant aux produits fabriqués, ils seront absolument prohibés. Cette interdiction n'est évidemment raisonnable que dans un Etat qui dispose à l'intérieur de ses frontières de tous les produits indispensables à l'existence de la nation ; mais la France, chez qui ces conditions sont précisément satisfaites, se doit de réaliser son indépendance économique en se fermant à l'étranger. Sommer est enthousiaste à l'idée de ce projet : « Qu'une grande nation unisse tous ses membres en une entente admirable, qu'elle les isole des pays voisins, qu'elle les préserve de toute influence dissolvante du commerce extérieur, qu'elle poursuive avec une volonté inébranlable la fin qu'elle s'est proposée : voilà une tentative certes à laquelle les gouvernements ne semblent jamais avoir pensé. Si l'accord et l'union de quelques hommes a rendu possible de grandes choses, que ne pourra atteindre un peuple entier, fortement uni, et disposant de toutes ses ressources (46). »

(44) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 156.

(45) *Ibid.*, p. 133.

(46) *Ibid.*, p. 135.

Le commerce ainsi limité deviendra monopole d'Etat. Pour l'importation des produits indispensables, il désignera aux points les plus favorisés de la frontière des fonctionnaires qui feront les achats le meilleur marché possible, à l'abri de la spéculation (47). Quant à l'exportation, elle sera interdite aux particuliers : l'Etat a le devoir, avant de consentir à ce qu'aucun produit ne sorte du territoire national, de s'informer si tous les sujets en sont convenablement fournis. Ce n'est qu'après vérification qu'il pourra tolérer la vente à l'étranger dans la mesure du possible, sans d'ailleurs chercher à écraser ses voisins par une concurrence déloyale.

Sommer n'ignore pas qu'une pareille législation pourra paraître cruelle, voire même inhumaine. Elle suppose de la part du gouvernement une volonté tendue, de la part de la population une certaine frugalité : celle-ci en effet devra se contenter de produits imparfaits, qu'elle préférera cependant aux produits étrangers, « même si ces derniers sont meilleurs » ; ainsi les Français « feront-ils apparaître leur attachement à la patrie et le lien de fraternité qui les unit (48) ». Sommer sait aussi que les restrictions apportées au commerce feront sortir de terre une armée de contrebandiers : contre eux l'Etat devra sévir avec la dernière rigueur, « les assimiler à des traîtres à la patrie (49) ». Sommer escompte que, malgré toutes ces difficultés, l'éducation morale répandue dans la nation « arrachera le mal du fond du cœur humain » et permettra cette tension des énergies sans laquelle la fermeture de l'Etat commercial demeurera un mythe.

A l'abri des produits étrangers, l'Etat ne sera plus sujet aux crises économiques. Sans doute, objectera-t-on, il y aura des années où l'insuffisance de la production rendra vaine la réglementation. Non, répond Sommer, car l'Etat ouvrira dans chaque commune des magasins où il aura stocké les produits pendant les années de surproduction. Les agriculteurs devront, selon une proportion fixée par la loi, abandonner une partie de leurs récoltes qui leur seront achetées directement par l'Etat à

(47) De même que l'Etat interdit l'importation des denrées, il règle lui-même l'entrée des étrangers sur le territoire français. Si un étranger est autorisé à exercer en France un métier, il doit auparavant avoir renoncé à sa nationalité et reçu, en due forme, un certificat de nationalité française. Autrement, tout métier lui demeure interdit. Il ne peut d'ailleurs compter que sur l'hospitalité momentanée de la France. Encore faut-il que sa réputation soit bonne et qu'il soit personnellement riche : « Le pauvre est suspect » (*Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 141).

(48) *Ibid.*, p. 136.

(49) *Ibid.*, p. 138.

un prix déterminé et redistribuées ensuite selon les nécessités.

Telle est l'armature de l'Etat parfait. Sans doute celui-ci aura-t-il dû acquérir des frontières naturelles, c'est-à-dire un territoire qui lui assure une production suffisante. Mais, l'ayant acquis, il n'aura plus aucune ambition à assouvir sur ce monde. La France, qui répond à ces exigences, sera donc une nation éminemment pacifique. « Elle ne voudra étendre ses frontières par nulle conquête, ni chercher à terroriser ses voisins ; elle vivra avec tous en bonne amitié (50). » L'Etat français n'aura d'ailleurs pas d'armée régulière. A quoi bon ? L'exemple de la Révolution a prouvé qu'un Etat républicain trouve dans chacun de ses fils un serviteur dévoué. Les jeunes gens se contenteront de s'exercer pendant deux ans, les jours de fête, dans des compagnies de volontaires. Quand viendra le danger, la patrie saura opposer des hommes courageux, robustes, d'autant plus forts qu'ils auront fait l'apprentissage de la liberté. Ainsi, derrière l'Etat réglementé et fermé, Sommer entrevoit l'aube de la paix universelle.

Il n'est point possible d'analyser les *Bases d'un Etat parfait* sans être frappé par les affinités de la pensée de Sommer avec celle de Fichte. Que les deux grands ouvrages de Fichte : *Fondements de la théorie du Droit d'après les principes de la théorie de la science* (1796) et *L'Etat commercial fermé* (1800), aient été connus de Sommer ne saurait faire de doute (51). Chez Fichte, Sommer a puisé : la conception du Droit (52) et celle de la peine (53) ; la doctrine politique de l'éphorat et de la souveraineté du peuple (54) ; certaines vues socialistes sur la propriété et l'esprit de sacrifice (55) ; l'idée de la réglementation du commerce par l'Etat et de la fermeture des frontières (56) ; le pacifisme (57) enfin et la théorie des limites naturelles (58). Au delà de Fichte, il est possible que Sommer ait atteint les économistes et philosophes français, dont Fichte

(50) *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 189.

(51) Il est vraisemblable que Sommer ait connu aussi : *La théorie de la morale d'après les principes de la théorie de la science* (1798) qui lui a montré que la morale a son objet et son but non dans l'individu, mais dans l'humanité entière.

(52) Fichte : *Sämmtliche Werke* (Berlin, 1845), Bd III, p. 208-209.

(53) Id., *ibid.*, p. 139-149.

(54) Fichte : *Sämmtliche Werke* (Berlin, 1845), p. 157-169. Sommer nomme « Sénat conservateur » l'Ephorat de Fichte.

(55) Id., *ibid.*, p. 441-442.

(56) Id., *ibid.*, p. 469-475.

(57) Id., *ibid.*, p. 495-503.

(58) Id., *ibid.*, p. 481-483.

lui-même a tiré l'essence de ses ouvrages : Rousseau, Mably, Morelly, et surtout Babeuf, héritier des conceptions économiques des grands Terroristes. Mais pour l'affirmer, notre documentation manque absolument. Ce qui est certain, c'est que Sommer, au milieu de l'indifférence ou de l'hostilité qui ont accueilli *L'Etat commercial fermé* (59), a été l'un des rares Allemands — peut-être le seul — qui se soit occupé favorablement de cet ouvrage destiné plus tard à un si grand renom.

Cependant les *Bases d'un Etat parfait* ne sont nullement un plagiat de la doctrine politique et économique du philosophe d'Iéna. Sommer a laissé de côté le caractère déductif et systématique que Fichte a donné à ses ouvrages : il n'a point atteint d'ailleurs, de très loin, la profondeur et la conséquence de la pensée fichtéenne. C'est sous forme de réflexions, souvent sans lien logique, que Sommer présente ses théories. L'on a essayé ici de les présenter, pour plus de clarté, sous forme de système, mais ce n'est point un système que prétend établir Sommer. Divisant son ouvrage en deux parties, il a exposé dans la première des vues générales sur le droit, la politique et la religion et décrit dans la seconde leur application pratique à la législation contemporaine de la France. Ce plan implique de nombreuses répétitions et laisse l'impression d'un certain manque de cohérence.

Mais précisément l'originalité de Sommer réside dans cette application pratique qu'il a tenté de faire des maximes fichtéennes. L'insuccès de *L'Etat commercial fermé* avait été probablement dû aux longues considérations, d'ordre purement théorique, que Fichte avait consacrées à l'Economie politique contemporaine : il avait lui-même avancé une doctrine de la monnaie, simple instrument d'échange, dont le caractère utopique avait frappé le Ministre Struensee, auquel le livre était dédié (60). Sommer, lui, en vient le plus vite possible à l'étude des problèmes pratiques que posera à l'Etat la mainmise sur l'économie du pays, et ceci l'amène à aborder des questions qui étaient restées étrangères à Fichte : la lutte contre le chômage, le droit des malades et des vieillards à l'assistance obligatoire. L'emprise de la collectivité sur l'individu se resserre si étroitement que l'Etat devient, dans l'esprit de Sommer, une sorte de Providence, dont l'action s'étend dans les domaines les plus

(59) Sur la répercussion de *L'Etat commercial fermé* en Allemagne, cf Xavier Léon : *Fichte et son temps*, tome II, 1, p. 116 sq.

(60) Sur ce point, cf Xavier Léon : op. cit., p. 97 et 116.

variés de l'activité sociale. C'est dans les moindres détails que Sommer tente de définir les modalités de cette action.

La conception que Sommer se fait de l'Etat « totalitaire », comme il est coutume de dire aujourd'hui, l'amène logiquement à étudier le problème de l'éducation. Fichte, dans ce domaine, était demeuré sur le plan du libéralisme : il estime, dans ses *Fondements de la théorie du Droit*, que l'éducation de l'enfant revient à ses parents à qui il fait un devoir moral, non une obligation sociale, de donner une instruction convenable (61). Sommer n'hésite pas ici à dépasser Fichte : l'Etat, qui a le devoir de fournir du travail à tous, est en droit de veiller sur l'éducation de la jeunesse et de déterminer la profession des adolescents, selon la capacité de chacun et les besoins de la collectivité. Il est évident que le développement personnel de l'individu importe assez peu à Sommer ; ce qui compte, c'est la place qu'occupera le citoyen dans la société, dont il doit, dès l'enfance, se considérer comme membre nécessaire. Devançant Fichte, qui développera quelques années plus tard, après le désastre d'Iéna, des thèses analogues, Sommer semble s'être inspiré ici directement des pédagogues qui, comme en France Rousseau, en Allemagne Basedow, ont soutenu l'idée que l'enfant appartient avant tout à l'Etat (62).

Si ces différences entre Fichte et Sommer méritent d'être notées, il n'en reste pas moins que la pensée des deux hommes est inspirée par une même doctrine : celle du moralisme kantien. G. Schmoller, analysant en 1865 *L'Etat commercial fermé*, écrit que Fichte est « le premier à avoir introduit dans l'Economie nationale, avec le socialisme qu'il impose du dehors comme une contrainte, la morale économique et politique (63) ». De fait, tout l'ouvrage de Fichte s'efforce de préserver dans la société la dignité humaine et le respect de la loi morale. Il songe, en dernière analyse, à réaliser ce que Kant a appelé « le règne des fins », c'est-à-dire cette société idéale où tous les individus, unanimes, conduits par l'Impératif catégorique, constituent vraiment une communauté. L'Etat socialiste n'est, aux yeux de Fichte, qu'une exigence de la moralité : celle-ci réclame un ordre économique nouveau, où la propriété cesse

(61) Cf Fichte : *Sämmtliche Werke*, III, p. 353-368.

(62) Les attaques de Sommer contre l'esprit « d'arbitraire et de caprice », qui inspire les décisions des parents, sont peut-être le souvenir de sa jeunesse malheureuse et contrariée (cf plus haut, p. 59).

(63) G. Schmoller : *Johann Gottlieb Fichte. Eine Studie auf dem Gebiete der Ethik und der Nationalökonomie*, p. 42 (cité par Xavier Léon : *Fichte et son temps*, II, 1, p. 101).

d'être un droit pour devenir uniquement une source d'efforts et de devoirs. Ce même moralisme, l'œuvre de Sommer en est imprégnée comme celle de Fichte ; Kant, dont il avait dans sa jeunesse exposé la doctrine, demeure constamment présent à son esprit lorsqu'il écrit les *Bases d'un Etat parfait* : « L'on ne pourra me faire quitter la pensée que nos droits dérivent de nos devoirs (64). » « L'homme ne peut respecter que ce qui est bon en soi ; et rien n'est bon en soi que la bonne volonté (65). » La Cité morale, dont il trace le tableau optimiste, ne sera réalisée, selon lui, que par le consentement des hommes de bonne volonté, soumis de leur plein gré à la discipline de la raison.

C'est par ce moralisme que la doctrine de Sommer s'intègre dans le courant contemporain de la pensée rhénane. Sans doute, sous l'influence de Fichte, Sommer s'est-il séparé du libéralisme économique qui avait inspiré, pendant la Révolution, les chefs du mouvement cisrhéan. Mais, ce socialisme platonisant, dont il s'est fait le théoricien dans les *Bases d'un Etat parfait*, fait appel au même esprit d'abnégation et de devoir civique qu'en toutes occasions Görres et Geich ont exigé du citoyen. Un certain esprit spartiate anime l'ensemble du livre. L'auteur, qui a su se libérer « du mirage de la liberté », tel que le lui avait enseigné la Révolution française, a cru pouvoir donner une définition personnelle de la « vraie liberté (66) », comme la concevait une génération que hantait l'idée de sa mission morale en Europe.

(64) Sommer : *Grundlage zu einem vollkommenen Staat*, p. 12, note.

(65) Id., *ibid.*, p. 108.

(66) Ch. Sommer : *Der Patriot*, I, Vorrede.

## CONCLUSION

### LE MORALISME RHÉNAN ET LA PENSÉE ALLEMANDE

Dans son ensemble, le jugement politique des Cisirhénans demeure conforme à l'esprit individualiste et rationaliste de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'influence des idées empiristes de Burke — que Rehberg et Brandes ont fait connaître à l'Allemagne cultivée — est nulle, semble-t-il, sur le Rhin à l'époque de la Révolution. L'attitude d'hostilité à leur égard, adoptée par Forster dès 1790 (1), est demeurée sans doute celle des Cisirhénans ; il est d'ailleurs exceptionnel dans leurs écrits de trouver une allusion à la pensée de l'illustre Anglais. Mais, si les Cisirhénans sont fidèles à l'esprit qui a présidé à notre Révolution, leur jugement à son égard est imprégné d'un certain « moralisme ». C'est précisément ce moralisme qu'il convient de définir au terme de cette étude.

Il comporte :

1° L'obligation pour le citoyen d'utiliser la liberté dont il dispose avec la nette conscience de ses devoirs et de ses responsabilités à l'égard de la collectivité ;

2° L'obligation pour l'Etat de faire respecter la loi morale, d'abord en assurant à chaque citoyen une forte éducation civique, ensuite en réglant la vie sociale et économique de telle façon qu'il ait des moyens d'existence convenables (Sommer).

La pénétration des idées morales dans la politique exige, selon les Cisirhénans, l'avènement d'un régime de liberté. Au despotisme de Droit divin doit succéder une ère constitutionnelle : les droits politiques seront accordés au citoyen pour

(1) Sur Forster et Burke, cf Hashagen : *Die französische Herrschaft am Rhein*, p. 340.

qu'il puisse faire un usage raisonnable de sa liberté. Mais ces droits ne sauraient être concédés arbitrairement et exigent en contre-partie une certaine éducation civique. La liberté est donc un privilège que rend légitime le sens de la responsabilité. Ainsi la doctrine politique des Cisirhénans n'est en dernière analyse qu'un aspect de leur moralisme. Moins intéressés par la politique que par l'éthique, c'est toujours au perfectionnement moral de chaque individu qu'ils rapportent leurs considérations sur l'Etat.

En adoptant cette attitude à l'égard de la Révolution, les Cisirhénans ont montré que leur culture était solidaire de celle de leurs compatriotes. Leur moralisme paraît avoir été, en effet, dans la dernière décade du XVIII<sup>e</sup> siècle, un des traits les plus intéressants de la pensée politique allemande. C'est lui qui a déterminé le jugement des Allemands sur la Révolution, qu'ils en fussent adversaires ou partisans. A Paris même, les émigrés mayençais croient devoir mettre en garde la France contre la thèse cynique de Sieyès : « Les principes sont pour les écoles, l'intérêt est pour l'Etat. » La conception moraliste, définie par Georg Forster, dans son traité *Sur les rapports de la science politique avec le bonheur de l'humanité* (2), a été reprise plus tard par les Clubistes de Mayence qui, de Paris, travaillent à l'annexion de la rive gauche du Rhin à la France. En 1795, A. J. Hofmann, dans un pamphlet intitulé : *Des nouvelles limites de la République française*, avait écrit : « L'Etat est une personne morale incapable de se gouverner et d'être gouvernée autrement que par des lois morales, et au premier moment qu'il s'en détache il mine ses fondements en autorisant ses habitants à être également immoraux... Vous avez beau prêcher, me dites-vous, ce ne sont que de pieux souhaits et les Etats ne se gouvernent pas selon des projets de morale purement académique. Tant pis, citoyens, c'est par cette même raison que tous les Etats d'ancien temps ont péri, et que les Etats d'aujourd'hui ne résisteront pas à leur dissolution... C'est à vous Français à commencer, c'est à vous à mettre en exécution les lois générales de la morale et à faire valoir les droits sacrés de la nature (3). » Attitude analogue chez l'émigré alle-

(2) G. Forster : *Über die Beziehung der Staatskunst auf das Glück der Menschheit* (*Ausgewählte Schriften*, Berlin, Deutsche Buch-Gemeinschaft, 1929).

(3) *Des nouvelles limites de la République française*, par le citoyen Hofmann en réponse au citoyen Roederer (Paris, An III, p. 34). Cet extrait est ici reproduit avec les erreurs qu'il comporte.

mand Georg Friedrich Rebmann (4), qui vivait depuis 1796 à Paris. Ce publiciste, auteur de plusieurs revues politiques et philosophiques, et qui fut bien connu de Görres, a défendu contre l'annexion la thèse d'une République cisrhénane indépendante, d'abord parce qu'il espérait qu'elle serait le noyau d'une Allemagne républicaine, ensuite parce qu'il jugeait les Français, « qui n'ont jamais eu le sentiment de la liberté, au sens vrai du mot (5) », incapables d'administrer ce pays allemand. Ses considérations politiques (6), ainsi que sa position à l'égard de la théophilanthropie (7), sont empreintes d'un moralisme fervent qui prend sa source dans la philosophie kantienne.

Alors que les Cisrhénans et les émigrés allemands demeurent malgré tout fidèles à une Révolution qu'ils ont servie dès l'origine, en Allemagne même les esprits libéraux invoquent l'immoralité dans laquelle a sombré la Révolution pour justifier leur détachement à son égard. Le juriste rhénan B. L. Fischenich (8), professeur de Droit à l'Université de Bonn, qui avait été lié avec Schiller par leur admiration commune pour la philosophie kantienne, demeura à travers toute la Révolution un adversaire de la domination française, à laquelle il a reproché « de vouloir imposer par la force une liberté qu'elle ne respecte même pas (9) ». Il estime que c'est par une longue préparation morale qu'un peuple se rend digne d'exercer ses droits politiques et il loue, dans les *Annales* de Posselt, le peuple anglais d'avoir gagné sa liberté plus par l'ennoblissement de soi-même que par l'obéissance à la Constitution (10). L'auteur du pamphlet anonyme : *A mes concitoyens de la rive gauche du Rhin sur la question : les Français possèdent-ils la liberté qu'ils nous offrent ?* le Francfortois Willemer part lui aussi des données du kantisme pour condamner en bloc l'œuvre révolutionnaire : les Français ont vécu sur cette idée fausse qu'une Constitution pouvait leur donner la liberté, alors que celle-ci, pour être efficace sur le plan politique, doit d'abord être acquise en nous-mêmes

(4) Sur Rebmann, cf N. von Wrasky : *A. G. F. Rebmann, Leben und Werke eines Publizisten zur Zeit der grossen französischen Revolution* (Dissert. Heidelberg, 1907).

(5) *Neue Schildwache* (Paris, 1798), II, p. 86 sq. Cf Hansen : *Quellen*, IV, p. 173.

(6) Rebmann : *Mein politisches Glaubensbekenntnis, angefügt der vollständigen Geschichte meiner Verfolgungen und Leiden* (Amsterdam, 1796), p. 161 sq.

(7) *Die Geissel* (Paris, 1797), VI, p. 211-216.

(8) Sur Bartholomeus Fischenich, cf Hennes : *Fischenich und Charlotte von Schiller* (1875).

(9) Cf Hansen : *Quellen*, II, p. 770 sq.

(10) *Posselts Annalen*, 1797, III, p. 178-184. Cf Hashagen : op. cit., p. 465 sq.

par une victoire constante sur notre sensibilité et sur nos passions. L'on ne saurait donc attendre aucun perfectionnement d'un peuple qui s'est avéré « totalement dépravé », « dont l'élite même a rejeté tous les concepts de la morale comme un vêtement usé (11) ».

Nous touchons ici l'essentiel de la pensée allemande devant la Révolution française : elle reproche aux révolutionnaires d'avoir créé une législation raisonnable pour des hommes sur qui la raison n'avait point encore de prise ; les Français, en d'autres termes, n'ont pas été moralement préparés à jouir de la liberté que les lois leur ont concédée. Le jugement de Wieland, dans le *Neuer teutscher Merkur* de 1793 : « Si un jour l'humanité doit connaître des temps meilleurs, il faudra commencer l'œuvre de réforme non par le régime et la Constitution, mais par l'homme lui-même », exprime sans doute la réaction profonde de l'Allemagne réfléchie devant les tâtonnements ou les horreurs de la Révolution (12). Ce fut là enfin la pensée de Schiller : « Seule la faculté d'agir en être moral, écrit-il au duc d'Augustenbourg (1793) (13), confère à l'homme un droit à la liberté. » Schiller loue l'Assemblée constituante d'avoir essayé d'instaurer l'Etat de la raison ; il estime « que la liberté publique et civile demeurera toujours le plus sacré de tous les biens, le but le plus digne de tous les efforts et le centre de toute culture » ; mais il est obligé de constater que « la génération à qui on offrait en cadeau la liberté n'était pas digne de la recevoir. Elle était trop corrompue pour l'apprécier et en faire usage ». Ainsi s'exprime ce moralisme schillérien, qui fonde tout Etat raisonnable sur l'ennoblissement préalable des caractères. Les *Lettres sur l'éducation esthétique de l'humanité* (1795) devaient précisément contribuer à cette œuvre de redressement moral.

Görres et ses amis ne s'étaient point exprimés autrement. C'est dans cette identité de vues qu'apparaît l'influence profonde de la philosophie kantienne sur l'Allemagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : influence qui a uni dans un jugement commun les hommes de tous les partis et a déterminé chez eux des réactions

(11) Sur le pamphlet *An meine Mitbürger auf der rechten Seite des Rheinufer über die Frage : besitzen denn die Franzosen die Freiheit, welche sie uns anbieten ?* (1798), cf Hashagen : op. cit., p. 513 sq. ; A. Stern : *Der Einfluss der französischen Revolution auf das deutsche Geistesleben*, qui l'attribue au Francfortois Willemer.

(12) Cf Stern : op. cit., p. 116 sq.

(13) Sur la pensée politique de Schiller, cf l'article de R. Leroux : Schiller théoricien de l'Etat (*Revue germanique*, janvier-mars 1937).

semblables, si différents, voire si opposés qu'aient été leurs intérêts. Si les Cisrhénans en définitive ont espéré, en devenant Français, sauvegarder leur situation compromise, c'est bien en Allemands qu'ils ont considéré la Révolution française. On a pu reconnaître en effet que leur jugement s'appuie moins sur l'instinct et sur la raison que sur un postulat moral, un Impératif de conduite ; que leur doctrine de la liberté n'est pas une doctrine d'émancipation, mais de soumission consentie à une discipline collective.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## PRÉFACE.

BIBLIOGRAPHIE ..... pages I à VIII

INTRODUCTION ..... page 1

## CHAPITRE I

LES CISRHÉNANS ET L'IDÉE NATIONALE ..... page 15

## CHAPITRE II

LA DOCTRINE DE L'ÉTAT CHEZ LES CISRHÉNANS ..... page 25

## CHAPITRE III

LES CISRHÉNANS ET L'IDÉE RELIGIEUSE ..... page 42

## CHAPITRE IV

LES IDÉES FICHTÉENNES CHEZ CHRISTIAN SOMMER ... page 52

## CONCLUSION

LE MORALISME RHÉNAV ET LA PENSÉE ALLEMANDE .... page 69

VU LE 22 JANVIER 1940.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

G. ROUSSY.

## ERRATA

---

Bibliographie, page vi. — 10<sup>e</sup> ligne : lire *Ces six derniers ouvrages, etc.*,  
au lieu de *Ces sept derniers ouvrages*.

Bibliographie, page vi. — Après la 20<sup>e</sup> ligne, ajouter : LÉVY-  
SCHNEIDER. — Les habitants de la rive gauche du Rhin et la France  
(Révolution Française, IV).

Page 40. — 17<sup>e</sup> ligne : lire *Plus qu'un fait historique* au lieu de  
*Moins qu'un fait historique*.



ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 26 AVRIL 1940  
SUR LES PRESSES DE  
GUILLEMOT & DE LAMOTHE  
A PARIS, 11, RUE CAIL.





